



## La dimension de genre, la gestion des catastrophes et le secteur privé

Recensement et analyse des ressources  
existantes et des réponses antérieures

## **RÉSUMÉ**

Ce document présente l'importance de la dimension de genre dans le secteur privé ainsi que la gestion des catastrophes, et leurs liens. Élaboré en deux mois pour servir de base à un nouveau domaine thématique pour la Connecting Business initiative (CBI) (initiative fondée sur l'engagement des entreprises), ce document recense et analyse les ressources existantes et les réponses antérieures disponibles sur ce thème et présente quelques études de cas. Il comprend également un chapitre spécial dédié aux conséquences de la COVID-19.

## **AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ**

Les désignations employées et la présentation du document dans la présente publication n'impliquent aucune prise de position de la part de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Ce document a été produit principalement à des fins internes et sert de base à la promotion d'autres discussions et analyses. Bien que CBI constitue un effort conjoint soutenu par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies, ce rapport ne représente pas nécessairement les opinions officielles d'OCHA ou du PNUD. Le contenu de ce rapport demeure la seule responsabilité de l'auteur.

Ces documents et d'autres documents sont disponibles en ligne sur le site Internet de CBI ([www.connectingbusiness.org](http://www.connectingbusiness.org)).

## **REMERCIEMENTS**

Les recherches et la rédaction du rapport ont été effectuées par Maria Kontro, consultante en recherche sur l'égalité des sexes de CBI. Ce rapport a bénéficié des commentaires de Rachel Huguet (de la Fondation Conrad N. Hilton et membre du Comité exécutif de CBI), Rahel Steinbach (d'ONU Femmes), Luca Trindade de Aguiar et Diana Gutierrez (du PNUD) et Marina Skuric-Prodanovic (d'OCHA). Nous remercions également toutes les personnes qui ont participé aux entretiens et qui ont apporté leur contribution tout au long du processus ; la liste complète figure aux pages 75 et 76. Nous remercions également Strategic Agenda pour le travail d'édition et Jonathan Yaputra pour la mise en page et la conception.

Crédits photos pour la page de couverture : PNUD au Bénin.

## **Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

Secrétariat de Business Connecting initiative (CBI)

**Adresse électronique** [connectingbusiness@un.org](mailto:connectingbusiness@un.org)

**Twitter** @Connecting\_Biz

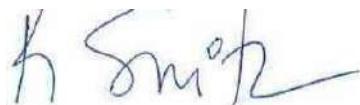
# Table des matières

<b>Abréviations</b>	<b>4</b>
<b>Avant-propos</b>	<b>5</b>
<b>Synthèse</b>	<b>6</b>
<b>Introduction</b>	<b>9</b>
<b>Le genre et le secteur privé dans la gestion des catastrophes</b>	<b>10</b>
Qu'est-ce que le genre ?	10
Pourquoi le genre a-t-il son importance dans la gestion des risques de catastrophe ?	12
Les biais des données sexistes et la disponibilité des DVSA et DVSAI	17
Les femmes, exclues de la prise de décisions	18
Pourquoi le genre a-t-il son importance dans la gestion des risques de catastrophe par le secteur privé ?	19
Le genre dans les situations fragiles et les zones touchées par des conflits	24
La fenêtre d'opportunité	29
Considérations méthodologiques vers une approche transformatrice de genre	31
<b>Recensement et analyse des genres dans la gestion des catastrophes</b>	<b>32</b>
Méthodologie de recensement et d'analyse	32
Résultats de l'étude documentaire	33
Résultats de l'enquête	38
Résultats des entretiens	41
Priorités identifiées par le Secrétariat de CBI	46
<b>Chapitre spécial : COVID-19, le genre et le secteur privé</b>	<b>47</b>
<b>Études de cas sur le genre, le secteur privé et les catastrophes</b>	<b>54</b>
Étude de cas sur le genre : Vanuatu micro, petites et moyennes entreprises (MPME) lors des doubles catastrophes	55
Étude de cas sur le genre : déplacement dans les contextes fragiles	62
Étude de cas sur le genre : données et technologies	67
<b>Conclusions, besoins et recommandations</b>	<b>73</b>
<b>Liste des entretiens et autres références</b>	<b>75</b>
<b>Annexe 1 : Recensement complet des recherches, des outils, des ressources et des formations existants</b>	<b>78</b>

# Abréviations

<b>A-PAD</b>	Alliance Asie-Pacifique pour la gestion des catastrophes (« <i>Asia Pacific Alliance for Disaster Management</i> » en anglais)
<b>ARISE</b>	Alliance du secteur privé pour les sociétés résilientes face aux catastrophes dirigée par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR)
<b>BBB</b>	Reconstruire en mieux (« <i>Build Back Better</i> » en anglais)
<b>BCI</b>	Business Continuity Institute
<b>CBi</b>	Connecting Business initiative
<b>CEDAW</b>	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (« <i>Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women</i> » en anglais)
<b>CERF</b>	Fonds central d'intervention d'urgence (« <i>Central Emergency Response Fund</i> » en anglais)
<b>CBPF</b>	Fonds de financement commun pour les pays (« <i>Country-based Pooled Funds</i> » en anglais)
<b>ACR</b>	Assurance contre les risques climatiques
<b>DRI</b>	Disaster Recovery Institute International
<b>RRC</b>	Réduction des risques de catastrophe
<b>ERC</b>	Coordinateur des secours d'urgence (« <i>Emergency Relief Coordinator</i> » en anglais)
<b>SAP</b>	Systèmes d'alerte précoce
<b>MGA</b>	Marqueur de genre et d'âge
<b>GAR</b>	Bilan mondial sur la réduction des risques de catastrophe (« <i>Global Assessment Report</i> » en anglais)
<b>VBG</b>	Violence basée sur le genre
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>GEEWG</b>	Égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles (« <i>Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls</i> » en anglais)
<b>GenCap</b>	Projet d'Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes (« <i>IASC Gender Standby Capacity project</i> » en anglais)
<b>GHO</b>	Aperçu humanitaire mondial (« <i>Global Humanitarian Overview</i> » en anglais)
<b>GiHA</b>	Genre dans le cadre des actions humanitaires (« <i>Gender in Humanitarian Action Working Group</i> » en anglais)
<b>HCT</b>	Équipe Humanitaire de Pays (« <i>Humanitarian Country Team</i> » en anglais)
<b>CPI</b>	Comité permanent interorganisations (« <i>IASC</i> » pour « <i>Inter-Agency Standing Committee</i> » en anglais) (de l'ONU et des partenaires humanitaires qui ne font pas partie de l'ONU)
<b>PDI</b>	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
<b>FIDA</b>	Fonds international pour le développement agricole
<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>RM</b>	Réseau Membre (CBi)
<b>MPME</b>	Micro, petites et moyennes entreprises
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>OCHA</b>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (« <i>Office for the Coordination of Humanitarian Affairs</i> » en anglais)
<b>OECO</b>	Organisation des États de la Caraïbe orientale
<b>PDRF</b>	Philippine Disaster Resilience Foundation
<b>PEAS</b>	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
<b>DVSA</b>	Données ventilées par sexe et par âge
<b>DVSAI</b>	Données ventilées par sexe, âge et invalidité
<b>VSS</b>	Violence sexuelle et sexiste
<b>PEID</b>	Petits États insulaires en développement
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>FNUAP</b>	Fonds des Nations Unies pour la population
<b>AGNU</b>	Assemblée générale des Nations Unies
<b>RRC</b>	Réduction des risques de catastrophe
<b>UNGC</b>	Pacte mondial des Nations Unies (« <i>United Nations Global Compact</i> » en anglais)
<b>UNHCR</b>	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
<b>VBRC</b>	Conseil de résilience des entreprises du Vanuatu (« <i>Vanuatu Business Resilience Council</i> » en anglais)
<b>WASH</b>	Eau, assainissement et hygiène (« <i>Water, Sanitation and Hygiene</i> » en anglais)
<b>WRD</b>	Résilience des femmes face aux catastrophes (« <i>Women's resilience to disaster</i> » en anglais)

# Avant-propos

**Karen Smith**

Coordinatrice du programme,  
Connecting Business initiative (CBI)

Le genre est un concept clé dans le domaine humanitaire, pour le développement et dans le secteur privé. Bien que de nombreux acteurs aient exploré et mis au point des cadres, des outils et des appels à l'action dans ces domaines, nous avons constaté des lacunes lorsque se rencontrent le genre, l'engagement du secteur privé, la gestion des catastrophes et le lien entre la réponse humanitaire et les travaux de développement.

Compte tenu du mandat de la Connecting Business initiative (CBI) qui consiste à impliquer le secteur privé dans la préparation aux catastrophes, la réponse et la reconstruction au moyen d'actions locales, collectives et anticipatives, nous avons pensé qu'il était important d'explorer ce domaine afin de mieux comprendre les défis et les possibilités d'intégrer la notion de genre à notre travail.

Ce qui a commencé comme un exercice interne, mené sur une période de deux mois, se présente ici sous la forme d'un document public, car nous avons constaté, au cours des recherches, que de nombreuses idées et conclusions pourraient intéresser un plus large éventail de parties prenantes.

Il ne s'agit donc pas d'un document exhaustif, mais plutôt du point de départ d'une discussion afin que nous puissions définir ensemble la meilleure façon d'aller de l'avant.

Dans le sillage de mouvements tels que #MeToo qui ont pris le monde d'assaut, parallèlement à la pandémie de COVID-19 et son impact considérable sur les efforts humanitaires et de développement dans le monde entier, nous sommes impatients de vous entendre et de « reconstruire en mieux » (BBB), pour un monde meilleur et plus équitable.

# Synthèse

**L'objectif** de ce recensement et de cette analyse est de donner un aperçu de l'interaction entre les différents genres, le secteur privé et la gestion des catastrophes, ainsi que de proposer une vision consolidée des différents domaines d'intérêt à travers les chapitres spécifiques, afin de faciliter l'intégration de la dimension de genre dans les discussions sur la gestion des catastrophes par le secteur privé. Cet objectif s'appuie sur le mandat de Connecting Business initiative (CBI) qui consiste à mobiliser le secteur privé à l'égard de la préparation aux catastrophes, de la réponse et de la reconstruction.

Ce recensement et cette analyse, élaborés sur une période de deux mois, se composent de cinq chapitres.

**La première partie explique la pertinence du sujet**, en commençant par donner une définition du genre et de son importance, et en montrant comment les données sexistes affectent la façon dont la gestion des catastrophes est définie et comprise. Elle explique quelques-unes des façons dont l'inégalité de genre influence la vie des personnes et les indices les plus courants qui permettent de la mesurer. **Le genre, et les inégalités qu'il véhicule, peuvent avoir un impact significatif sur la façon dont différentes populations subissent des catastrophes, puisqu'elles peuvent conduire à une vulnérabilité accrue, à une exposition plus forte aux risques et restreindre la capacité d'accès aux ressources permettant d'intervenir et de reconstruire. Cette tendance alimente un cercle vicieux qui ne fait qu'accroître la pauvreté, les inégalités entre les genres et la marginalisation de certaines personnes dans la société.**

Le genre est un aspect essentiel dans la gestion des catastrophes par le secteur privé, en raison de la séparation existante entre les genres dans les différents secteurs économiques et dans le secteur informel. Le chapitre se poursuit en examinant la surreprésentation des femmes dans les secteurs économiques les plus durement touchés par les catastrophes, l'exclusion des femmes des processus décisionnels, l'impact des travaux domestiques non rémunérés et de la violence basée sur le genre (qui ont tous deux tendance à connaître une augmentation lors des catastrophes) sur le taux relativement élevé de pertes d'emploi qui touchent les femmes au lendemain des catastrophes et sur la survie et la reprise des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dirigées par des femmes. Il explique ces dimensions dans les situations fragiles et les zones touchées par des conflits, en soulignant la nécessité croissante de bénéficier de la participation du secteur privé dans le domaine. Il examine comment les catastrophes permettent d'aborder la question du genre dans le processus de reconstruction.

Le premier chapitre s'achève sur une réflexion autour de la méthodologie, donne des recommandations sur la combinaison d'approches sensibles au genre et d'approches transformatrices de genre relatives à la gestion des catastrophes par le secteur privé.

**Le deuxième chapitre présente les résultats d'une revue documentaire, d'un sondage et d'entretiens** avec des partenaires et des acteurs clés liés à la gestion des catastrophes. Ce chapitre contient les principaux résultats de la recherche, recense et analyse les progrès réalisés à ce jour par les différents partenaires sur le terrain. Le recensement complet, présenté à l'Annexe 1, comprend près de 200 éléments et contient des informations sur chaque élément et la manière d'y accéder. Le chapitre détaille également les priorités identifiées par le Secrétariat de CBI dans le domaine de l'égalité des genres, et les résultats feront partie d'une analyse qui alimentera les recommandations relatives à l'égalité des genres dans le cadre du plan de travail de CBI.



Autonomisation par le travail des personnes atteintes de cécité au Turkménistan.  
Photo : Claire Ladavicius / PNUD au Turkménistan.

Au moment même de la rédaction de ce rapport, le monde entier est sous le joug de la pandémie de COVID-19 dont les effets sur la réponse aux catastrophes ne peuvent être ignorés. Le troisième chapitre **se concentre sur la COVID-19, le genre et le secteur privé**, expliquant l'impact majeur de la pandémie sur les genres. Ainsi, ce chapitre indique que, si le secteur privé et les autres acteurs qui soutiennent la coopération entre les secteurs public et privé l'abordent correctement, cette situation offre l'occasion de comprendre les liens entre le genre, le secteur privé et la gestion des catastrophes.

**Le quatrième chapitre présente trois études de cas** détaillant la manière dont le secteur privé a jusqu'ici abordé la gestion des genres et des catastrophes. Il est important de noter que la nature émergente de ce sujet explique le nombre limité de cas soumis à examen. Ils se concentrent actuellement sur les lacunes, les besoins et les pratiques existantes, car les résultats n'ont pour la plupart pas encore été communiqués. Toutefois, les bonnes pratiques existantes constituent une base susceptible de créer un cycle positif d'apprentissage et de pratique. Les études de cas centrées sur le genre se concentrent sur les MPME face à des catastrophes simultanées, les déplacements dans des contextes fragiles et les données et la technologie dans des contextes humanitaires.

**Le dernier chapitre présente les conclusions, les besoins et les recommandations. Les conclusions générales qui en ressortent sont les suivantes :**

1. La notion de genre influence la gestion des catastrophes par le secteur privé de manière significative et crée des situations qui profitent à tout le monde car son intégration favorise la prospérité des affaires, fait progresser les droits de l'homme et améliore les résultats de la gestion des catastrophes.
2. Le sujet est nouveau et nécessite un développement et une coordination plus poussés entre les différents acteurs.
3. Compte tenu de l'importance et de l'urgence de la prise en compte du genre dans la situation actuelle de la pandémie de COVID-19, il est temps d'agir.

Il est **recommandé au Secrétariat de CBi d'avancer ce sujet** en intégrant le genre comme une considération transversale à ses domaines de travail, ainsi qu'en menant des actions ciblées. Il s'agit notamment, en coopération avec d'autres acteurs clés, de renforcer le dialogue et la coordination entre le secteur privé et d'autres acteurs humanitaires sensibles aux questions de genre, ainsi que de soutenir les réseaux du secteur privé à l'échelle nationale lorsqu'ils approfondissent la question de manière localisée. Les actions spécifiques à prendre en considération sont l'élaboration de documents et de ressources pratiques en matière de genre pour les opérations des Réseaux Membres (RM) de CBi et le renforcement des capacités par le biais de formations et d'un soutien technique direct à certains RM. Dans un premier temps, CBi est déjà en train d'élaborer une analyse de rentabilité sur le genre dans la gestion des catastrophes.



Groupes autochtones et COVID-19, Colombie.  
Photo : Jurany Carabani / PNUD en Colombie.

Toutefois, les actions de CBi ne sont qu'une partie d'un appel à l'action plus large que ce document vise à motiver. **Les éléments clés que le secteur privé doit prendre en compte** sont les suivants :

1. S'assurer de la collecte de données ventilées et de l'analyse sexospécifique dans le cadre de l'analyse du marché des entreprises, notamment en assurant la liaison avec les organisations féminines locales pour comprendre tous les besoins.
2. Tirer parti de l'analyse sexospécifique pour cibler au mieux l'aide humanitaire et adopter des pratiques favorisant l'autonomisation des femmes, des travailleuses, des entreprises appartenant à des femmes et du secteur informel ; et toujours mener ces actions conformément aux principes humanitaires, notamment le principe visant à « ne pas nuire ».
3. Participer à des initiatives de renforcement des capacités en matière de genre, ainsi qu'à l'application pratique des outils connexes et de l'analyse de rentabilité (cette dernière sera bientôt fournie par le Secrétariat de CBi).
4. Se mettre en contact avec le Secrétariat de CBi, dans le cas des RM de CBi, pour exprimer son intérêt à développer des projets pilotes et à recevoir un soutien technique sur le genre dans la gestion des catastrophes par le secteur privé.
5. Eu égard à la réponse et au rétablissement face à la pandémie de COVID-19, chercher à aborder la question du genre et considérer la pandémie comme une opportunité de changer les normes de genre susceptibles de nuire aux personnes et aux entreprises.

**La méthodologie** utilisée dans ce document est axée sur les femmes et les filles en tant que population touchée et agents impliqués dans la préparation aux catastrophes, la réponse et la reconstruction. Toutefois, elle reconnaît également que l'intégration de la dimension de genre ne concerne pas uniquement les femmes : les catastrophes affectent différemment les femmes, les hommes, les filles et les garçons, et les normes de genre peuvent également être préjudiciables aux hommes. Par exemple, lors des opérations de sauvetage, l'on déplore davantage de décès chez les hommes en raison de considérations culturelles qui influencent leur comportement.

**Compte tenu de la nature du document, son public cible** est vaste ; il s'adresse avant tout au Secrétariat de CBi et à ses RM, ainsi qu'à d'autres acteurs travaillant à la gestion des catastrophes par le secteur privé. Il s'adresse également aux gouvernements et aux agences et bureaux des Nations Unies, car leur compréhension des rôles du secteur privé et du genre est essentielle au développement du domaine et des opportunités qui y sont liées.

Tous les acteurs sont donc encouragés à utiliser les informations contenues dans ce document et dans les documents à venir de CBi, ainsi que les documents très utiles des partenaires et des acteurs clés sur le sujet (cf. le recensement des ressources en Annexe 1) pour amorcer ou renforcer la compréhension et l'intégration du genre dans leurs opérations. Pour prendre part au dialogue et aux solutions, les acteurs sont également encouragés à contacter directement le Secrétariat de CBi.



Un homme déplacé avec sa fille dans le camp de Thae Chaung, au Myanmar. Photo : Thet Thet Oo / OCHA.

# Introduction

Connecting Business initiative (CBI), soutenue par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), est une initiative multipartite axée sur la demande qui transforme la façon dont le secteur privé s'engage avant, pendant et après les crises, afin de créer des communautés plus résilientes, d'accroître les capacités locales et d'atténuer les souffrances humaines. Il renforce la capacité d'action locale et adopte une approche anticipative pour remédier aux vulnérabilités sous-jacentes. CBI vise deux résultats dans ses travaux en faveur des Objectifs de développement durable (ODD), du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et de l'Agenda pour l'humanité :

1. Le renforcement du dialogue et de la coordination entre le secteur privé et les autres acteurs humanitaires et du développement en matière de réduction des risques de catastrophe, de préparation aux situations d'urgence, de réponse et de reconstruction ;
2. Des réseaux nationaux du secteur privé qui sont enclins et capables d'anticiper, de réagir et de se remettre des catastrophes, en coordination avec d'autres acteurs.

Tandis que les catastrophes affectent les femmes, les hommes, les garçons et les filles différemment, les femmes sont touchées de manière disproportionnée. Les inégalités entre les genres dans les sociétés se traduisent par une vulnérabilité aux catastrophes, une exposition accrue et une capacité de réponse limitée, autant d'éléments qui ont une influence lorsqu'il s'agit de risques naturels et de contextes fragiles. Les liens importants noués avec le secteur privé permettent de jouer un rôle de premier plan dans l'amélioration de la situation, tout en poursuivant des intérêts commerciaux.

Lorsqu'il s'agit de gérer les risques pour le secteur des affaires, le public et la société, le fait d'aborder la question du genre et de l'inclure en tant qu'axe transversal à toutes les opérations aidera le secteur privé et les personnes intervenant lors des catastrophes à atteindre leurs objectifs afin d'avoir un impact sur la société dans son ensemble. Cette approche contribue aux droits de l'homme et à l'amélioration de la gestion des catastrophes, tout en jetant les bases d'une croissance inclusive et de moyens de subsistance durables, sans pour autant laisser qui que ce soit de côté.

Cette recherche a été menée sur une période de deux mois et constitue un premier pas vers une approche sensible au genre et transformatrice de genre pour CBI et d'autres opérations de gestion des catastrophes du secteur privé. Pour ce faire, elle recense les ressources existantes en matière de genre pertinentes pour CBI et analyse les réponses antérieures liées au genre dans la gestion des catastrophes ainsi que le rôle et l'implication du secteur privé qui y sont associés.

Les contributions de tous les acteurs sont importantes pour le recensement et l'analyse, y compris les gouvernements et leurs ministères chargés du genre et de l'inclusion, le secteur privé (y compris les Réseaux Membres (RM) de CBI, les MPME (micro, petites et moyennes entreprises) et les grandes entreprises), les bureaux et agences des Nations Unies, les universités et le secteur académique, la société civile (y compris les organisations de femmes), la communauté des donateurs et les bénéficiaires (femmes, personnes et entreprises touchées par les catastrophes).

L'année 2020 a marqué le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration de Pékin et le vingtième anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, et il s'agit de la première année de la Décennie d'action sur les objectifs de développement durable (ODD), qui sont tous des avancées majeures en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes. Alors que ce cadre existant reste en place, la pandémie de COVID-19 a sérieusement ébranlé les progrès effectués en matière de genre et peut être qualifiée de crise pour le secteur privé. Pourtant, malgré leurs effets dévastateurs, de telles crises peuvent également donner l'occasion de transformer les normes traditionnelles de genre dans la société et le secteur des entreprises et de « reconstruire en mieux » (BBB) par le biais d'une approche genrée, permettant un développement plus significatif et une résilience aux catastrophes à l'avenir. Les effets dévastateurs de la pandémie sur les progrès en matière d'égalité des genres signifient que le moment est venu d'intégrer la dimension de genre dans la gestion des catastrophes par le secteur privé.

# Le genre et le secteur privé dans la gestion des catastrophes

« La notion de genre influence la gestion des catastrophes par le secteur privé de manière significative et crée des situations qui profitent à tout le monde car son intégration favorise la prospérité des affaires, fait progresser les droits de l'homme et améliore les résultats de la gestion des catastrophes. »

## Qu'est-ce que le genre ?

Le genre est souvent confondu avec le sexe. Le sexe se définit comme les caractéristiques biologiques relatives aux hommes et aux femmes, tandis que le genre est une construction culturelle et sociale qui attribue un statut et des rôles aux hommes et aux femmes dans une société. Le genre désigne les attitudes, les sentiments et les comportements qu'une culture donnée associe au sexe biologique d'une personne<sup>1</sup>. Le statut, les rôles et les responsabilités associés au genre créent des différences entre les hommes et les femmes qui peuvent entraîner des inégalités. Les rôles de genre, qui peuvent parfois être néfastes, sont enseignés. Toutefois, tout ce qui est socialement construit peut également être déconstruit, ce qui signifie que cette structure pernicieuse peut être gommée ou atténuée puisqu'elle est créée par l'homme.

L'inégalité entre les genres demeure un obstacle majeur au développement humain dans le monde entier. L'Indice des inégalités de genre (IIG)<sup>2</sup> est une mesure composite qui reflète les disparités entre les femmes et les hommes dans trois domaines : la santé reproductrice, l'autonomisation et le marché du travail. Depuis 2006, l'Indice mondial d'écart entre les sexes<sup>3</sup> du Forum

économique mondial mesure également l'ampleur des écarts entre les genres en fonction de quatre domaines clés : la santé, l'éducation, l'économie et la politique, afin d'évaluer l'égalité entre les genres dans les différents pays.

Le discours sur les femmes et le pouvoir du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, en février 2020, a mis en évidence l'influence des structures de pouvoir dominées par les hommes sur nos économies, nos systèmes politiques et nos sociétés. Il souligne que les inégalités font partie des institutions et des structures puisque les hommes sont perçus comme la norme et que les femmes font exception : « Bien souvent, les femmes ne sont pas prises en compte, et leurs expériences ne comptent pas. »

1. Plusieurs sources, par exemple, l'Organisation mondiale de la santé.

2. L'Indice des inégalités de genre est une composante des Rapports sur le développement humain du PNUD, qui, depuis 30 ans, mesurent les pays en fonction de leur développement humain plutôt que leur PIB.

3. L'Indice mondial d'écart entre les sexes et le Rapport mondial sur l'écart entre les sexes de 2020.

## Les biais de genre et l'aspect menaçant de l'exclusion structurelle

Historiquement, le monde a été conçu par les hommes pour répondre aux besoins des hommes. Les personnes qui l'ont bâti n'ont pas pris en compte l'« autre genre ». Traditionnellement, les femmes restaient à la maison et n'en sortaient pas pour travailler, interagir dans les espaces publics ou participer à la prise de décision. Cela a peut-être changé au fil du temps, mais la structure de base demeure.

Les voitures, par exemple, continuent d'être conçues sur la base des mensurations d'un homme moyen et les mannequins d'essai de choc, utilisés dans la recherche pour améliorer la sécurité des voitures, sont moulés sur le corps d'un homme. Cela signifie que les données relatives à la sécurité automobile contiennent un fort biais de genre. Par conséquent, les femmes ont 47 % de risques supplémentaires d'être gravement blessées dans un accident de voiture par rapport aux hommes, malgré le fait que les hommes sont plus susceptibles d'être impliqués dans un accident.

L'inégalité entre les genres est souvent si profondément ancrée dans les structures et les processus qu'elle peut parfois être difficile à percevoir, et pourtant elle met des vies en danger. On rencontre des exemples similaires dans toute la société et dans notre vie quotidienne. Cela influence la manière dont, même dans les sociétés les plus avancées sur le plan de l'égalité de genre, les femmes et les hommes ne partent pas du même point de départ, les inégalités étant présentes dans les structures les plus élémentaires. Se pose alors une question importante : quel impact aurait un biais de genre similaire dans la gestion des catastrophes ou la conception de systèmes d'alerte précoce ?

Bonne nouvelle : ce qui a été construit peut également être reconstruit, en d'autres termes, amélioré. Les normes d'une société sont inventées et peuvent être modifiées si nous comprenons les préjugés sur lesquels repose leur construction. Cela signifie qu'il ne suffit pas de rendre les actions sensibles au genre ; nous devons également leur permettre de transformer les relations entre les sexes en utilisant une méthodologie qui remodèle les structures. Cette façon de procéder rendra le développement favorable à l'égalité, fera progresser les droits de l'homme et améliorera les résultats en sauvant des vies dans tous les domaines, de la sécurité automobile à la réponse aux catastrophes.

Source(s) : Caroline Criado Perez, *Invisible Women: Data Bias in a World Designed for Men* (Londres, Chatto & Windus, 2019), lauréate des prix du Financial Times 2019 et du McKinsey Business Book of the Year et du Prix 2019 de la Royal Society Insight Investment Science Books.

Ce constat est étayé par de nombreuses preuves statistiques. Les femmes sont victimes de discriminations dans l'accès aux terres, aux services financiers, au capital social, à l'éducation, aux soins de santé et aux technologies. À titre d'exemple, moins de 1 % des propriétaires fonciers au Yémen sont des femmes, alors qu'elles représentent 60 % de la main-d'œuvre dans le secteur agricole<sup>4</sup>. L'indice mondial d'écart entre les sexes de 2020 fait état d'un total de 72 pays où les femmes ne sont pas autorisées à ouvrir un compte bancaire ou à obtenir un crédit. En outre, 9 pays sur 10 ont des lois qui entravent les opportunités économiques des femmes, comme celles qui leur interdisent de travailler en usine, de travailler la nuit ou de travailler sans la permission de leur mari. Environ 35 % des femmes dans le monde ont subi des violences physiques ou sexuelles<sup>5</sup>. Les statistiques sont également influencées par les données sexistes (cf. encadré ci-dessus), ce qui signifie que nous ne connaissons peut-être même pas l'ampleur exacte de

ces phénomènes. Ces inégalités ne sont pas seulement une question de développement humain et de bien-être, mais elles créent également des défis importants pour les structures économiques existantes<sup>6</sup>.

Toutefois, malgré son importance, la participation des femmes dans le processus décisionnel les concernant est limitée. En janvier 2019, seuls 24,3 % des sièges parlementaires à travers le monde étaient occupés par des femmes, la représentation des femmes dans les pays touchés par des conflits étant encore plus faible, soit 18,9 % en 2020, et atteignant parfois des chiffres alarmants<sup>7</sup>. Au Mali, par exemple, après la signature de l'Accord d'Alger en 2015, les femmes ne représentaient que 3 % de la Commission nationale sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, 6 % du Conseil national pour la réforme du secteur de la sécurité, 20 % de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation et 4 % des sous-comités du Comité de suivi de l'accord<sup>8</sup>.

4. Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies, *Gender considerations in the Humanitarian Response in Yemen*, Humanitarian Response, aucune date.

5. Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies, *World Humanitarian Data and Trends 2016*, OCHA, 2016, p. 3.

6. À approfondir dans le sous-chapitre « Pourquoi le genre a-t-il son importance dans la gestion des risques de catastrophe par le secteur privé ? »

7. Union interparlementaire, *Women in national parliaments: Situation as of 1st January 2019*.

8. Conseil de sécurité des Nations Unies, *Women and peace and security: Report of the Secretary-General (S/2020/946)*.

Ces chiffres sont préoccupants quant au rôle que jouent les femmes à l'égard du lien entre la réponse humanitaire, la paix et le développement. Dans le domaine professionnel, seulement 29 % des postes de cadres supérieurs sont occupés par des femmes dans le monde

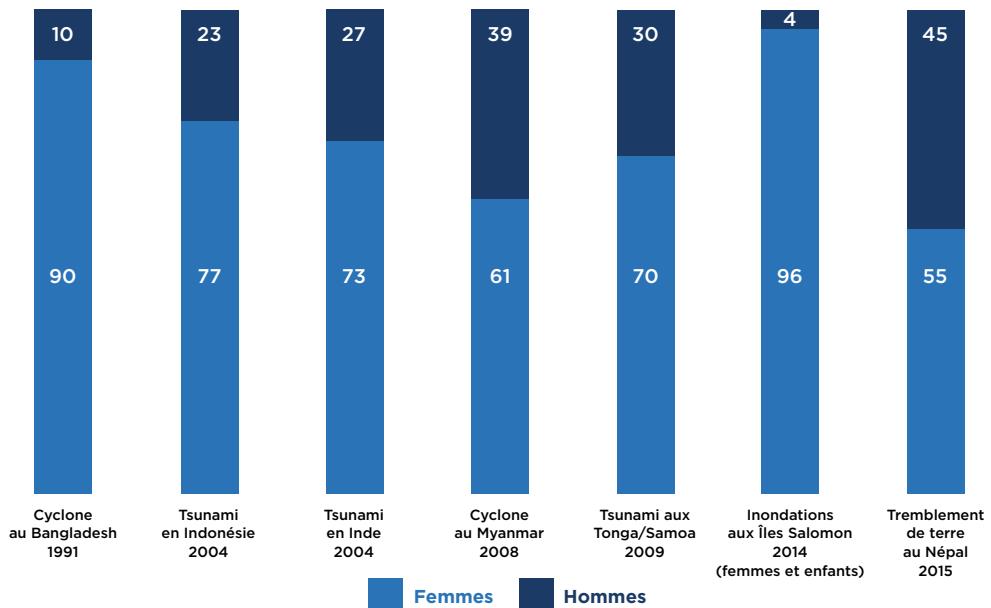
en 2020, un pourcentage qui diminue régulièrement en faveur de postes de direction plus élevés<sup>9</sup>. Parmi les 190 intervenants de la soixante-quinzième session générale de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2020, seuls neuf étaient des femmes (4,7 %)<sup>10</sup>.

## Pourquoi le genre a-t-il son importance dans la gestion des risques de catastrophe ?

Il n'est pas surprenant que ce faible niveau d'inclusion influence la façon dont les femmes et les hommes sont touchés par les catastrophes, lesquelles affectent différemment les femmes, les filles, les garçons et les hommes. Les catastrophes en elles-mêmes ne discriminent personne, mais leur impact si. Le graphique ci-dessous présente les données relatives à sept catastrophes survenues en Asie pour lesquelles des données ventilées par sexe et par âge (DVSA) sont disponibles. Il montre que, à la suite de ces catastrophes, la mortalité féminine est nettement plus élevée que la mortalité masculine.

Toutefois, il est important de noter que l'impact sexospécifique des catastrophes est propre au contexte et est lié à l'inégalité globale entre les genres dans les sociétés. Une étude de la *London School of Economics* sur les catastrophes naturelles dans 141 pays a révélé que lorsque les droits économiques et sociaux des deux sexes sont respectés, un nombre similaire de femmes et d'hommes décèdent lors des catastrophes.<sup>11</sup> À l'inverse, lorsque les femmes ne bénéficient pas des mêmes droits sociaux et économiques que les hommes, un plus grand nombre de femmes que d'hommes décèdent lors des catastrophes, comme c'est le cas dans une grande majorité des pays. Les mêmes recherches ont révélé qu'à l'échelle mondiale, les catastrophes tuent plus de femmes que d'hommes et que les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les catastrophes en raison des inégalités structurelles entre les genres.

**La mortalité féminine par rapport à la mortalité masculine imputable à sept catastrophes ayant frappé la région Asie-Pacifique (exprimée en pourcentage)**



Source(s) : ONU Femmes a élaboré un graphique à l'aide des statistiques de plusieurs catastrophes pour lesquelles des données ventilées ont été collectées, présentées sous forme de PowerPoint, sur la base de plusieurs sources<sup>12</sup>.

9. [Catalyst Research, Women in Management: Quick Take, 2020](#).

10. Assemblée générale des Nations Unies, président de la 75e session, [Summary of Spokesperson's Press Briefing, 30 septembre 2020](#).

11. Eric Neumayer et Thomas Plumper, [The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981-2002](#), *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 97, No. 3, 2008, pp. 551-566.

12. Cyclone au Bangladesh : [Ikeda, 1995](#) ; Tsunami en Indonésie : [Oxfam, 2005](#) ; Tsunami en Inde : [Pincha, 2008](#) ; Cyclone au Myanmar : [Tripartite Core Group, 2008](#) ; Tsunami aux Tonga/Samoa : le PNUD se réfère au rapport d'évaluation national des Tonga ; Inondations aux îles Salomon : [Gouvernement des îles Salomon, 2014](#) ; Séisme au Népal : [ICIMOD, 2015](#), présentant les données du ministère de l'Intérieur.

Les raisons pour lesquelles les catastrophes affectent les femmes, les hommes, les filles et les garçons différemment sont les suivantes<sup>13</sup> :

- Les personnes vivant dans la pauvreté sont les plus vulnérables aux catastrophes et les femmes représentent 70 % des pauvres dans le monde.
- Les hommes ont souvent un meilleur accès aux connaissances et à l'éducation (y compris l'alphabétisation). À l'échelle mondiale, près d'un tiers des pays n'a toujours pas atteint la parité hommes-femmes, même dans l'enseignement primaire, et cela se concentre sur les régions exposées aux catastrophes, comme l'Afrique et l'Asie du Sud<sup>14</sup>. Par conséquent, l'Indice mondial d'écart entre les sexes de 2020 indique, par exemple, qu'au Sénégal, le taux d'alphabétisation des femmes s'élève à 39,8 %, contre 64,8 % pour les hommes ; et en Inde, le taux s'élève à 65,8 % pour les femmes contre 82,4 % pour les hommes. Les mécanismes d'information réduisent la vulnérabilité et influencent la façon dont les individus reçoivent les alertes précoce.
- À l'échelle internationale, les femmes ont tendance à avoir moins accès aux ressources (telles que la terre, le crédit, les intrants agricoles, les organes de décision, les services de technologie et de formation) que les hommes. Moins de 20 % des propriétaires fonciers dans le monde sont des femmes<sup>15</sup>. La fracture numérique entre les genres (cf. *Étude de cas sur le genre : données et technologies*, p. 67) joue un rôle important de catastrophes, de conflits et de pandémies. L'accès à ces ressources renforcerait la capacité des femmes à s'adapter aux changements climatiques et aux catastrophes.
- Les femmes sont surreprésentées dans le secteur informel<sup>16</sup> et les MPME, les secteurs de l'économie les plus vulnérables et les plus durement touchés par les catastrophes.
- Les femmes peuvent avoir des besoins nutritionnels et de santé accrus, notamment lorsqu'elles sont enceintes ou allaitent. Certaines cultures ont également des hiérarchies alimentaires au sein des ménages dans lesquelles les femmes donnent, ou sont censées donner, la priorité aux hommes et aux enfants.
- Les normes sociales et les rôles attribués impactent la façon dont les femmes et les hommes réagissent à une catastrophe, et les différences culturelles les affectent dès l'enfance. La culture et la religion peuvent

**Pendant la période de mousson au Bangladesh, les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par les inondations, car elles sont nombreuses à ne pas savoir nager ou à ne pas être en mesure de quitter leur domicile en raison d'obstacles culturels. Les préjugés sociaux empêchent les filles et les femmes d'apprendre à nager, ce qui réduit considérablement leurs chances de survie en cas d'inondations catastrophiques.**

également influencer les pratiques. Par exemple, dans les situations de sauvetage, il se peut que les femmes aient besoin d'être secourues par d'autres femmes. Cependant, il n'y a que peu de femmes qui occupent des postes de sauveteurs dans le monde, une tendance influencée par des considérations culturelles. Près de 90 % des hommes et des femmes ont des préjugés à l'égard des femmes, créant ainsi des barrières invisibles<sup>17</sup>.

- La charge de travail domestique et les responsabilités liées aux soins augmentent considérablement après une catastrophe, ce qui oblige de nombreuses filles à abandonner l'école et contribuent à ce que les femmes perdent leur travail. À l'échelle internationale, les femmes assurent 76,2 % de l'ensemble des travaux domestiques non rémunérés, soit plus de trois fois plus que les hommes<sup>18</sup>.
- La distribution inéquitable de l'aide et des ressources s'explique souvent par les hiérarchies sociales, car les hommes sont susceptibles de bénéficier d'un traitement préférentiel dans les efforts d'aide. Par exemple, les femmes et les filles souffrent davantage de pénuries de nourriture et de ressources économiques à la suite de catastrophes. Cette situation s'étend aux microcrédits et autres aides qui soutiennent le rétablissement des moyens de subsistance.
- Après une catastrophe, les femmes sont plus susceptibles d'être victimes de violences domestiques et sexuelles. Plus de 70 % des femmes ont subi des violences basées sur le genre (VBG) dans un contexte de crise<sup>19</sup>. Les femmes évitent souvent d'avoir recours aux refuges par peur des violences sexuelles, ce qui met leur vie encore plus en danger lors de catastrophes telles que les ouragans.

13. Statistiques d'ONU Femmes, du Programme des Nations Unies pour le développement, de la Banque mondiale, de la BID et de GSMA (cf. Annexe 1).

14. UNICEF, *Gender and Education*, 2020.

15. UN News, *Invest in rural women, help them build resilience to future crises, urges UN chief*, 15 octobre 2020.

16. Selon l'OCDE et l'OIT, l'économie informelle désigne toutes les activités économiques des travailleurs et des unités économiques qui ne sont pas couverts (en vertu de la législation ou en pratique) ou pas assez couverts par des dispositions formelles.

17. Programme de développement des Nations Unies, *Human Development Perspectives. Tackling Social Norms: a game changer for gender inequalities*, 2020.

18. Organisation internationale du travail, *Care work and care jobs for the future of decent work*, Genève, 2018.

19. ActionAid International, *On the frontline: Catalyzing women's leadership in humanitarian action*, ActionAid International, 2016.

## 14 Le genre et le secteur privé dans la gestion des catastrophes

- Les hommes peuvent également être touchés de manière disproportionnée, en particulier dans les cultures où l'écart entre les genres est moindre, car les hommes sont surreprésentés dans les opérations de sauvetage et considérés comme le sexe fort en matière de protection des biens et d'exécution des opérations de sauvetage. De nombreux pays des Caraïbes ont, par exemple, déclaré un nombre légèrement plus élevé de décès d'hommes que de femmes lors des catastrophes. De même, les hommes sont plus susceptibles de mourir dans des conflits. Néanmoins, l'impact socio-économique des risques naturels et des situations de conflit touche toujours plus les femmes et les filles plus que les hommes dans leur ensemble.

Les écarts dans la prise en compte de ces considérations dans la préparation, la réponse et la reconstruction existent depuis longtemps. Par exemple, en 2014, seuls 4 % des projets dans le cadre d'appels des agences dirigées par l'ONU ciblaient les femmes et les filles<sup>20</sup>, en 2018, seuls 28 % des Aperçus des besoins humanitaires (HNO en anglais pour « *Humanitarian Needs Overview* ») soulignaient soit l'impact différentiel des crises sur les différents genres, soit les facteurs sous-jacents ayant une incidence sur la vulnérabilité<sup>21</sup>.

Avant 2018, il n'était même pas possible de suivre les besoins et le financement de la programmation en matière de genre et de VBG, car les besoins n'étaient pas inclus dans les plans interorganisations et le travail sur les VBG n'était pas intégré. Une fois le suivi rendu possible, les progrès ont été considérables (par exemple, en 2020, au moins 80 % des HNO incluaient l'impact sexospécifique ; cf. l'encadré ci-dessous). Parmi les donateurs, ECHO fait figure d'exemple en matière de prise en compte du genre en imposant l'utilisation d'un marqueur de genre dans ses propositions de projet. Cependant, le financement global de la programmation en matière de genre et des réponses contre la VBG reste faible par rapport au financement global des opérations humanitaires<sup>22</sup>.

### S'appliquer à faire la différence

En raison de l'importance et des besoins liés au genre dans la gestion des catastrophes, le système des Nations Unies a déployé plusieurs efforts pour soutenir les pays partenaires dans le domaine de l'égalité des genres, ainsi que de la prévention et de l'atténuation de la VBG (violence basée sur le genre) dans les opérations humanitaires.

**Projet :** Bien avant les améliorations du système spécifique au genre, le système des Nations Unies a reconnu la nécessité de cibler les femmes et les filles. Dans le camp des réfugiés de Za'atari en Jordanie, malgré l'augmentation des ménages composés de réfugiés dirigés par des femmes et le fait que la moitié de la population soit composée de femmes et de filles, 76 % des opportunités existantes de travail rémunéré étaient destinées aux hommes. Pour remédier à ce déséquilibre, ONU Femmes a conçu un programme de travail rémunéré axé sur les femmes dans le cadre de ses espaces sécurisés baptisés « *Oasis* ». En 2015, il s'agissait du plus grand programme de ce type dans le camp de Za'atari, où 87 % des personnes ciblées étaient des femmes.

**Marqueur de genre et d'âge (MGA) :** Afin de souligner l'importance de la dimension de genre dans la réponse humanitaire, y compris la gestion des catastrophes, un « marqueur de genre » a été introduit en 2013, un outil de conception de programmation, qui a ensuite été révisé pour être plus explicite quant à l'inclusion de l'« âge » et du « genre », et est devenu « marqueur de genre et d'âge ». Le MGA aide les personnes chargées des programmes à concevoir, ainsi qu'à surveiller l'égalité des genres dans le cadre d'une réponse humanitaire. Cependant, en 2015, il a été signalé que près de deux tiers des financements n'utilisaient pas ce marqueur. Ces dernières années, des améliorations ont été constatées : les données sur le genre, l'âge et la diversité sont désormais obligatoires dans les plans consolidés de réponse humanitaire et l'utilisation du MGA est bien ancrée dans plus de 30 pays en 2020, contre 15 en 2019. GenCap (cf. page 48) est l'un des principaux promoteurs et soutiens du déploiement du MGA.

20. ONU Femmes, *Closing the Gender Gap in Humanitarian Action*, 6 mai 2016.

21. Conseil de sécurité des Nations Unies, *Report of the Secretary-General on women peace and security (S/2019/800)*.

22. Analyse d'OCHA sur l'Aperçu de la situation humanitaire mondiale (GHO) et le Plan mondial de réponse humanitaire (GHRP). Janvier 2021.

Cycle de programme humanitaire (HPC) : En 2019, l'approche améliorée du Cycle du programme humanitaire (HPC en anglais pour « *Humanitarian Programme Cycle* ») a été mise en place pour le HPC de 2020. Elle a été utilisée comme une opportunité de faire progresser de manière significative l'intégration du genre, ainsi que pour cibler les domaines prioritaires pour lutter contre la VBG. Cette nouvelle approche 1) continue de souligner le caractère central des données ventilées par sexe et par âge (DVSA) ; 2) requiert une analyse plus approfondie par zone géographique et par groupe de population (en mettant l'accent sur les personnes identifiées comme « les plus vulnérables ») ; 3) va au-delà de la situation immédiate et des besoins pratiques pour s'intéresser aux caractères structurels et socio-économiques avec des éléments de protection comme une approche de genre tournée vers l'avenir ; et 4) met l'accent à la fois sur l'intégration et le ciblage des femmes et des filles, en reconnaissant qu'elles sont davantage favorisées lorsque les projets humanitaires sont élaborés et mis en œuvre en tenant compte de la dimension de genre (tout en maintenant l'importance des projets spécifiquement axés sur les femmes et les filles).

OCHA continue également de travailler sur le développement de nouvelles fonctionnalités dans les outils de planification du HPC afin d'apporter des améliorations constantes.

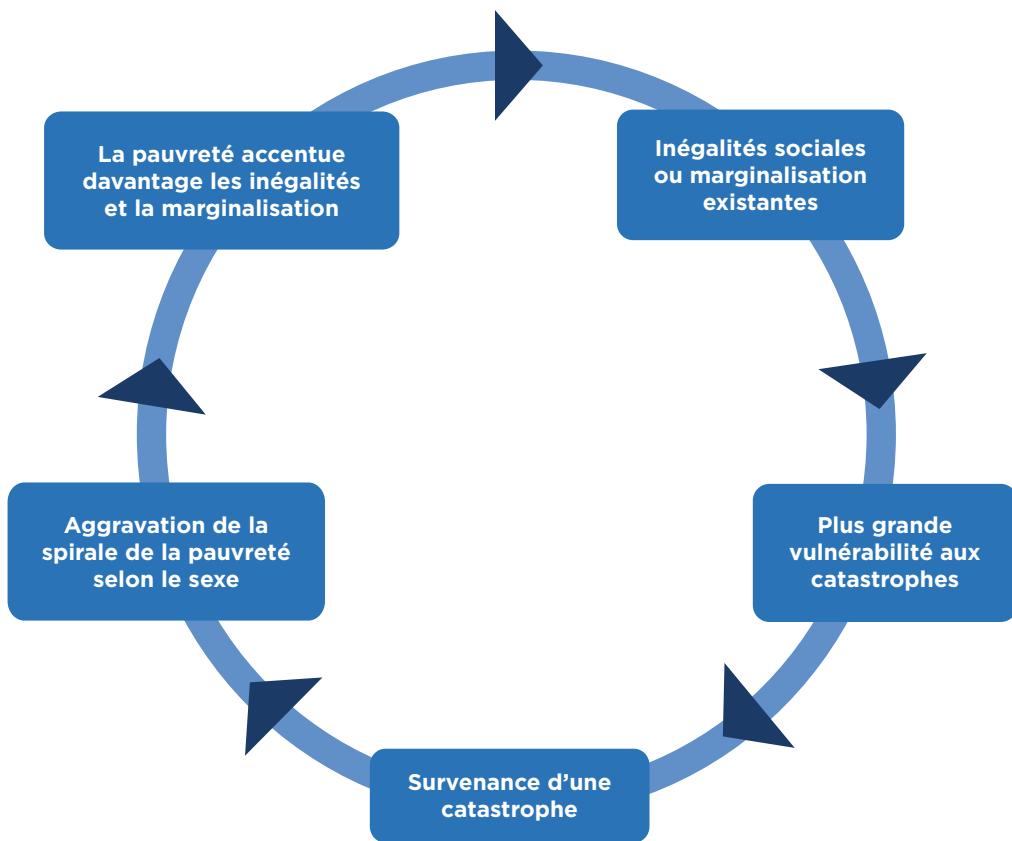
Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) : Tous les projets soumis au CERF pour 2020 sont dorénavant accompagnés d'une analyse de genre et doivent obligatoirement utiliser le MGA. Il est également demandé aux Équipes humanitaires de pays (HCT en anglais pour « *Humanitarian Country Teams* ») de définir une stratégie de genre pour le financement du CERF et de fournir les DVSA dans les propositions et rapports du CERF. Sur les 65 millions de personnes ciblées par le CERF en 2020, environ 50 % étaient des femmes et des filles. Pour la première fois, le CERF a également consacré une partie de son enveloppe d'urgence non utilisée à la programmation relative à la VBG.

Évaluation : En 2020, le Comité permanent interorganisations (CPI) a réalisé la toute première évaluation humanitaire interorganisations sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans l'action humanitaire, à la demande du Coordinateur des secours d'urgence (ERC en anglais pour « *Emergency Relief Coordinator* »).

Rédaction de rapports : Le suivi et la rédaction de rapports restent un défi. Lorsque les activités liées aux genres et à la VBG sont intégrées (par rapport aux actions distinctes), elles sont naturellement plus difficiles à suivre, tant en termes de financement que de résultats. Les plans interorganisations qui ne comportent pas de projets rendent compte du financement par groupe, ce qui constitue un niveau plus général qu'un projet ; lorsque ces plans ne comportent pas d'exigences spécifiques en matière de VBG, ce financement n'apparaît pas « par rapport aux exigences ». Certains donateurs fournissent également des fonds non affectés ou thématiques que les agences doivent utiliser en priorité pour l'égalité de genre et la lutte contre la VBG, mais cela complique la rédaction de rapports car les détails relatifs à l'utilisation des fonds flexibles ne sont souvent pas fournis régulièrement au Service de suivi financier d'OCHA. En égard au HPC de 2021, la collecte de données sur les besoins de financement pour la VBG a été simplifiée. Cependant, le problème demeure en partie lorsque les flux de financement ne précisent pas le montant alloué à la lutte contre la VBG. Le CPI a chargé OCHA de travailler avec les donateurs et les agences pour mieux résoudre ces défis, et des avancées sont attendues dès 2021.

Source(s) : ONU Femmes « [Restoring Dignity and Building Resilience: Monitoring Report on UN Women's Programming in Za'atari Refugee Camp June-October 2015](#) » (Jordanie, ONU Femmes, 2015) ; Comité permanent interorganisations « [Gender equality in the 2015 strategic response plan](#) » ; OCHA « [Global Humanitarian Overview 2021](#) » et l'article connexe sur « [Pooled Funds and Humanitarian Emergencies](#) » ; OCHA « [2020 GAM completion report](#) » ; Correspondance et analyse avec l'équipe d'OCHA.

Selon ONU Femmes<sup>23</sup>, les inégalités entre les genres qui existent dans la société augmentent la vulnérabilité aux catastrophes, l'exposition aux risques et limitent les capacités. En outre, l'impact des catastrophes contribue à accroître la pauvreté, ce qui alimente souvent la spirale de la pauvreté au lendemain des catastrophes, creusant ainsi le fossé entre les femmes et les hommes. Ce cycle est illustré dans l'image ci-dessous. Lorsque le genre n'est pas correctement intégré et abordé dans la gestion des catastrophes et la réduction des risques de catastrophes (RRC), il met en péril les efforts et les progrès réalisés en matière d'égalité des genres et en faveur de la réalisation des ODD. Ce phénomène se poursuit actuellement à une échelle dévastatrice compte tenu de la pandémie de COVID-19<sup>24</sup> (cf. *Chapitre spécial sur la COVID-19*, p. 47).



23. Plusieurs sources, dont [UN Women Disaster Risk Reduction](#), [UN Women Facts and figures : Humanitarian action](#) ; et [Women's Resilience to Disasters Knowledge Hub \(preventionweb.net\)](#).

24. Communiqué de presse d'ONU Femmes : [COVID-19 will widen poverty gap between women and men, new UN Women and UNDP data shows](#).

# Les biais des données sexistes et la disponibilité des DVSA et DVSAI

Les catastrophes affectent différemment les femmes, les filles, les garçons et les hommes, ce qui signifie qu'il est important de disposer de DVSA dans les situations de catastrophe afin de comprendre les besoins et les mécanismes d'adaptation propres au sexe et à l'âge. Les DVSA et l'analyse de genre sont deux des moyens les plus efficaces pour promouvoir l'égalité des genres dans les efforts humanitaires. Par le passé, la collecte des DVSA était incohérente<sup>25</sup>. Plus récemment, cependant, un examen de 16 des 20 Aperçus des besoins humanitaires (HNO) de 2020, a révélé certains progrès, notamment le nombre de « personnes dans le besoin » qui a systématiquement été ventilé par sexe, et la majorité des groupes ont ventilé leurs données par sexe et autres caractéristiques d'identité<sup>26</sup>.

Il reste encore du chemin à parcourir car les gouvernements nationaux sont souvent à la traîne en matière de collecte des DVSA, ce qui est essentiel compte tenu de leur rôle prépondérant dans la plupart des catastrophes et envers l'existence de données de base pour les évaluations d'urgence.

Afin d'obtenir une approche plus transversale, la demande croissante concernant la collecte de données ventilées par sexe, âge et invalidité (DVSAI) est en augmentation, laquelle collecte est également encouragée par plusieurs agences des Nations Unies et le système humanitaire dans son ensemble. Cette approche est également recommandée lorsqu'on tient compte du rôle du secteur privé dans la gestion des catastrophes et de sa capacité à développer des outils et des instruments novateurs à cette fin.

## Le secteur privé plaide en faveur d'une réponse neutre en termes de genre et de droits de propriété

En vertu de la constitution écrite du Sri Lanka, il n'existe théoriquement aucune discrimination ouverte à l'encontre des femmes en matière de droits de propriété et de possession. Cependant, de nombreuses communautés ont des lois coutumières selon lesquelles les femmes doivent obtenir le consentement écrit de leur mari lorsqu'elles veulent disposer de leurs biens immobiliers. À la suite du tsunami de 2004, les programmes gouvernementaux de reconstruction ont exigé que la propriété des nouveaux biens soit attribuée au « chef de famille », ce qui tend à exclure les femmes. Ainsi, les femmes qui possédaient des maisons avant le tsunami se sont retrouvées dans l'incapacité de posséder de nouveaux biens ou de faire enregistrer des biens à leur nom. L'A-PAD (Alliance Asie-Pacifique pour la gestion des catastrophes) Sri Lanka, un Réseau Membre de CBI, mène des campagnes de mobilisation en faveur d'une loi et d'une assistance plus neutres en termes de genre.

Il est également important de noter que le monde est dominé par des données qui discriminent un genre, ce qui signifie que nous ne saissons pas l'intégralité de l'impact des catastrophes sur les femmes, même si elles ont tendance à être les plus touchées. Les pertes et les dommages causés par les urgences sont généralement enregistrés en termes de ressources productives et de secteurs économiques, qui sont souvent représentés de manière disproportionnée par les hommes. Il existe un aspect genré bien connu de la propriété foncière au sein des familles, ce qui complique encore les données. Par exemple, bien que les femmes travaillent également dans les exploitations agricoles familiales, puisque les hommes sont officiellement propriétaires des terres, les pertes (et les aides) sont enregistrées au nom des hommes<sup>27</sup>.

En outre, les contributions vitales des femmes aux travaux domestiques non rémunérés dans nos sociétés peuvent impliquer un engagement aussi important qu'un emploi rémunéré à temps plein. Les femmes peuvent passer 14 heures par jour à cuisiner, à nettoyer, à aller chercher du bois et de l'eau, à s'occuper des enfants et des personnes âgées<sup>28</sup>, et pourtant les modèles économiques répertorient ces activités comme du temps libre. Les travaux non rémunérés et l'économie informelle, dans laquelle les femmes sont surreprésentées, ne sont pas pris en compte parmi les secteurs et activités officiellement concernés. Par exemple, il existe une différence entre le fait de déclarer la pêche comme moyen de subsistance officiel (hommes) et le fait de vendre les prises sur les marchés informels (femmes).

25. En 2015, ACAPS a examiné 105 évaluations des besoins et a constaté que 40 % ne fournissaient pas de DVSA pour aucun secteur, et 20 % pour un seul secteur. ACAPS, « [Meeting information needs? A review of ten years of multisector coordinated needs assessment reports](#) », 2016.
26. Tous les Aperçus des besoins humanitaires de 2020 finalisés et publiés avant le 4 mars 2020 ont été examinés et notés par des équipes multi-agences composées de représentants des entités donatrices et des agences de l'ONU.
27. Pour obtenir plus d'informations, veuillez consulter « [Women, Girls and Disasters: A Review for DFID](#) » de Sarah Bradshaw et Maureen Fordham, Londres, Department for International Development, 2013.
28. Oxfam International, [Time to Care: Unpaid and underpaid care work and the global inequality crisis](#), Oxford, Oxfam GB, 2020.

La plus forte représentation des femmes dans le secteur informel et le travail non rémunéré signifie que les moyens de subsistance des femmes ne sont, la plupart du temps, pas déclarés et qu'une grande partie de leurs pertes ne figurent pas dans les statistiques.

Les hommes sont également souvent interrogés en tant que chefs de famille dans l'évaluation des dommages et des besoins. Cela a pour effet de tendre à représenter davantage les dommages et les besoins des hommes. En général, les hommes passent le plus clair de leur temps à l'extérieur du foyer, ce qui signifie que les femmes comprennent mieux les besoins des enfants, des personnes âgées ou des groupes vulnérables qui peuvent faire partie de la famille. Par conséquent, même si les femmes sont les principales victimes des répercussions socio-économiques, de la perte de moyens de subsistance et des difficultés de reprise, bon nombre de leurs besoins (ou ceux qui touchent les groupes vulnérables) ne sont pas signalés.



Assistante du président de la *Deaf and Blind Society* (association de personnes sourdes et aveugles) au Turkménistan.  
Photo : Claire Ladavicius / PNUD au Turkménistan.

## Les femmes sont exclues de la prise de décisions

Si les femmes sont les plus touchées par les catastrophes, elles sont aussi les plus exclues lorsqu'il s'agit de prendre des décisions à tous les niveaux de la préparation, de la réponse et de la reconstruction. Outre l'influence culturelle sur le pouvoir décisionnel aux niveaux communautaire et familial, les femmes ont également tendance à travailler plus longtemps, combinant travail rémunéré et responsabilités des travaux domestiques non rémunérés, ce qui nuit à leur capacité à participer à la prise de décisions communautaires dans les contextes humanitaires. Outre les préoccupations évidentes en matière de droits de l'homme concernant la moitié de la population, cela a un impact significatif sur les résultats du travail en cas de catastrophe.

Cela étant dit, les femmes peuvent être de puissants acteurs du changement à travers la préparation aux catastrophes, la réponse et la reconstruction. Par exemple, leur compréhension des besoins de leur famille leur confère des connaissances qui seraient autrement exclues des programmes de gestion des catastrophes. En outre, elles disposent souvent de solides réseaux informels qui font d'elles des participantes inestimables aux systèmes d'alerte précoce ainsi qu'à l'identification et à la fourniture de services destinés à atteindre les personnes les plus vulnérables dans le cadre de la réponse aux crises et de la reprise.

**Il est prouvé que les décisions sont différentes si elles sont prises par des femmes. Cela peut influencer le résultat de la gestion des risques.** Cette diversité dans la protection des biens et des familles peut contribuer à la gestion des catastrophes du point de vue du secteur privé et public. La responsabilité des femmes vis-à-vis des groupes vulnérables (enfants, personnes âgées et personnes handicapées) signifie que l'inclusion du genre dans la gestion des catastrophes a une influence significative sur la réponse apportée à la majorité des personnes les plus vulnérables aux catastrophes.

# Pourquoi le genre a-t-il son importance dans la gestion des risques de catastrophe par le secteur privé ?

Les catastrophes ont un impact considérable sur l'économie mondiale : entre 1998 et 2017, les pays touchés ont signalé des pertes directes de 2 900 milliards de dollars américains<sup>29</sup>. La majeure partie de ces pertes a été ressentie par les pays en développement et pour de nombreux petits États insulaires en développement (PEID), les pertes d'une seule catastrophe peuvent dépasser le produit intérieur brut (PIB), comme ce fut le cas avec l'ouragan Maria à la Dominique en 2017.

Des marchés stables, des employés en bonne santé et travaillant dans des conditions sécuritaires, des consommateurs en mesure d'acheter des produits et des services, une bonne gouvernance et des institutions solides sont autant d'éléments essentiels au fonctionnement du secteur privé. Il existe un argument moral et commercial clair en faveur de l'engagement du secteur privé en tant que partie prenante clé de la réduction des risques de catastrophe, de la préparation aux situations d'urgence, de la réponse, des efforts de reconstruction et du renforcement de la résilience à long terme. Les conflits et les catastrophes sont coûteux pour l'ensemble de la société. Les investissements du secteur privé visant à rendre les actifs tels que le capital, les installations et les travailleurs plus résilients contribuent à renforcer la résilience locale. La structure de l'économie et des moyens de subsistance doit être résistante aux chocs. Les MPME peuvent représenter jusqu'à 90 % de toutes les entreprises d'une économie et comptent en moyenne pour 60 à 70 % de l'emploi total et 50 % du PIB<sup>30</sup>. En Asie, les MPME représentent 96 % de toutes les entreprises et deux emplois sur trois dans le secteur privé<sup>31</sup>. La participation du secteur privé dans ce domaine de travail est essentielle pour tirer parti des caractéristiques du genre dans les catastrophes mentionnées précédemment.

Le rapport du McKinsey Global Institute intitulé « *The power of parity: How advancing women's equality can add \$12 trillion to global growth* » (Traduction libre : Le pouvoir de la parité : comment la progression de l'égalité des femmes pourrait procurer 12 000 milliards de dollars américains à la croissance mondiale<sup>32</sup>) révèle que les inégalités de genre ne sont pas seulement un problème moral et social, mais également un problème économique : les femmes représentent la moitié de la population mondiale en âge de travailler, mais seulement 37 % du PIB.

Cet écart prive l'économie mondiale de 12 000 milliards de dollars américains de richesse partagée dont on pourrait bénéficier si chaque pays améliorait l'égalité

entre les genres aussi rapidement que le pays le plus rapide dans sa région.

Si nous parvenions à un scénario de « plein potentiel », dans lequel les femmes joueraient un rôle identique à celui des hommes sur les marchés du travail, le PIB annuel mondial pourrait augmenter de 28 000 milliards de dollars américains d'ici à 2025. Ce chiffre peut être considéré comme le réel coût engendré par les inégalités de genre.

L'égalité économique des femmes est également bénéfique pour les entreprises. Les entreprises jouissent grandement de l'augmentation des possibilités d'emploi et de leadership pour les femmes, car il est prouvé qu'elles augmentent l'efficacité et la croissance organisationnelle. On estime que les entreprises comptant au moins trois femmes à des postes de direction obtiennent de meilleurs résultats dans toutes les dimensions de la performance organisationnelle<sup>33</sup>.



Une femme participant à la « reconstruction en mieux » (BBB) à Barbuda après l'ouragan Irma, 2017.  
Photo : Kerrie Hall / PNUD en 2017.

29. UN News, [Disasters: UN report shows climate change causing 'dramatic rise' in economic losses](#), 10 octobre 2018.

30. Nations Unies, [Micro-, Small and Medium-sized Enterprises Day](#), 27 juin 2020.

31. ONU Femmes, [Guidance Note for Action: Supporting SMEs to Ensure the Economic COVID-19 Recovery is Gender-Responsive and Inclusive](#) Bangkok, Bureaux d'ONU Femmes dans la région Asie et le Pacifique, 2020.

32. McKinsey Global Institute, [The power of parity: How advancing women's equality can add \\$12 trillion to global growth](#), McKinsey & Company, 2015.

33. McKinsey & Company, [Women Leaders, a competitive edge and after the crisis: Results of a global survey of almost 800 business leaders conducted by McKinsey & Company in September 2009](#), Women Matter 3, McKinsey & Company, 2010.

Le programme *Business for Gender Equality* du PNUD, qui vise à soutenir la transformation des pratiques, des réglementations et des pratiques commerciales pour faire progresser l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, reconnaît plusieurs aspects qui influencent la dimension de genre dans la gestion des catastrophes<sup>34</sup>. Il souligne que les femmes sont surreprésentées dans les secteurs les plus touchés par les catastrophes, comme l'agriculture et le commerce agricole. Les femmes étant surreprésentées dans ces secteurs, elles sont davantage susceptibles de subir des pertes économiques.

Les femmes sont également plus touchées par la pauvreté et l'extrême pauvreté que les hommes. Lors de son discours sur les femmes et le pouvoir en février 2020, le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres<sup>35</sup> a souligné que l'écart salarial entre les hommes et les femmes est l'une des raisons pour lesquelles la grande majorité des personnes pauvres dans le monde sont des femmes et des filles. Dans les zones rurales, l'écart de rémunération entre les genres peut atteindre 40 %. Le secteur des entreprises a un rôle important à jouer dans la résolution de ce problème.

Les femmes sont surreprésentées dans le secteur informel et dans les MPME, en tant que propriétaires ou travailleuses, et sont profondément affectées par l'informalité, car elles n'ont pas accès aux filets de sécurité et à la protection sociale<sup>36</sup>. Dans les petites entreprises telles que l'industrie hôtelière et les MPME opérant dans d'autres secteurs où le ratio de couverture des liquidités est plus faible, cela laisse souvent les femmes dépourvues des actifs nécessaires pour planifier et reconstruire. Dans le même temps, les MPME constituent l'élément central des économies. La reconstruction est également plus difficile pour les MPME appartenant à des femmes, car les situations d'urgence augmentent la charge des responsabilités liées aux travaux domestiques, qui ont tendance à peser sur l'emploi du temps des femmes.

La responsabilité du travail non rémunéré influence les femmes entrepreneures à bien des égards. La charge accrue de travaux domestiques non rémunérés lors de catastrophes influence l'utilisation du temps des femmes et la reprise économique, la survie des MPME dirigées par des femmes et la perte accrue d'emplois par les femmes. Cependant, cet aspect n'est généralement pas pris en compte, en raison du caractère informel du travail non rémunéré et des petites entreprises. Comme les femmes combinent souvent un travail rémunéré avec des responsabilités domestiques non rémunérées, elles ont également tendance à travailler plus longtemps, ce qui nuit à leur capacité à participer à la prise de décisions communautaires dans les contextes humanitaires<sup>37</sup>, rendant encore plus difficile l'écoute et la prise en compte de leurs besoins.



Guatemala. Photo : Caroline Trutmann / PNUD au Guatemala.

En termes de continuité d'activité, les grandes entreprises offrent parfois une formation aux petites entreprises dans la chaîne de valeur. Cependant, il existe des limites à la manière dont les plans de continuité d'activité des grandes entreprises se traduisent en continuité des affaires pour les MPME dirigées par des femmes, car les caractéristiques ou les dispositions organisationnelles ne tiennent pas compte des besoins des femmes. Par exemple, on ne tient pas compte de l'augmentation de la charge de travail domestique non rémunéré en cas de catastrophe, ce qui empêche les femmes de s'occuper de leur entreprise. Cette réalité passe souvent inaperçue. Même si une femme est responsable du travail de préparation aux catastrophes dans une entreprise familiale, il est plus probable que ce soit l'homme qui participe à la formation sur la continuité des activités. Pour protéger leurs moyens de subsistance, les femmes doivent accéder aux formations commerciales et aux formations relatives à la continuité des activités, en particulier dans les MPME et pour les femmes vivant dans la pauvreté.

Toute formation de renforcement des capacités proposée doit reconnaître que, dans de nombreux cas, les femmes sont déjà des entrepreneures très compétentes, beaucoup d'entre elles sachant déjà comment gérer une entreprise dans les contextes locaux. Un aspect essentiel de la prise en compte du genre dans la formation au renforcement des capacités consiste à aborder les inégalités structurelles auxquelles les entreprises dirigées par des femmes et les travailleuses sont confrontées en cas de catastrophe.

34. Programme des Nations Unies pour le développement, [UNDP COVID-19 BIZ4GE: Business for Gender Equality Programme for a gender responsive COVID-19 action](#), Brochure pour les partenaires du secteur privé.

35. United Nations News, [Invest in rural women, help them build resilience to future crises, urges UN chief](#), 15 octobre 2020.

36. ActionAid, [On the frontline: Catalysing women's leadership in humanitarian action](#), document préparé pour le Sommet mondial humanitaire, Turquie, mai 2016.

37. *ibid.*

## Covid-19, déplacement et survie des MPME

Le réseau membre de CBi en Turquie, *Business for Goals*, a mené des enquêtes sur la COVID-19 afin d'analyser la manière dont les entreprises ont réagi au risque. Les enquêtes ont été menées en mars et mai 2020 et comprenaient à la fois des entreprises locales et des entreprises dirigées par des réfugiés syriens.

Dans la première enquête, les entreprises syriennes ont été plus optimistes que les entreprises turques. Toutefois, dans la deuxième enquête, la situation s'est inversée.

Le FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population), l'OIM (Organisation internationale pour les migrations), ONU Femmes et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) ont soutenu la conception de l'enquête, et la dimension de genre a été incluse.

Les résultats ont montré que les femmes étaient beaucoup plus touchées, de même que les entreprises ou initiatives dirigées par des femmes, en partie parce qu'elles effectuaient quatre fois plus de travaux domestiques non rémunérés que les hommes.

L'étape suivante consiste à analyser ce dont les entreprises ont besoin pour combler ces lacunes et permettre aux MPME dirigées par des femmes de survivre et de se relever dans un contexte marqué par une lourde charge de travail à la maison et au travail.

Il peut s'agir de l'augmentation de la charge de travaux domestiques non rémunérés et du risque accru de violence et de VBG, qui ont un impact sur les possibilités de relèvement. La formation doit proposer des solutions ancrées dans les réalités des MPME dirigées par des femmes.

Les femmes sont souvent confrontées à de multiples obstacles financiers et non financiers pour accéder au financement. Cela peut être dû à plusieurs raisons, selon le contexte et la situation.

Citons par exemple les processus d'octroi de crédit biaisés, le manque de garanties, les politiques de prêt défavorables, le manque de fonds de roulement, les réseaux sociaux réduits, l'aversion au risque plus élevée et l'analphabétisme financier plus important, autant de facteurs qui ont un impact négatif sur la possibilité pour les femmes d'accéder aux allégements financiers et fiscaux et aux mesures de stimulation adoptées par de nombreux pays.

## Le problème du microfinancement non réglementé pour les MPME dirigées par des femmes

Le microfinancement est devenu un moyen populaire de soutenir les MPME, permettant aux entreprises dirigées par des femmes de se relever à la suite d'une catastrophe. Cependant, s'adresser aux femmes n'est souvent pas suffisant, car il y a d'autres considérations de genre à prendre en compte.

L'APAD (Alliance Asie-Pacifique pour la gestion des catastrophes) Sri Lanka, le Réseau Membre du secteur privé de CBi, rapporte que, dans le cadre de ses efforts en faveur d'une justice de genre dans la gestion des catastrophes, les hommes peuvent encourager les femmes à contracter un prêt qui n'est ensuite pas utilisé pour les besoins de cette dernière. Au lieu de cela, il peut être utilisé pour rembourser un autre prêt de la famille ou de l'homme, par exemple.

Cela peut avoir des conséquences désastreuses pour la femme, car les taux d'intérêt des prêts contractés auprès de sociétés de financement peuvent être élevés. De nombreuses organisations proposent du microfinancement, mais celui-ci n'est pas réglementé. Les efforts de reprise doivent protéger les bénéficiaires de prêts de situations comparables.

L'APAD-SL recommande de contrôler l'engagement des sociétés dans le microfinancement et de prévoir des filets de sécurité pour les femmes. Les initiatives de microfinancement ont également donné des résultats positifs ; les femmes rembourseraient mieux les prêts que les hommes, ce qui contribue à leur assurer un meilleur avenir financier.

Le secteur des affaires reste dominé par les hommes, tandis que la participation et le rôle des femmes au sein des comités d'entreprises sont minimes. La présence des femmes dans les conseils d'administration et aux postes de direction est un aspect important de l'égalité entre les hommes et les femmes. Toutefois, cela n'améliore pas nécessairement les autres aspects de l'inégalité entre les hommes et les femmes, comme les inégalités structurelles, à moins que ces femmes ne soient formées aux questions de genre.

Il ne s'agit pas seulement de l'inclusion des femmes, car les hommes peuvent également être des acteurs puissants dans la promotion de l'égalité des genres et devraient être encouragés à devenir ces défenseurs et alliés. La pression culturelle peut également être forte dans le monde des affaires ; aborder ouvertement certains aspects de genre n'est pas nécessairement considéré comme compatible avec le maintien de la crédibilité en tant qu'expert ou professionnel des affaires.

Comme mentionné dans le chapitre précédent, une grande majorité de femmes ont été victimes de violence basée sur le genre dans des contextes de crise, tandis que la promiscuité, la toxicomanie, l'accès limité aux services et la réduction du soutien par les pairs exacerbent ces conditions. Le manque de sécurité affecte négativement la productivité et les performances du travail en raison de la détresse émotionnelle et physique causée.

Étant donné que les femmes sont plus directement confrontées aux conséquences des catastrophes, celles qui ont un emploi rémunéré ou qui jouent un rôle dans des entreprises ont un potentiel important et savent comment augmenter la résilience de l'entreprise. Si on leur en donne la possibilité, elles peuvent être une excellente ressource, en particulier si l'on considère l'impact sur la structure des moyens de subsistance au niveau local.

En outre, les femmes disposent souvent de solides réseaux informels, ce qui en fait des participantes précieuses aux systèmes d'alerte précoce (SAP), ainsi que pour identifier et fournir des services aux plus vulnérables dans le cadre de la réponse à la crise et du relèvement. Le secteur privé coopère souvent avec plusieurs piliers d'un SAP fonctionnel et les femmes sont des atouts précieux à l'égard des quatre piliers du SAP, y compris 1) la connaissance des risques ; 2) les services de surveillance et d'alerte ; 3) la diffusion d'alertes significatives aux personnes à risque, et ; 4) les actions de préparation et de réponse aux alertes. Le genre aide à identifier, par exemple, qui est le plus à risque, qui a accès aux informations nécessaires pour générer des alertes précoces, comment adresser les messages d'alerte sachant que les hommes et les femmes accèdent, traitent, interprètent et répondent aux informations de manière différente, et comment relier l'alerte précoce à l'action précoce de la manière la plus efficace et la plus inclusive.

Le genre influence également la distribution des biens (formelle et informelle) et l'échange de biens après une alerte. L'impact du genre peut donc être significatif dans les SAP, car les femmes sont souvent responsables d'autres groupes vulnérables (tels que les enfants et les personnes âgées) et peuvent assurer leur inclusion également<sup>38</sup>.

Les entreprises peuvent aussi répondre aux besoins des femmes qui seraient autrement négligés, en proposant des solutions adaptées aux femmes en matière de santé, d'hébergement et de protection, de sécurité alimentaire et de communication ciblée.

En veillant à ce que les besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons soient compris et pris en compte par le secteur privé également, et à ce que les interventions aux stades de la préparation, de la réponse et de la reconstruction soient inclusives, on jette les bases d'une croissance durable et on s'assure que personne n'est laissé pour compte. De plus, cela permet de créer une structure de moyens de subsistance plus résiliente pour la communauté. Si les crises ont souvent des effets dévastateurs, elles peuvent aussi être l'occasion de transformer les normes traditionnelles de genre dans le domaine des affaires et de la continuité des activités : « reconstruire en mieux » (BBB) s'applique également au secteur privé et au travail sur le genre.



Programme d'emploi d'urgence en Dominique.  
Photo : Zaimis Olmos / PNUD.

<sup>38</sup>. Climate Risk and Early Warning Systems (CREWS) [Operational Procedures Note No 3 Gender-Sensitive Programming](#), 2017, et CREWS Impact Feature Bridging the gender divide in early warnings access across the Caribbean, 2020.

## Lien avec le changement climatique

Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) reconnaît que pour les femmes qui font déjà face à des inégalités au sein de leur société, le changement climatique renforce et exacerbe ces disparités. De même, l'impact du changement climatique affecte de manière disproportionnée les femmes et les filles en raison des inégalités de genre existantes et menace également de saper les acquis socio-économiques engrangés au cours des décennies précédentes.

Disposant d'un accès limité ou inexistant aux terres et à d'autres ressources, notamment financières, technologiques et informationnelles, les femmes et les filles subissent davantage les conséquences du changement climatique. Par exemple, les femmes rurales, qui sont généralement les principales responsables des travaux domestiques au sein de leur famille et de leur foyer, seront probablement confrontées à une charge plus lourde car elles doivent parcourir de plus longues distances pour aller chercher de l'eau et du carburant. Les femmes et les filles ont également vu leur temps de collecte d'eau augmenter et leurs efforts de collecte de bois de chauffage et de combustible contrariés par les sécheresses, les inondations et la déforestation. Ces tâches occupent une part importante de leur temps qu'elles pourraient consacrer à leur éducation, leurs loisirs ou leurs affaires.

Les femmes et les filles restent également marginalisées dans les sphères décisionnelles relatives au changement climatique, du niveau communautaire aux parlements et aux négociations internationales sur le climat. Le financement mondial du climat pour les programmes d'atténuation et d'adaptation reste inaccessible aux femmes et aux filles en raison de leur manque de connaissances et de capacités pour exploiter ces ressources.

Pourtant, malgré leur vulnérabilité accrue au changement climatique, les femmes ne doivent pas être considérées comme de simples victimes. Les femmes gèrent 90 % de tous les besoins en eau et en bois de chauffage des ménages en Afrique et peuvent donc apporter des changements significatifs dans la gestion des ressources naturelles. Les femmes, en particulier les femmes rurales, sont souvent l'élément principal de leur famille, assurant la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être du foyer, tout en contribuant à l'économie par la production de cultures et de bétail et d'autres sources de revenus.

Les femmes ont mis au point des stratégies d'adaptation et de renforcement de la résilience ainsi que des techniques d'atténuation, notamment en stimulant la demande d'énergie renouvelable au niveau des ménages et des communautés pour l'éclairage, la cuisson et les solutions d'utilisation productive que la communauté internationale doit désormais soutenir. Les femmes sont des fondatrices de coopératives, des entrepreneures dans le domaine de l'énergie verte, des scientifiques et des inventrices, et des décideuses en matière d'utilisation des ressources naturelles.

Si les politiques et les projets tiennent compte des rôles, des besoins et des contributions particuliers des femmes en faveur de l'action climatique et soutiennent l'autonomisation des femmes, il sera plus facile de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C, conformément à l'Agenda 2030 pour le développement durable. Il est impératif d'adopter et d'intensifier les initiatives de 51 % de la population mondiale.

Le PNUD et ONU Femmes ont collaboré pour faire progresser l'égalité des genres et le leadership des femmes en matière de changement climatique. Par exemple, en Équateur, les deux agences des Nations Unies ont fait équipe avec le gouvernement pour soutenir l'inclusion du genre dans les plans d'action climatiques du pays. Grâce à la Promesse climatique (*Climate Promise*) et à un projet régional existant intitulé « *Enabling Gender-Responsive Disaster Recovery, Climate and Environmental Resilience in the Caribbean* » (connu sous le nom de « EnGenDER »), le PNUD aide quatre pays (Antigua-et-Barbuda, Grenade, Dominique et Saint-Vincent-et-les-Grenadines) à appliquer une perspective de genre à leurs engagements en matière de changement climatique définis dans le cadre de leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN).

Source(s) : Anita Bhatia et Ulrika Modéer « [Let's Get Climate Action into Traction with Gender Equality](#) », Inter Press Service News Agency, 11 septembre 2019 ; PNUD Climat, « [WALK A MILE IN HER SHOES - Building rural women's climate-resilience in the wake of COVID-19](#) », 14 octobre 2020.

## Le genre dans les situations fragiles et les zones touchées par des conflits

Le genre est une considération importante dans les situations fragiles et les zones touchées par des conflits. Contrairement aux risques naturels, davantage d'hommes sont susceptibles de mourir dans des conflits, principalement en raison de leur participation plus directe. Les femmes, quant à elles, sont confrontées à un risque accru de perte de leurs moyens de subsistance et sont touchées par la majorité des pertes économiques<sup>39</sup>. Outre leur implication dans l'économie informelle, les femmes sont surreprésentées dans le commerce agricole, qui est souvent le plus touché par les crises. À bien des égards, les femmes supportent également la double charge de la responsabilité économique et familiale dans les situations post-conflit, notamment en l'absence des hommes qui peuvent être emprisonnés, handicapés ou même décédés. En fait, dans de nombreux contextes, les efforts de reconstruction ne peuvent être efficaces que si les femmes sont reconnues comme des participants économiques de valeur, plutôt que comme un « groupe vulnérable ».

Dans les situations fragiles et les zones touchées par des conflits, le genre a des répercussions différentes dans d'autres domaines de la société. Les filles ne sont souvent pas scolarisées en raison de problèmes de sécurité. Un rapport du Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR)<sup>40</sup> de 2020 montre que 48 % de tous les enfants réfugiés en âge d'être scolarisés ne le sont pas et que 50 % des filles réfugiées risquent de ne pas rejoindre leurs camarades lors de la réouverture de leur classe, une « prédition effrayante, qui aurait un impact sur les générations à venir ».

En 2000, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité, en octobre 2020 marquant le XXe anniversaire de l'adoption de la résolution. Elle traite spécifiquement de la manière dont les femmes et les filles sont différemment impactées par les conflits et les guerres, par exemple par la violence sexuelle et sexiste, tout en reconnaissant le rôle essentiel que les femmes peuvent jouer et jouent dans les efforts de consolidation de la paix. En date du 24 octobre 2019, neuf résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies constituent le fondement de l'agenda « Femmes, paix et sécurité<sup>41</sup> ». Elles font le lien entre l'égalité des sexes et le maintien de la paix et de la sécurité internationales et établissent une ligne directe entre la violence à l'égard des femmes, l'oppression civile et les conflits, soulignant ainsi le rôle important des femmes dans la prise de décisions politiques et économiques aux premiers stades des processus de reconstruction.



Destruction d'armes en Bosnie-Herzégovine.  
Photo : PNUD en Bosnie-Herzégovine.

Aujourd'hui, l'agenda « Femmes, paix et sécurité » est l'un des principaux piliers thématiques des travaux du Conseil de sécurité. Alors que le monde est confronté à la pandémie de coronavirus, cette résolution est peut-être plus importante que jamais, et l'intégration du secteur privé est essentielle pour comprendre tout le spectre de la question.

Les programmes d'ONU Femmes sur les femmes, la paix et la sécurité soutiennent l'engagement des femmes dans tous les aspects de la consolidation de la paix, vers des sociétés plus inclusives et égalitaires qui peuvent mettre fin à la discrimination sexuelle et résoudre les conflits sans violence. ONU Femmes forme les acteurs du maintien de la paix à détecter, traiter et mettre fin aux violences sexuelles liées aux conflits. L'Indice Femmes, paix et sécurité<sup>42</sup> permet d'établir un lien empirique entre la sécurité des femmes et la stabilité des nations. D'autres initiatives soutiennent les institutions de justice et de sécurité qui protègent les femmes et les filles contre la violence et la discrimination, ainsi que les services publics qui répondent pleinement aux besoins des femmes. Une évaluation de la mise en œuvre de la résolution sur les femmes, la paix et la sécurité souligne qu'il est nécessaire d'introduire la dimension de genre dans tous les aspects du travail du Conseil de sécurité et qu'il est crucial de mettre en place une solide architecture de genre aux Nations Unies.

39. Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, [Facts and figures: Humanitarian action, pas de date](#).

40. L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, [Coming together for refugee education](#), 2020.

41. ONU Femmes, [Paix et sécurité : règles et normes internationales](#).

42. Georgetown Institute for Women, Peace and Security's Resource Center, [Women, Peace and Security Index](#).

La participation des femmes est essentielle, car tout porte à croire que leur participation aux processus de paix contribue à une paix plus durable et plus résiliente après un conflit.<sup>43</sup> Les femmes sont souvent les premières à remarquer les tensions croissantes qui peuvent exacerber les violences. Elles sont également les premières à réagir au lendemain d'un conflit, héritant de la majeure partie de la prise en charge des familles et intervenant pour reconstruire les économies détruites. Pourtant, malgré cela, les femmes restent largement invisibles et exclues des processus et négociations de paix.

Le déplacement (cf. *Étude de cas sur le genre : le déplacement dans les contextes fragiles*, p. 62) est un autre point important. Les travailleuses, y compris les travailleuses migrantes, qui sont 34 millions dans la seule région Asie-Pacifique, jouent un rôle crucial dans les services et les industries manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre, ainsi que dans les PME et le secteur informel, dont dépend une grande partie du secteur formel<sup>44</sup>.

Paivi Kannisto, cheffe de la paix, de la sécurité et de l'action humanitaire d'ONU Femmes, souligne<sup>45</sup> que les femmes touchées par la crise qui « prennent la parole au micro » dans les contextes de réfugiés et de déplacement représentent un bouleversement nécessaire du pouvoir, influençant ainsi qui parle, dans quels formats, sur quels sujets et avec quelles priorités, en déclarant : « les voix des femmes touchées par la crise, qui ne sont souvent pas entendues en raison des normes sociales et de genre,

devraient résonner haut et fort dans les espaces où les décisions concernant leur vie sont prises ». Cela peut aussi sans aucun doute contribuer à la reprise et de plus, faire passer les femmes du statut de victimes à celui d'agents autonomes contribue à renforcer les MPME, à améliorer les moyens de subsistance et à rendre les sociétés plus stables.



Photo : Gözde Dogan / PNUD en Turquie.

## Violence basée sur le genre

ONU Femmes rapporte que la violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles est très répandue dans les situations de conflit et qu'elle est également utilisée comme tactique de guerre dans de nombreux endroits. Les rapports de la République démocratique du Congo sur l'étendue de la violence sexuelle liée aux conflits indiquent des chiffres allant de 18 à 40 % chez les femmes et les filles et de 4 à 24 % chez les hommes et les garçons<sup>46</sup>. La violence domestique, la traite des êtres humains et le mariage des enfants sont également exacerbés pendant les conflits et touchent davantage de femmes et de filles<sup>47</sup>.

Le discours du Secrétaire général des Nations Unies sur les femmes et le pouvoir en février 2020 a souligné qu'« il existe un lien direct entre la violence contre les femmes, l'oppression civile et les conflits.

Des milliards de dollars américains sont dépensés chaque année pour la paix et la sécurité, mais nous devrions nous demander à qui profitent cette paix et cette sécurité. Dans certains pays, les niveaux de féminicides<sup>48</sup> sont comparables à ceux d'une zone de guerre et personne n'appelle au cessez-le-feu. » Comment comprendre le féminicide et la violence sexuelle et sexistes (VSS) dans le rôle que joue le secteur privé dans les zones de conflit et les situations fragiles (et dans le cadre de celles-ci) ? Il s'agit d'une question qui nécessite des réponses urgentes.

43. Jana Krause, Werner Krause et Pia Bräfors, *Women's Participation in Peace Negotiations and the Durability of Peace*, International Interactions, vol. 44, No. 6, août 2018.

44. Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, *Women as a Force for Accelerated and Inclusive Economic Recovery Post-COVID-19 in Asia-Pacific*, Action Brief, Bangkok, Thaïlande, Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Asie et le Pacifique, 2020.

45. Luisa Dietrich et autres, *Who holds the microphone? Crisis-affected women's voices on gender-transformative changes in humanitarian settings: Experiences from Bangladesh, Colombia, Jordan and Uganda*, New York, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 2020.

46. Royaume-Uni, Home Office, *Country Policy and Information Note Democratic Republic of Congo (DRC): Women fearing gender-based harm or violence, Version 1.0*, juin 2017.

47. Conseil de sécurité des Nations Unies, *Report of the Secretary-General on women and peace and security, 9 October 2019 (S/2019/800)*, para. 42. Cf. également la Commission des femmes réfugiées Commission, *A Girl No More: The Changing Norms of Child Marriage in Conflict*, New York, 2016.

48. Le féminicide est un crime de haine fondé sur le sexe, défini de manière générale comme le meurtre intentionnel de personnes de sexe féminin (femmes ou filles) parce qu'elles sont de sexe féminin.

Au-delà d'une tactique de guerre, l'augmentation de la VSS dans les conflits et les situations humanitaires est souvent liée au stress accru lié à la situation ou au ciblage des femmes dans l'aide humanitaire.

Les hommes ont exprimé le sentiment d'être exclus et émasculés par les programmes humanitaires qui permettent aux femmes de recevoir une aide financière<sup>49</sup>. Les hommes touchés au Bangladesh, en Jordanie et en Ouganda ont été visiblement ébranlés par ce tournant et ont exprimé le sentiment de n'avoir plus aucun but dans la vie, les organisations humanitaires ayant remplacé leur rôle de pourvoyeur et de protecteur. La VBG est toujours répréhensible et ne doit pas être imputée à la participation de la victime à des opérations qui lui permettent

de s'autonomiser. Cependant, afin de ne pas nuire, cette question doit être analysée et traitée lorsque l'on cible les femmes dans des opérations du secteur privé.

Plusieurs documents et réseaux membres de CBi (Sri Lanka et Vanuatu) ont mis en évidence une question similaire : l'autonomisation des femmes doit être analysée en profondeur et les hommes doivent jouer un rôle dans le processus de changement. Cela permettra d'éviter les effets secondaires négatifs, tels que la VBG ou surcharger les femmes avec des responsabilités supplémentaires (non équilibrées). Une façon d'aborder la question dans les opérations du secteur privé est d'inclure la gestion du stress et les premiers secours psychologiques dans les plans d'urgence des entreprises.

### La réunion de haut niveau organisée dans le cadre de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations Unies souligne la nécessité de mettre fin à la violence basée sur le genre (VBG)

La VBG est un terme générique désignant tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et fondé sur des différences (de genre) socialement attribuées entre les hommes et les femmes. Elle comprend des actes qui infligent des dommages ou des souffrances physiques, sexuels ou mentaux, des menaces de perpétrer de tels actes, des contraintes et d'autres privations de liberté. Ces actes peuvent se produire en public ou en privé. La VBG touche une femme sur trois dans le monde et se produit de manière disproportionnée dans les contextes humanitaires, comme les conflits, où les structures de protection et les structures sociales, les systèmes de gouvernance et les services sont perturbés ou détruits.

Le viol est une arme de guerre et la tactique la plus négligée dans les processus de réponse et de négociation. Il anéantit la volonté, brise les communautés et a des répercussions durables sur la capacité des femmes à participer activement à la société et à l'économie. Il s'agit de l'une des causes profondes de l'affaiblissement du rôle des femmes dans le secteur privé. En outre, les victimes de VBG et leurs familles ont un niveau de revenus et d'éducation plus faible au fil du temps, et leurs communautés sont plus susceptibles de souffrir de la pauvreté.

La COVID-19 ne fait qu'aggraver une situation difficile, et les survivants ne peuvent pas accéder au soutien dont ils ont besoin. La pandémie a augmenté les mariages d'enfants, car les familles en situation de désespoir économique auront tendance à marier les filles à un mari qui subviendra à leurs besoins. La VBG doit donc être intégrée dans la réponse à la COVID-19.

Une réunion de haut niveau sur le renforcement des engagements en matière de prévention, de réponse et de protection contre la violence sexuelle et sexiste (VSS) dans les crises humanitaires s'est tenue lors de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 75) en septembre 2020. Cet événement visait à assurer le suivi des progrès réalisés lors de la conférence d'Oslo sur la VSS en mai 2019 et à aborder ces questions.

Les intervenants de haut niveau ont identifié des actions pour lutter contre les VSS, qui comprennent la protection des civils, le soutien psychosocial, la fin de l'impunité des VSS, les lignes d'assistance téléphonique pour les survivants, les téléphones portables et les kits de santé distribués par le biais des agents de santé et le signalement des VSS facilité par les agents de santé. Le secteur privé a la possibilité d'aborder toutes ces priorités.

Les membres de l'événement (en particulier le Bangladesh, l'Irlande, le Lesotho, la Norvège, Samoa et la Suède) ont également souligné que le vingtième anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité doit être une année synonyme d'actions concrètes.

Des progrès ont également été réalisés. Le groupe sectoriel (« cluster ») de protection a reçu 61 millions de dollars américains du CERF (Fonds central d'intervention d'urgence) en 2020, géré par l'ERC (Coordinateur des secours d'urgence) d'OCHA au nom du Secrétaire général des Nations Unies. C'est le montant le plus élevé jamais atteint en un an, soit le double par rapport aux 30,2 millions de dollars américains de 2019 et près de 10 % du financement global du CERF.

49. Luisa Dietrich et autres, *Who holds the microphone? Crisis-affected women's voices on gender-transformative changes in humanitarian settings: Experiences from Bangladesh, Colombia, Jordan and Uganda*, New York, NY, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 2020.

Le nombre de plans dont les besoins de financement en matière de VBG ont été identifiés a également augmenté, passant de 11 en 2018 (35 %) à 18 en 2020 (80 %).

L'égalité des genres et le soutien pour mettre fin à la VBG ont continué d'être un domaine de réponse important pour les Fonds de financement commun pour les pays (CBPF en anglais pour « *Country-based Pooled Funds* ») en 2020. Au fil des ans, les CBPF ont connu une augmentation progressive des allocations pour lutter contre la VBG, la conférence d'Oslo étant l'un des facteurs d'impulsion. En 2020, les CBPF ont alloué 390 millions de dollars américains (environ 65 % du total des allocations) à des projets qui entendent contribuer à l'égalité des genres : quelque 815 500 femmes et filles ont bénéficié de services de santé reproductive ; un total de 28 millions de personnes dans 47 pays ont été contactées pour bénéficier de services liés à la VBG (y compris des services de prévention, d'atténuation des risques et de réponse) ; plus de 10 millions de femmes et de jeunes ont reçu des soins et des services de santé sexuelle et reproductive vitaux pour lutter contre la VBG ; et 108 millions de personnes ont reçu des services de protection, y compris une aide juridique et des conseils pour bénéficier de services de lutte contre la VBG ainsi qu'un soutien psychosocial.

OCHA indique que 90 % des promesses faites lors de l'événement « *Ending Sexual and Gender-based Violence in Humanitarian Crises* », qui s'est tenu à Oslo en 2019, ont été tenues.

Source(s) : La 75e session de l'Assemblée générale des Nations Unies 2020 « *A high-level event on strengthening commitments to preventing, responding to, and protecting against SGBV in humanitarian crises* » ; « *Global Humanitarian Overview 2021* » d'OCHA et l'article sur « *Pooled Funds and Humanitarian Emergencies* » ; *CBPFs 2019 in Review* ; Correspondance et analyse avec l'équipe d'OCHA sur 25 plans de réponse humanitaire et appels éclairés, janvier 2021.

## Lien avec l'économie et le secteur privé

Lorsque les femmes subissent des violences, ce sont des familles et des communautés entières qui en souffrent. En fait, la violence à l'égard des femmes a un impact sur des économies entières. ONU Femmes estime que la violence sexuelle et sexiste coûte au monde 2 % de son PIB annuel. D'après l'enquête nationale sur les partenaires intimes et la violence sexuelle du Copenhagen Consensus Center<sup>50</sup>, le coût annuel de la violence à l'égard des partenaires intimes dans le monde s'élève à 4 400 milliards de dollars américains, soit environ 5,2 % du PIB mondial. Ce phénomène a également un coût pour le secteur privé : les données de l'enquête nationale sur les partenaires intimes et la violence sexuelle<sup>51</sup> estiment que les femmes (et les employeurs) aux États-Unis perdent près de 8 millions de jours de travail rémunéré chaque année en raison de violences perpétrées par le partenaire intime. Ce chiffre correspond à 32 114 emplois à temps plein. Il est important de noter que la violence sexuelle et sexiste touche tous les genres, mais malheureusement, les rapports et les statistiques concernant les hommes et les autres genres en matière de violence sexuelle et sexiste se font encore plus rares.

Les Nations Unies ont identifié six domaines d'action prioritaires dans le cadre de l'initiative « Femmes, paix et sécurité », dont celui de garantir la participation des femmes à la prise de décisions économiques dans les situations post-conflit. Cette démarche a des implications pour le secteur privé et le rôle des femmes en son sein. Une étude mondiale de 2015 sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies par ONU Femmes<sup>52</sup> a révélé que les communautés touchées par les conflits qui comptaient davantage de femmes déclarant des niveaux d'autonomisation plus élevés ont connu la reprise économique et la réduction de la pauvreté les plus rapides.

Dans son article de la London School of Economics and Political Science intitulé « *Maximising the Role of Business in Fragile and Conflict-Affected Environments: Women's Contributions to Peace*<sup>53</sup> », la Dr. Christina Bache affirme que les entreprises occupent une position unique pour influer sur les contraintes liées au genre et les cultures patriarcales qui empêchent les femmes d'agir.

50. James Fearon et Anke Hoeffler, *Benefits and Costs of the Conflict and Violence Targets for the Post-2015 Development Agenda*, Conflict and Violence Assessment Paper, Copenhagen Consensus Center, 2014.

51. Sharon G. Smith et autres, *The National Intimate Partner and Sexual Violence Survey: 2015 Data Brief-Updated Release*, Atlanta, Georgia, Centers for Disease Control and Prevention, National Center for Injury Prevention and Control, 2018.

52. Radhika Coomaraswamy et autres, *Preventing Conflict, Transforming Justice, Securing Peace: A Global Study on the Implementation of United Nations Security Council Resolution 1325*, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 2015.

53. Disponible [ici](#).

En outre, il est primordial que les entreprises soient incluses dans les stratégies de développement et de consolidation de la paix, car elles façonnent de plus en plus les conditions qui déterminent l'évolution de l'instabilité vers une paix durable ou vers un conflit armé.

Carmen Niethammer, experte en développement du secteur privé et responsable de la diversité des genres, estime que le secteur privé, qui fournit 9 emplois sur 10 dans les pays en développement<sup>54</sup>, n'a pas la réputation d'être un partenaire inné pour soutenir les questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité, « pourtant, il existe un potentiel important pour les entreprises du secteur privé (petites et grandes, locales et internationales) de faire la différence en investissant dans une main-d'œuvre qualifiée et stable qui inclut des femmes et des hommes<sup>55</sup> ». Investir dans la participation économique des femmes, notamment par le biais de l'entrepreneuriat, est souvent crucial pour la stabilité des économies déjà fragiles des sociétés touchées par les conflits, et par conséquent, pour la stabilité des entreprises du secteur privé. Le secteur privé peut participer à l'identification des opportunités où des règles du jeu plus équitables pour les femmes peuvent soutenir la participation économique des femmes, l'environnement post-conflit offrant une opportunité d'améliorer la législation pour les femmes et les hommes d'affaires. Dans le monde, les femmes ne disposent en moyenne que des trois quarts des droits juridiques accordés aux hommes<sup>56</sup>.

Il est essentiel de veiller à ce que les femmes et leurs besoins en tant qu'employeurs soient pris en compte, étant donné que les femmes font partie intégrante du lieu de travail, du marché et des communautés dans lesquelles elles évoluent. Carmen Niethammer estime également que, outre la création d'opportunités entrepreneuriales pour les femmes, les sociétés et les entreprises peuvent jouer un rôle important dans la promotion des femmes en tant qu'employées tout en acquérant des connaissances essentielles sur le marché de la clientèle féminine. Ce dernier point est essentiel lorsque les femmes sont considérées comme une population sinistrée dont les besoins doivent être pris en compte pendant un conflit, car il existe plusieurs considérations de genre pertinentes pour une action concrète dans le cadre des fournitures et services de l'approche sectorielle par groupe. L'analyse de ces besoins nécessite une évaluation ventilée par sexe et par âge, à laquelle le secteur privé peut également contribuer de manière significative. Les données et le ciblage peuvent également aider et façonnner l'aide humanitaire liée aux zones touchées par les crises et les conflits.

Le secteur privé a également pour mission de veiller à ce que les gouvernements et les organisations internationales respectent leurs engagements en matière d'intégration des femmes dans les mesures de paix et de sécurité.



Photo : Kaya / PNUD au Burkina Faso

Une nouvelle initiative de la Finlande et de l'Espagne, *Commitment 2025*, a été lancée pour que l'inclusion des femmes et leur participation significative aux processus de paix deviennent la norme d'ici 2025. Bien qu'elle se concentre principalement sur les gouvernements et les organisations internationales, l'initiative *Commitment 2025* est un exemple de plateformes potentielles qui peuvent également inclure des partenariats essentiels avec le secteur privé, afin de combler les lacunes et les insuffisances du secteur public.

L'inclusion des mécanismes existants du secteur privé, tels que l'axe de travail de CBI sur les situations fragiles et les zones touchées par des conflits et la plateforme *Business for Peace* du United Nations Global Compact (Pacte mondial des Nations Unies ou « UNGC » en anglais), dans des consultations similaires à celles du groupe informel d'experts chargés de la question des femmes, de la paix et de la sécurité, pourrait constituer une évolution importante dans la bonne direction pour permettre la participation du secteur privé.

Les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme reconnaissent le risque accru de violations des droits de l'homme dans les situations de conflit et suggèrent aux États de veiller à ce que les entreprises ne soient pas impliquées dans de telles violations, notamment en fournissant une assistance adéquate aux entreprises pour évaluer et traiter le risque accru de violations, « en accordant une attention particulière à la violence sexiste et sexuelle ».

54. International Finance Corporation, *IPC Jobs Study: Assessing Private Sector Contributions to Job Creation and Poverty Reduction*, Washington, D.C., Banque mondiale, 2013.

55. Carmen Niethammer, *Women, Peace And Security—Challenges And Opportunities In Light Of The Corona Pandemic*, Forbes, 4 avril 2020.

56. Le Groupe de la Banque mondiale, *Women, Business and the Law 2020*, Washington, D.C., 2020.

L'Étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité recommande de travailler avec le secteur privé pour développer et utiliser de nouvelles technologies qui augmentent la sécurité physique des femmes et renforcent la prévention des conflits (cf. les études de cas 2 et 3 pages 62 et 67 pour obtenir plus d'informations). Des sources innovantes de financement et de soutien, y compris du secteur privé, devraient être envisagées, bien que l'étude indique également que les financements privés ou les investissements dans la technologie et l'innovation sont encore rares.

Comme dans d'autres catastrophes, une crise peut permettre d'opérer un changement des normes traditionnelles de genre. Dans les situations de conflit, on constate une augmentation significative des ménages dirigés par des femmes pendant et après le conflit. Bien qu'ils souffrent des taux de pauvreté les plus élevés<sup>57</sup>, il existe aussi des cas, comme la guerre civile au Népal, où les rôles et les inégalités traditionnels entre les sexes ont été modifiés. Cela est dû au changement de contexte permettant aux femmes d'accéder au secteur public et économique de la société, et de maintenir leur nouveau statut de participantes actives après le conflit.

### Le conflit maoïste au Népal

Pendant le conflit, le rôle des femmes combattantes a évolué pour inclure des tâches auparavant réservées aux hommes. Les femmes non combattantes ont assumé l'entièr responsabilité du foyer après la mort, la disparition ou la migration de leur mari hors de la région ou du pays. Ces femmes non combattantes ont été confrontées à de nombreux défis dans leur recherche de moyens de subsistance, mais elles ont réussi à développer leur esprit d'entreprise et leurs compétences en matière de leadership. Par conséquent, les rôles de genre, qui étaient contenus dans les ménages, se sont transformés en sphère publique lorsque ces femmes ont commencé à gérer des restaurants et des boutiques de couture, à cultiver et à vendre des légumes sur les marchés locaux et à s'impliquer dans les ONG locales et les organisations financières.

Source(s) : Luna K.C., Gemma Van Der Haar and Dorothea Hilhorst, « [Changing Gender Role: Women's Livelihoods, Conflict and Post-conflict Security in Nepal](#) », Journal of Asian Security and International Affairs, vol. 4, No. 2 (septembre 2017).

## Une occasion favorable au changement

Les programmes de réponse et de reconstruction post-catastrophe représentent d'énormes investissements de la part des agences de développement et d'aide humanitaire. L'*International Recovery Platform* rapporte que<sup>58</sup>, depuis 1980, la Banque mondiale a investi à elle seule environ 35 milliards de dollars américains en engagements de prêts pour des projets comprenant au moins un volet dédié aux catastrophes. Aussi dévastatrices que soient les catastrophes, il est également possible de transformer les efforts de reconstruction à l'avantage d'un futur meilleur.

Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe identifie la démarche dite « BBB » (reconstruire en mieux) comme une priorité importante dans la RRC et la gestion. Il s'agit de veiller à ce que le même risque, qui existait avant la catastrophe, ne soit pas maintenu ou reproduit dans la phase de reconstruction. La notion de BBB commence à être largement comprise dans le cadre de la reconstruction des infrastructures ; toutefois, son champ d'application est beaucoup plus large, puisqu'elle fait également référence à l'amélioration de la reconstruction du secteur des affaires, et dans ce cas, à la construction d'une société qui reconnaît les inégalités structurelles entre les genres qui ont conduit



Formation aux catastrophes en Haïti.  
Photo : Moliere Solon / PNUD en Haïti.

57. Par exemple, le revenu des ménages dirigés par une femme en Jordanie peut être jusqu'à un tiers inférieur à celui des ménages dirigés par un homme. Beatrix Buecher et James Rwampigi Aniyamuzaala, [Women, Work & War: Syrian women and the struggle to survive five years of conflict](#), p.5, Amman, Jordanie, CARE International, 2016.

58. International Recovery Platform, [Why Gender Issues in Recovery Are Important?, Knowledge for Recovery Series](#), Info kit 1, pas de date.

à une catastrophe et les affectations sexospécifiques, et qui s'assure que le même risque sexospécifique est abordé lorsque l'on tire des leçons de la catastrophe et que l'on reconstruit pour l'avenir. Ce type de reprise va au-delà de la simple reconstruction ordinaire, car il prend en compte les opportunités offertes par la crise pour mettre les sociétés sur une meilleure voie de développement. En d'autres termes, il reconnaît les inégalités structurelles entre les genres qui ont engendré un impact significatif lors de la catastrophe et les aborde dans la reconstruction dans une optique de société plus égalitaire et une diminution du risque de futures catastrophes. Prendre en compte les catastrophes comme une opportunité d'améliorer les conditions préexistantes s'applique donc à la situation de l'égalité des genres.

L'approche « BBB » offre une occasion favorable au changement, cherchant à changer les sociétés de manière positive pour favoriser la reprise et à servir de véritable exemple du lien entre l'actionhumanitaire et le développement. La documentation élaborée après le tsunami qui a frappé le Sri Lanka<sup>59</sup>, par exemple, souligne que les conséquences du tsunami ont donné aux femmes l'occasion de participer à la prise de décisions qui affectaient leur vie, tout en prenant part à la reconstruction de leur famille et de la société ; cette dynamique est en partie restée.

Cependant, cette occasion favorable au changement disparaît rapidement lors de la survenance de catastrophes. Pour encourager une telle approche, il est important d'analyser comment les différentes étapes de la réponse aux catastrophes pourraient être repensées. L'analyse de genre n'est pas facultative, mais obligatoire pour orienter l'aide et planifier une reconstruction complète et équitable. Les organisations de femmes aux niveaux communautaire et national disposent de connaissances, d'informations, d'expériences, de réseaux et de ressources qui sont essentiels pour accroître la résilience aux catastrophes. Il est donc essentiel de travailler avec elles sur le sujet.



Femmes et entreprises au Sri Lanka. Photo : PNUD au Sri Lanka.

59. Par exemple, Ruwani Renuka et Eka Srimulyani (2015) *Women after the tsunami: Impact, empowerment and changes in post-disaster situations of Sri Lanka and Aceh, Indonesia*, Asian Journal of Women's Studies, 21:2.

# Considérations méthodologiques vers une approche transformatrice de genre

L'échelle de gestion des catastrophes et de réduction des risques de catastrophe (RRC) en fonction du genre se décompose en cinq étapes.<sup>60</sup>



<sup>60</sup>. Classification by Practical Action, dans Sarah Brown et autres, *Gender Transformative Early Warning Systems: Experiences from Nepal and Peru*, Rugby, Royaume-Uni, Practical Action, 2020, et [UN Women Disaster Risk Reduction](#).

# Recensement et analyse des genres dans la gestion des catastrophes

« Le sujet vient d'émerger et nécessite un développement et une coordination plus poussés entre les différents acteurs. »

Puisque l'objectif de ce document est de fournir une vue d'ensemble sur la façon dont le genre, le secteur privé et la gestion des catastrophes interagissent, nous sommes partis du principe qu'une vue d'ensemble nécessitait une approche holistique allant au-delà d'une étude documentaire. Nous avons jugé important de recueillir les points de vue des différentes parties prenantes afin de savoir où nous en sommes en dehors des documents existants, et d'entendre les experts clés, les acteurs et le secteur des affaires nous indiquer les éléments nécessaires pour aller de l'avant.

Le recensement de la programmation spécifique au genre dans la gestion des catastrophes et l'analyse des réponses

antérieures sensibles au genre et transformatrices de genre ont donc inclus une étude documentaire, ainsi qu'une enquête réalisée par sondage et des entretiens.

Les entretiens, en particulier, ont permis d'entrer en contact avec différents acteurs afin de comprendre leurs points de vue et d'engager la conversation sur les domaines d'intérêt des futures actions de CBI en matière de genre.

Les résultats de chaque méthode sont analysés séparément ci-dessous. Le recensement complet figure à l'Annexe 1 et tous les documents mentionnés dans ce chapitre peuvent être consultés en annexe.

## Méthodologie de recensement et d'analyse

Les méthodes de recherche comprenaient les phases suivantes :

Planification du recensement et de l'analyse, avec identification des parties prenantes : Il a été jugé plus utile aux fins des objectifs de CBI de contextualiser le recensement et l'analyse dans le cadre d'une étude plus large. Ainsi, nous avons obtenu des informations sur le thème et avons pu inclure la COVID-19 et les études de cas dans ce document. La planification et l'identification des parties prenantes ont été menées en coopération avec le Secrétariat de CBI.

Étude documentaire et analyse : L'étude documentaire a consisté à consulter les sites Internet des acteurs concernés, à organiser des appels et des réunions, à recueillir les résultats d'enquêtes et à lire des articles, dans le but de recenser les recherches, les outils, les ressources et les formations existants en matière de genre. Les articles ont été classés par catégorie dans un tableau Excel, et des informations ont été ajoutées sur l'organisation/ l'auteur, le nom de l'article, s'il concerne le secteur privé, les catastrophes ou les deux, la manière d'y accéder ainsi que des informations supplémentaires, le cas échéant. Au total, 183 éléments pertinents ont été identifiés<sup>61</sup>.

61. Ce recensement a été fait avant le 11 octobre 2020.

Après le recensement, l'analyse et les graphiques ont été développés pour le document ; cependant, d'autres documents peuvent être identifiés par la suite et ajoutés à l'Annexe 1.

Conception et réalisation d'une enquête par sondage : La méthodologie de l'enquête, ainsi que les questions et les modèles d'entretien, ont été développés et partagés avec le Secrétariat de CBi afin qu'il fasse part de ses commentaires. Des ajustements ont été apportés en conséquence. L'enquête a ensuite été saisie sous une forme numérique et testée, après quoi elle a été partagée avec les acteurs pré-identifiés. Après un suivi, 15 réponses ont été reçues : six d'entre elles provenaient des Réseaux Membres (RM) de CBi et neuf provenaient des bureaux et agences des Nations Unies. Les résultats de l'enquête ont été classés dans un tableau Excel et traités. L'échantillon de réponses de l'enquête est cependant trop réduit pour être considéré comme des données quantitativement pertinentes. Par conséquent, bien que les réponses aient été analysées, elles ont été utilisées principalement comme une source de données provisoires afin de planifier les entretiens et certaines informations qualitatives des réponses ont été exploitées pour l'analyse. Toutefois, elles n'ont pas été considérées comme un échantillon inclusif.

Conception et conduite des entretiens : La méthodologie d'entretien s'est déroulée en deux phases. La première phase s'est concentrée sur le recensement et l'analyse des ressources existantes et des structures de coordination des réponses, ainsi que des priorités pour les opérations actuelles et futures que les différents acteurs constatent sur le terrain. Les questions et les modèles d'entretien ont été développés et partagés avec le Secrétariat de CBi afin qu'il fasse part de ses commentaires. Des ajustements ont été apportés en conséquence. Les entretiens ont été convenus à la fois indépendamment et avec le soutien du Secrétariat de CBi, en fonction de l'organisation de la personne interrogée.

Les réponses ont été documentées et affichées sous forme de données brutes dans un tableau Excel pour le Secrétariat de CBi. La deuxième série d'entretiens s'est concentrée sur les RM de CBi, dans le but d'identifier les bonnes pratiques et les études de cas, ainsi que leurs perceptions, les lacunes, les défis et les besoins essentiels pour une meilleure intégration du genre dans la perspective du pays. Au cours de la deuxième série, sept RM de CBi ont été interrogés (Fidji, Haïti, Mexique, Philippines, Sri Lanka, Turquie et Vanuatu), avec la participation de 10 personnes. Au total, 25 entretiens ont été préparés et menés avec différents bureaux au cours des deux phases, avec la participation de 47 personnes. Une liste détaillée figure dans la section des références.

Traitement et analyse des données : Le traitement et l'analyse des données ont consisté à analyser les résultats de l'étude documentaire, les résultats de l'enquête et les résultats des entretiens, chacun séparément, dans un premier temps. Les résultats ont été élaborés sous forme de chapitres dans ce document. Les chapitres principaux préredigés ont ensuite été entièrement élaborés, principalement sur la base des documents consultés pour le recensement (qui servent également de références). Des encadrés spécifiques aux études de cas ont été inclus dans les chapitres concernés, à partir des exemples qui avaient été évoqués lors des entretiens.

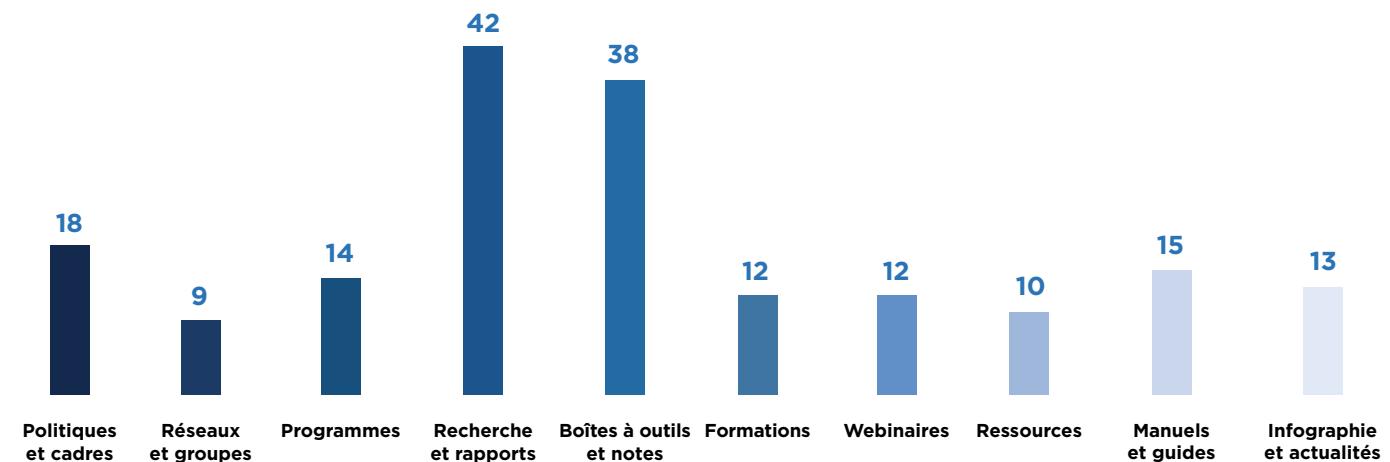
Les trois études de cas ont été élaborées lors de la deuxième phase d'entretiens, des résultats du recensement et de recherches supplémentaires sur le sujet. Les cas existants ont été analysés en fonction de leur pertinence par rapport au domaine et à la méthodologie, et développés en produits distincts et indépendants, qui ont été ajoutés à ce recensement et à cette analyse afin d'offrir des exemples plus approfondis. Le chapitre spécial sur la COVID-19 a été élaboré en combinant les matériaux disponibles et les résultats de toutes les phases.

## Résultats de l'étude documentaire

Les documents relatifs au genre concernant la gestion des catastrophes et le secteur privé ont été identifiés par le biais de recherches documentaires, d'enquêtes et d'entretiens. Au total, 183 éléments pertinents<sup>62</sup> ont été identifiés, classés et énumérés à l'Annexe 1. Les informations suivantes sont fournies pour chaque élément : type ou catégorie d'élément ; organisation ou auteur ; nom de l'élément ; s'il correspond au secteur privé, aux catastrophes ou aux deux ; comment y accéder ; et toute information supplémentaire qui pourrait être pertinente. Le tableau ci-dessous présente chaque catégorie d'articles.

<sup>62</sup>. Ce nombre et les statistiques représentent la situation au 11 octobre 2020.

**Recensement des documents sexospécifiques**



Les ODD, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et l'Agenda pour l'humanité constituent les cadres mondiaux du développement, de la gestion des catastrophes et de la RRC. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW en anglais pour « *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women* ») et la Déclaration de Pékin avec son Programme d'action soulignent le cadre de l'égalité des genres, et tous deux abordent également l'importance du genre dans les catastrophes. La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité et la résolution 1366 sur la prévention des conflits sont les résolutions essentielles au genre dans les conflits et les contextes fragiles. La politique d'OCHA intitulée « *Gender Equality: A gender-responsive approach* » et la Stratégie d'égalité entre les hommes et les femmes du PNUD 2018-2021 sont les contextes de genre dans lesquels CBI travaille.

En ce qui concerne les réseaux et les groupes, le groupe de référence du Comité permanent interorganisations (CPI) sur le genre et l'action humanitaire, coprésidé par OCHA et Oxfam, soutient l'intégration de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes dans le système d'action humanitaire, et rassemble des représentants d'agences des Nations Unies, d'ONG, de donateurs, d'États membres et de consortiums d'ONG. Le Disaster Recovery Institute International (DRI) dispose d'un groupe nommé « *Women in Business Continuity Management* » et le Business Continuity Institute dispose d'un groupe nommé « *Women in Resilience* ».

Au sein du PNUD, il existe une grande variété de programmes<sup>63</sup> avec le secteur privé, dont le programme *Business for Gender Equality*, qui met l'accent sur l'égalité des genres et admet les sceaux pour l'égalité des sexes dans les entreprises.

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, il existe également un projet mettant en avant les bonnes pratiques intitulé « *Ann Alé* » (« *En Marcha* » en espagnol). Ce projet cible les femmes et leur situation en vue de la reprise économique et de l'amélioration des moyens de subsistance pendant les périodes suivant les crises. Il a été reproduit et est maintenant adapté à la COVID-19. Le Projet d'Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes (GenCap) de OCHA/CPI renforce la capacité et le leadership des acteurs humanitaires pour la programmation de l'égalité des genres dans l'action humanitaire. Pour ce faire, il déploie des conseillers en égalité de genre afin de soutenir le coordinateur humanitaire, les équipes humanitaires de pays, les agences des Nations Unies, les chefs des groupes sectoriels (« clusters »), les ONG et les gouvernements.

Dans la partie recensement, la section sur les recherches et les rapports présentait le plus grand nombre d'éléments par catégorie (cependant, peu d'entre eux combinent à la fois les catastrophes et le secteur privé). Le rapport annuel de la stratégie pour l'égalité des genres de 2019 du PNUD explique comment le PNUD a travaillé avec ses partenaires, y compris dans le secteur privé. Par exemple, la BHD International Bank en République dominicaine a mis en œuvre une stratégie commerciale intelligente en matière de genre, ce qui a conduit à une augmentation de la contribution financière des femmes de près de 40 % en trois ans. Le rapport explique également comment l'égalité des genres est intégrée dans les efforts de réponse et de relèvement à la suite de la COVID-19, y compris dans le travail sur l'économie verte. Au Cambodge, par exemple, le PNUD est en train de co-créer un indice de résilience des femmes (*Women's Resilience Index*) dans le cadre d'un projet de systèmes d'information et d'alerte précoce sur le climat, qui soutient également le leadership et la prise de décision des femmes dans le cadre de la RRC au niveau communautaire, un domaine essentiel dans le relèvement après la crise de la COVID-19.

<sup>63</sup>. Certains d'entre eux ont également été présentés dans les encadrés de cette étude.

Le rapport d'ONU Femmes *From Insights to Action: Gender equality in the wake of COVID-19*<sup>64 65</sup>, donne un excellent aperçu de la situation propre à chaque genre dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les rapports sur les petites et moyennes entreprises (PME) d'ONU Femmes d'Asie et du Pacifique constituent des cas essentiels de genre dans le cadre de la COVID-19. Il existe également une évaluation humanitaire interorganisations (IAHE en anglais pour « *Inter-Agency Humanitarian Evaluation* ») sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, qui a été publiée en novembre 2020. Il convient également de mentionner que l'institut pour la réduction des risques et des catastrophes (Institute for Risk and Disaster Reduction) de l'University College London dispose d'un centre dédié aux genres dans le cadre des catastrophes qui fournit des recherches sur la question mais n'inclut pas (encore) le secteur privé.

La récente évaluation humanitaire interorganisations sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles (GEEWG) de novembre 2020 fournit une évaluation indépendante du degré de mise en œuvre et d'intégration du GEEWG dans les réponses humanitaires du CPI depuis 2017. Bien que le rapport n'inclue pas le secteur privé, il fournit des informations sur les structures interorganisations existantes qui sont précieuses pour l'intégration et la prise en compte du secteur privé. L'évaluation identifie certains progrès dans l'intégration du GEEWG dans les réponses humanitaires interorganisations depuis 2017 (en particulier dans les crises prolongées), l'amélioration de la collecte et de la communication des DVSA et la meilleure disponibilité d'une expertise de qualité sur le genre au niveau des groupes et des agences. Cependant, il reconnaît également des lacunes dans la coordination et la capacité d'expertise de genre à long terme au niveau des pays pour soutenir l'intégration du GEEWG, la disponibilité de l'expertise de genre au début des opérations humanitaires et la participation significative des femmes dans la prise de décision en matière de réponse.

Les boîtes à outils, les rapports et les notes d'orientation constituent la deuxième catégorie en nombre. Ils ont été classés dans la même section, car le contenu de beaucoup d'entre eux se recoupe. Par exemple, le rapport très pertinent du PNUD intitulé *Business for Gender Equality* propose une boîte à outils pour une action sensible au genre en réponse à la COVID-19. ONU Femmes Asie et Pacifique a élaboré quatre notes d'orientation pour l'action en réponse à la COVID-19 ; celles-ci traitent de la manière dont la réponse, le relèvement et les PME peuvent prendre en compte les aspects liés au genre, et de la manière d'intégrer les femmes migrantes. Outre les éléments liés à la COVID-19, OCHA dispose d'une Boîte à outils générale et utile en matière de genre dans la gestion des catastrophes et le PNUD d'une boîte à outils sur le genre et le relèvement. Les différentes boîtes à outils sur le genre couvrent aussi bien la technologie que la violence basée sur le genre, et les conflits aussi bien que la production de masques.

La formation la plus utilisée en matière de genre et de catastrophes est la formation relative au genre dans l'action humanitaire (« *Gender in Humanitarian Action* » en anglais ou GiHA) ; ONU Femmes organise également des formations de formateurs au niveau régional pour cette formation GiHA. Parmi les autres formations pertinentes et bien connues dans ce domaine, citons « *Different Needs-Equal Opportunities* » du CPI/d'ONU Femmes ; « *I know gender* », avec le chapitre 10 sur l'égalité des genres dans les situations d'urgence ; et « *Implementation of the United Nations Security Council Resolutions on the Women, Peace, and Security Agenda* ». Parmi sa série d'initiatives de renforcement des capacités et d'apprentissage, le Projet d'Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes du CPI (GenCap) propose une formation des formateurs sur le thème du GiHA et a accueilli le marqueur de genre et d'âge (MGA) jusqu'à sa transition vers le siège d'OCHA en 2021. L'Aide humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) propose une formation portant sur « l'intégration du genre et de l'âge dans l'action humanitaire ». Le DRI et le Business Continuity Institute (BCI) organisent des formations et des certifications payantes sur les plans de continuité des activités et la résilience, et les instituts s'intéressent particulièrement au rôle des femmes dans les entreprises (bien que cela ne soit pas encore inclus dans les formations).



Femmes au Guatemala.

Photo : Giovanni Diffidenti / PNUD au Guatemala.

64. Ginette Azcona et autres, *From Insights to Action: Gender equality in the wake of COVID-19*, États-Unis, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 2020.

65. ONU Femmes et le PNUD ont signé un protocole d'accord de coopération en 2019 et ont également coopéré sur ce rapport.

## Le pouvoir d'un outil de genre

La Philippine Disaster Resilience Foundation (PDRF) a participé à la formation sur le genre dans l'action humanitaire (GiHA en anglais pour « *Gender in Humanitarian Action* ») soutenue par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Bien que la formation sur le GiHA ne porte pas spécifiquement sur les opérations du secteur privé, la PDRF a indiqué qu'elle avait été très utile pour identifier des mesures concrètes d'intégration du genre dans son travail de gestion des catastrophes.

À la suite de la formation, la PDRF a constaté que la consultation des femmes dans les communautés est essentielle pour répondre correctement à leurs besoins réels. La PDRF a également estimé que la formation l'a aidée à systématiser et à mieux appliquer les pratiques de genre. En septembre 2020, la PDRF et ses partenaires ont publié sur les réseaux sociaux un plaidoyer sur la manière dont le secteur privé peut prendre en compte les femmes sur le lieu de travail et dans le secteur des affaires.

Une grande variété de webinaires a également été enregistrée sur le sujet, et notamment sur la réponse face à la COVID-19, principalement par le PNUD, certains se concentrant directement sur le genre et le secteur privé, ou les PME dirigées par des femmes dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Le recensement comprend une grande variété de manuels, de guides et de livrets sur le thème, y compris « *Different Needs-Equal Opportunities* » et « *The Gender Handbook for Humanitarian Action* » du CPI. Un guide pratique intitulé « *Making Disaster Risk Reduction Gender-Sensitive : Policy and Practical Guidelines* » rédigé par le PNUD, l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN en anglais pour « *International Union for Conservation of Nature* ») et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR en anglais pour « *United Nations Office for Disaster Risk Reduction* »), a été élaboré il y a 10 ans mais reste très utile. Des documents relatifs aux conflits et à l'égalité des genres, ainsi que des manuels régionaux, sont également inclus.

La section des ressources comprend le centre de connaissances sur la résilience des femmes face aux catastrophes (« *Women's Resilience to Disasters Knowledge Hub* »), qui est le premier centre de connaissances sur la gestion des risques de catastrophes et la résilience au changement climatique tenant compte du genre. Il fournit des données de qualité, des preuves, des outils et des opportunités d'apprentissage et a été lancé par ONU Femmes et le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce. La première phase, lancée le 13 octobre 2020, présente le centre, fournit des informations et des conseils sur le renforcement de la résilience sensible au genre et développe la communauté de pratique de la résilience des femmes face aux catastrophes (WRD en anglais pour « *Women's Resilience to Disasters* »). La deuxième phase sera lancée à la mi-2021 sur le nouveau site Internet « *PreventionWeb* ». Le Portail du PNUD dédié à la réponse aux crises dispose d'une bibliothèque contenant des outils sur le genre, et le PNUD est en train de développer un mécanisme d'engagement

en faveur de l'égalité des genres et des crises (*Gender and Crisis Facility* en anglais) pour son bureau de gestion des crises. Cela permettra de réunir en un seul endroit les capacités et le soutien apporté aux pays, ainsi que les outils de gestion des connaissances, tout en permettant la mise en œuvre de l'égalité des sexes et des actions et du soutien face à la pandémie de COVID-19.

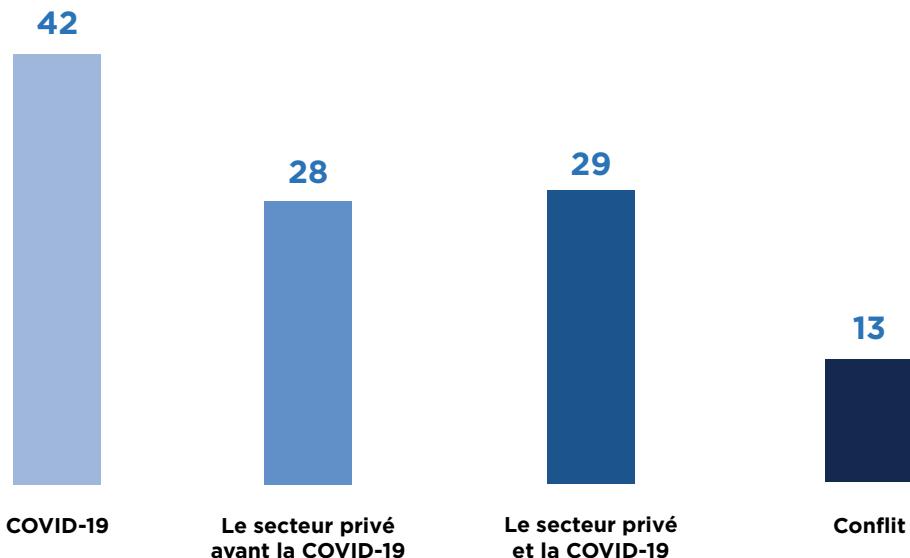
D'autres bibliothèques et ressources électroniques plus petites ont également été répertoriées (les plus pertinentes).

La section des infographies contient d'excellentes illustrations visuelles sur le genre et les catastrophes, telles que « *Closing the Gender Gap in Humanitarian Action* » d'ONU Femmes, et la section dédiée aux actualités répertorie certains articles très spécifiques ou opportuns sur le thème.

Toutefois, il ne s'agit là que d'un échantillon de la grande variété de documents existants. La dimension de genre dans la gestion des catastrophes est un domaine qui a déjà été reconnu par le Cadre d'action de Hyogo (*Hyogo Framework for Action* en anglais) et il est évident qu'il existe de nombreux autres documents sur le genre et la gestion des catastrophes aux niveaux national et régional.

Au total, 161 de ces éléments relatifs au genre incluent les catastrophes (de quelque nature que ce soit), dont 42 portent sur la COVID-19 et 13 sur les conflits. Seuls 28 des éléments relatifs au genre incluent le secteur privé dans un contexte antérieur à la COVID-19 et une grande majorité d'entre eux constituent des considérations transversales abordées à partir d'un seul point de vue. Par exemple, il n'existe pas de manuel ou de module de formation qui combinentraient les trois domaines du genre, du secteur privé et de la gestion des catastrophes.

## Nombre d'éléments recensés en fonction de chaque catégorie



La COVID-19 a suscité un pic d'intérêt eu égard à la reconnaissance du secteur privé dans la gestion du genre et des catastrophes car, comme dans toutes les situations d'urgence, la pandémie a exacerbé les inégalités de genre déjà existantes. Cependant, cette catastrophe a maintenant un effet significatif sur l'économie et le secteur privé. En l'espace de quelques mois, 29 articles sur le genre, le secteur privé et les catastrophes ont été publiés (et il se peut bien sûr qu'il en existe davantage que ce que reflète le recensement). Le domaine est encore en train de se chercher, mais compte tenu du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et des pratiques « BBB », la COVID-19 (malgré son impact dévastateur sur la situation mondiale en matière de genre et sur la souffrance humaine) présente une opportunité de développement du domaine du genre, du secteur privé et de la gestion des catastrophes combinés.

Il existe une grande variété de documents destinés au secteur privé dans les situations d'urgence, par exemple élaborés par CBi, la plateforme *Business for Goals* du PNUD et l'alliance ARISE du secteur privé pour des sociétés résistantes aux catastrophes, dirigée par l'UNDRR. Certains sont très appropriés, comme la boîte à outils relative à la COVID-19 de l'UNDRR pour la planification de la continuité et de la reprise des petites entreprises. Cependant, elles ne mentionnent pas le genre et sont donc principalement exclues du recensement. Les quelques documents qui évoquent la notion de genre le font d'une manière qui tient compte du genre,<sup>66</sup> en reconnaissant la question mais en ne suggérant que des changements mineurs (voire aucun) dans la pratique.



Emma Perez, vice-présidente du Comité des femmes, coopérative Pangoa, Pérou. Communautés autochtones péruviennes cultivant du café biologique. Photo : PNUD

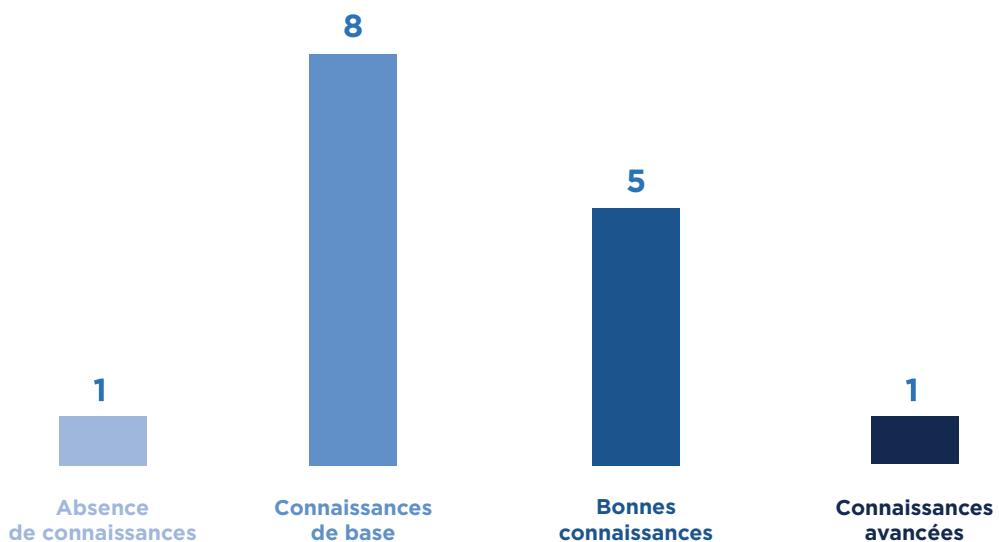
<sup>66</sup>. La prise en compte du genre peut être classée selon cinq catégories : ignorance du genre, conscience du genre, sensibilité au genre, prise en compte du genre et transformatrice de genre.

## Résultats de l'enquête

L'enquête a été envoyée aux RM de CBI, au PNUD, à OCHA et aux agences des Nations Unies qui font partie de l'approche cluster (groupe sectoriel). Un total de 15 réponses a été reçue, dont 9 provenaient des Nations Unies et 6 des RM de CBI.

La connaissance de l'importance du genre dans la gestion des catastrophes était de 2,4 en moyenne sur une échelle de 1 à 4 (les calculs sont basés sur les réponses à l'enquête). La moyenne du secteur privé était de 2,2 (connaissances de base) et les participants des Nations Unies avaient une moyenne de 2,5 (entre connaissances de base et bonnes connaissances).

Connaissances du genre selon l'enquête de CBI



Les besoins spécifiques auxquels les femmes sont confrontées lors de catastrophes et auxquels le secteur privé pourrait contribuer à répondre comprennent la fourniture d'installations sanitaires et d'hygiène appropriées, la prise en compte du genre dans les refuges, la nourriture et les articles non alimentaires (20 réponses). Les considérations relatives à la VBG ont également été mentionnées et Vodafone Turquie a déjà réagi en créant une ligne d'assistance téléphonique pour les femmes. Deux personnes interrogées ont également fait remarquer que les femmes perdent plus facilement leur emploi en cas de catastrophe ; que les biens du ménage sont généralement enregistrés au nom du mari ou de l'un des membres masculins de la famille, ce qui signifie que les femmes sont confrontées à une situation encore plus difficile pour accéder aux facilités de financement ; ou que les femmes n'ont pas connaissance des opportunités auxquelles elles peuvent accéder.

Les femmes doivent également être guidées et encouragées à faire appel aux services de protection sociale, notamment dans le domaine de la santé, un domaine dans lequel le secteur privé peut contribuer à combler le fossé, car cela a un effet sur le relèvement des femmes.

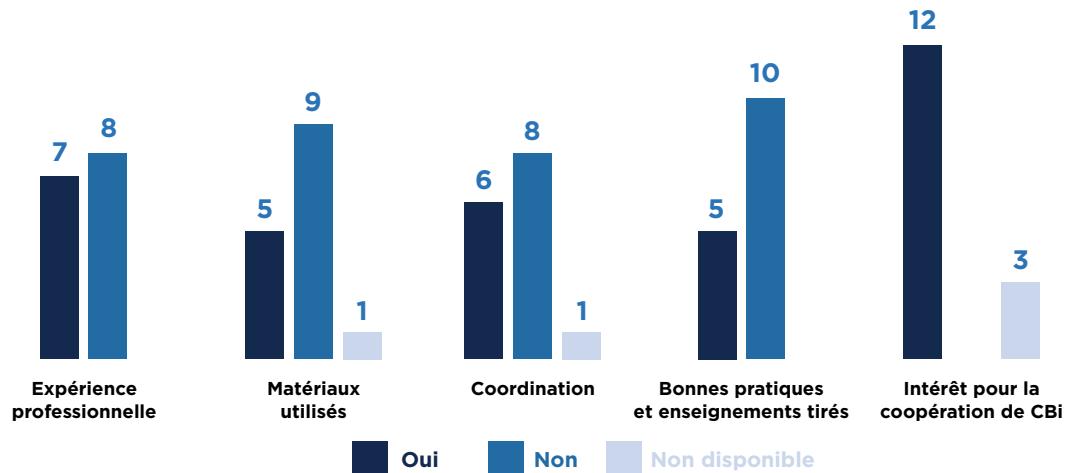
Il a été mentionné que le secteur privé impliqué dans la gestion des risques de catastrophes devrait avoir une responsabilité claire et une stratégie de programme pour promouvoir l'égalité des genres. Les représentants du secteur privé ont souligné qu'ils devraient s'associer aux ONG afin de comprendre et de traiter la question de manière appropriée ; des réseaux de mentorat et de soutien aux entreprises pourraient être créés. Les organismes de soutien aux femmes entrepreneures et les institutions financières pourraient concevoir des motivations pour les femmes entrepreneures dans les contextes de catastrophe.

Le temps qu'elles consacrent et la charge de travail domestique qui pèse sur leurs épaules ont été notés dans le contexte de la pandémie de COVID-19, à l'égard desquels le gouvernement et les politiques du secteur privé devraient prévoir des heures de travail flexibles et le renforcement des options de télétravail.

L'implication des femmes dans le renforcement des capacités, la formation, la sensibilisation et la collecte des meilleures pratiques ont été considérés comme les aspects les plus significatifs (mentionnés dans 47 réponses) concernant la manière dont le secteur privé pourrait contribuer à renforcer le rôle des femmes dans la gestion des catastrophes ou à accroître la participation des femmes, notamment en améliorant leurs connaissances financières et la connaissance de leurs droits (en cas de violence). Le soutien à la participation, au rôle et au leadership des femmes dans la gestion et la réponse aux catastrophes a également été fréquemment mentionné (40 réponses incluaient cet aspect) ; dans les négociations sur l'aide ou le soutien fourni par le secteur privé ; dans l'estimation des besoins et des défis des femmes et des filles dans les catastrophes (y compris les fournitures humanitaires pour répondre aux besoins des femmes, la protection et les centres pour femmes) ; et dans l'application d'une perspective de genre à la protection sociale, aux politiques et aux protocoles. En ce qui concerne les actions du secteur privé, il est important d'inclure les femmes dans les conseils d'administration, de leur donner les moyens de prendre des décisions et de soutenir les comités dirigés par des femmes pour coordonner les efforts de reconstruction. Il est nécessaire de soutenir la création de coopératives de femmes pour les activités de reconstruction et la revitalisation de l'économie. Il est également conseillé d'ajuster la programmation pour prendre en compte le rôle économique et reproductif des femmes dans les communautés.

Les résultats montrent que 47 personnes et bureaux ayant répondu à l'enquête avaient travaillé sur la question du genre en relation avec l'engagement du secteur privé dans la préparation, la réponse et le relèvement en cas de catastrophe, ou avaient abordé les besoins, les rôles et la participation des femmes au moins dans une certaine mesure (tandis que 53 personnes ont déclaré ne pas l'avoir fait). Ces expériences comprennent des formations suivies sur les projets relatifs au GiHA et rotatifs. Le Réseau du Vanuatu vient de recevoir une subvention pour mettre en place un réseau de soutien et de mentorat pour aider les femmes à relancer leur activité, ce qui était nécessaire en raison des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19. Le Réseau des Philippines est actuellement en train d'intégrer la dimension de genre dans les politiques et les projets. Le Réseau turc a travaillé avec le PNUD, ONU Femmes et l'Organisation internationale du travail (OIT) pour concevoir des enquêtes tenant compte de la dimension de genre. Il a également élaboré des séances d'information publiques et organisé un séminaire en ligne intitulé « *Comment la COVID-19 affecte-t-elle les femmes dans le milieu professionnel ?* », au cours duquel deux femmes entrepreneurs ont parlé des difficultés qu'elles rencontrent pour accéder au financement et au marché. Ils sont également en train de concevoir un nouveau programme avec le PNUD sur le développement de politiques pour l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et ont coopéré avec ONU Femmes, le FNUAP, Accor Hotels et Vodafone pour présenter d'exemples de lutte contre la VBG.

#### Expérience sur le genre dans la gestion des catastrophes par le secteur privé selon l'enquête



En revanche, 9 personnes n'avaient pas créé ou suivi de recherches, d'outils, de politiques, de ressources ou de formations sur le genre dans la gestion des catastrophes ou sur le genre dans la gestion des catastrophes par le secteur privé (préparation, réponse et relèvement), tandis que 5 personnes l'avaient fait dans une certaine mesure et 1 personne attendait le lancement de telles initiatives. Les réponses positives ont également mentionné l'implication d'une équipe spécifique au genre (Nations Unies) ou l'utilisation de plans de continuité des activités développés par le secteur privé. La PDRF a également mentionné les cours relatifs au genre dans l'action humanitaire (GiHA) et à la lutte contre la violence fondée sur le genre dans les situations d'urgence (« *Addressing Gender-Based Violence in Emergencies* »), auxquels ils ont accès par l'intermédiaire du FNUAP aux Philippines et qui visent à fournir aux participants du secteur privé des bases solides sur le sujet du genre.

En outre, 8 personnes n'ont pas été impliquées dans un dialogue ou une coordination relative à des réponses sensibles au genre par des entités du secteur privé dans la gestion des catastrophes (comme les sujets sur le genre abordés dans la coopération public-privé, la coopération Sud-Sud, les réunions du réseau de CBI/ARISE/Pacte mondial des Nations Unies, les réunions de coordination des Nations Unies/ONG, les discussions académiques sur le sujet, ou similaires), et n'ont pas coopéré avec des acteurs dans ce domaine. En revanche, 6 personnes avaient été impliquées dans un tel dialogue ou une telle coordination, et 1 personne attendait le lancement prochain d'une coopération déjà planifiée sur le genre. Parmi les réponses positives, citons la coopération en Turquie (RM de CBI) avec le PNUD, ONU Femmes, le FNUAP, le Pacte mondial des Nations Unies et deux grandes associations d'entreprises ; au Vanuatu avec Save the Children, Care International, World Vision, Croix-Rouge et le Gouvernement du Vanuatu ; et aux Philippines, une discussion est en cours avec le FNUAP sur l'élaboration de programmes qui encouragent le secteur privé à intégrer l'égalité entre les genres dans leurs programmes.

En outre, 5 personnes ont mentionné avoir appris, ou avoir été impliquées dans, des enseignements tirés ou des bonnes pratiques concernant l'application de la dimension de genre aux réponses du secteur privé dans la gestion des catastrophes ou dans le soutien aux entreprises appartenant à des femmes avant, pendant et après les crises.

Elles ont souligné le rôle des femmes dans les entreprises et les communautés, la participation à la planification et à la consultation (car la simple présence des deux

sexes minimise le risque que les préoccupations et les problèmes soient négligés), l'identification d'un plus grand nombre d'experts du genre et la formation d'un plus grand nombre de femmes et de MPME afin d'institutionnaliser des initiatives de planification, de mise en œuvre et de suivi de projets égalitaires en termes de genre. Le Réseau Membre de CBI en Turquie a signalé le besoin de mesures supplémentaires dans l'accès au financement, et le soutien accordé aux femmes entrepreneures et aux coopératives a augmenté. Un RM était en train de collecter les bonnes pratiques et la Vanuatu a préféré envoyer un rapport séparé.<sup>67</sup>

Les principaux freins et lacunes auxquels les bureaux sont confrontés dans le cadre d'un travail plus systématique sur le genre dans la gestion des catastrophes du secteur privé comprennent des connaissances et une expérience limitées et le manque de matériel existant. Il a été proposé de les aborder par le biais de modules de renforcement des capacités et de formation comprenant des exemples (5 réponses), des preuves d'impacts différenciés sur les entreprises dirigées par des femmes et l'application d'une approche systémique. Les réponses individuelles ont également porté sur l'accent mis sur les PME, plutôt que sur les grandes entreprises uniquement, sur le soutien au gouvernement, sur le recensement des réseaux, des ressources et de l'expertise des femmes, et sur l'intégration de la dimension de genre dans les politiques et les projets.

Enfin, 12 personnes ont répondu qu'elles souhaitaient coopérer avec CBI sur le thème du genre dans le secteur privé et la gestion des catastrophes et 3 personnes n'ont pas donné de réponse.<sup>68</sup> Les domaines d'intérêt pour la collaboration étaient les suivants : la réponse du secteur privé aux catastrophes (également lors de la pandémie de COVID-19) ; la migration et la mobilité humaine ; les entreprises familiales ; l'assurance ; le plaidoyer sur le sujet ; la formation ; la gestion des connaissances ; le manque de participation durable et égale des genres dans la prise de décision en matière de gestion des risques de catastrophes ; la planification et la mise en œuvre ; les processus de suivi et d'évaluation ; et les besoins de coopération pour inclure le genre dans l'agenda de chacun. D'autres besoins qu'il convient d'aborder ont été identifiés pour avancer sur le sujet.

67. Cf. Étude de cas sur le genre : les MPME du Vanuatu lors des doubles catastrophes pour obtenir plus d'informations.

68. Cela s'explique par le fait que l'enquête se présentait sous forme d'un questionnaire ouvert et que, dans certains cas, les réponses reflétaient des formes et des possibilités de coopération, mais ne fournissaient pas de réponse positive claire, de sorte qu'elles ne pouvaient être comptabilisées comme telles.

69. Les entretiens sont séparés en une première phase « recensement » et une seconde phase « études de cas ».

70. Inclus dans la section étude documentaire et dans la section « Ressources » de l'Annexe 1.

## Résultats des entretiens

Au total, 18 entretiens ont été réalisés au cours de la première phase,<sup>69</sup> auxquels 37 personnes ont participé. Parmi ces entretiens, trois se sont déroulés au sein du Secrétariat de CBI et 15 avec des partenaires, dont la Fondation Conrad N. Hilton, ONU Femmes, le Pacte mondial des Nations Unies, la Banque mondiale, le DRI, OCHA, la communauté des donateurs et différentes unités du PNUD (genre, réponse aux crises, RRC et relèvement). L'un des principaux objectifs des entretiens était d'affiner le recensement des documents et supports. Ceux-ci ont été inclus dans l'Annexe 1 et analysés dans la section sur l'étude documentaire. De nombreux acteurs ont reconnu que les ressources et les preuves sur les trois domaines combinés sont rares. ONU Femmes recense actuellement la RRC sensible au genre dans 3 000 documents, dont certains (mais pas tous) incluent le secteur privé. La première version a été lancée le 13 octobre 2020 sur PreventionWeb<sup>70</sup> à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophes.

En ce qui concerne les questions sur les besoins des femmes en cas de catastrophe auxquels le secteur privé pourrait répondre, et sur la manière dont le secteur privé pourrait aider à renforcer le rôle des femmes dans la gestion des catastrophes ou à accroître leur participation, l'importance du secteur privé a été soulignée, mais il a souvent été admis qu'il était nécessaire de l'étudier davantage. Les thèmes spécifiques qui ont été identifiés incluent les considérations de genre dans l'évaluation des besoins, dans les besoins des communautés (responsabilité envers les populations affectées) et dans la disponibilité de DVSA. Les responsabilités liées au genre ont été jugées importantes, car les femmes sont les premières à s'occuper des enfants, des personnes âgées et des groupes vulnérables, ce qui a un impact sur le rétablissement de la plupart des personnes vulnérables aux catastrophes. De ce fait, les femmes sont également plus susceptibles de perdre leur emploi lors d'une catastrophe. Les femmes migrantes sont particulièrement vulnérables, et le relèvement socio-économique doit inclure les migrants et tenir compte de leur sexe. Le secteur privé peut répondre à ces besoins ou y contribuer. La VBG, qui augmente lors des catastrophes, crée des risques supplémentaires pour les entreprises dirigées par des femmes, leur relèvement et leur survie. Les pertes et les écarts salariaux mettent en péril la reprise économique des femmes. Il a été jugé important d'établir des liens avec les ministères des femmes et les bureaux des catastrophes afin que les systèmes soient structurellement intégrés.

La fracture numérique entre les hommes et les femmes a été mentionnée à plusieurs reprises, notamment la manière dont les femmes et les hommes accèdent aux téléphones portables et aux informations, car il s'agit d'une source principale de communication en cas de catastrophe qui influence l'autonomisation. Le secteur privé pourrait jouer un rôle très important en donnant accès à ces sources d'information.

Il s'agit d'un rôle plus large joué par l'innovation et la technologie, ainsi que les besoins de renforcement des capacités concernant l'utilisation de ces technologies.

En ce qui concerne les entreprises, il a été jugé important d'aider le secteur privé à comprendre la perspective de genre, à la fois dans le savoir-faire et dans le mode d'emploi, et que la responsabilité sociale des entreprises (RSE) devrait être étendue au genre. Le rôle du secteur privé a été reconnu comme étant très large. Il a également été reconnu que certains pays et chambres de commerce sont plus avancés que d'autres, ce qui doit être pris en compte dans la conception. Les besoins des employés doivent également prendre en compte les femmes. Les principes d'autonomisation des femmes constituent la feuille de route des entreprises sur la manière d'autonomiser les femmes, mais ils ne portent pas spécifiquement sur les catastrophes. L'UNGC a remarqué que la COVID-19 provoque également les catastrophes dans son travail et a souligné la nécessité d'aider les entreprises à répondre aux crises en tenant compte de la dimension de genre, ainsi qu'à soutenir les survivants de la VBG.

Le travail lié à l'assurance a été jugé important en termes de prise en compte des besoins des femmes et d'élaboration d'offres adaptées aux femmes, compte tenu de leurs ressources limitées. Le rôle de plaidoyer du secteur privé en matière de genre a également été noté, car le secteur privé est souvent un expert en communication et en marketing (ou dispose des ressources nécessaires pour engager des experts dans ces domaines). Le secteur privé pourrait donc contribuer à adapter et à distribuer des messages visant à modifier les comportements et à lutter contre la surcharge de travail des femmes en matière de soins liés aux catastrophes. L'importance que revêt le genre dans les moyens de subsistance et l'autonomisation économique a été mentionnée, car les femmes constituent l'épine dorsale de l'économie locale. Les entreprises devraient être en mesure de trouver davantage d'informations sur les moyens par lesquels elles peuvent y accéder. Le secteur privé peut également participer à l'adaptation des produits humanitaires aux besoins des femmes dans différents secteurs vitaux, notamment les kits d'urgence. L'on peut également considérer comme préoccupant le fait que les femmes ne savent pas comment accéder à l'aide et à la protection sociale qui pourraient leur être offertes, par exemple dans le cadre de programmes de rémunération en espèces ou de microfinancement. Il peut exister un groupe de parties prenantes en matière de genre et un groupe du secteur privé dans la gestion des catastrophes, mais ils ne sont pas reliés entre eux et cela devrait également être abordé. Il a également été reconnu que le fait de cibler les femmes dans les opérations peut également créer une menace de VBG, à l'égard de laquelle le stress et l'exclusion des hommes ont été reconnus comme des facteurs importants.

### Assurances contre les risques climatiques tenant compte de la dimension de genre

L'assurance contre les risques climatiques (« *Climate Risk Insurance* » ou CRI) peut contribuer à protéger des particuliers, des petites entreprises ou des pays entiers contre les dommages causés par l'impact de phénomènes météorologiques extrêmes. Des opportunités à grande échelle émergent pour différents modèles de CRI. S'ils sont partiellement ou totalement subventionnés et s'ils font partie d'une stratégie plus large de gestion des catastrophes, les CRI permettent également aux pays exposés aux catastrophes de gérer eux-mêmes les risques de catastrophe plutôt que d'attendre l'aide internationale.

Les CRI sensibles au genre peuvent offrir une protection contre les risques qui tient compte des différences de vulnérabilité des femmes et des hommes aux risques climatiques et à la perte de bien-être due aux catastrophes. Les arguments en faveur de l'intégration des considérations de genre dans la CRI partent de l'hypothèse que les femmes et les hommes, ainsi que leurs entreprises, peuvent être touchés de manière différente par les catastrophes et s'engager ainsi dans divers modèles de CRI.

Cependant, les DVSA (données ventilées par sexe et par âge) ne sont souvent pas analysées ou utilisées pour informer la conception des produits, et les niveaux de participation des femmes dans la direction et la main-d'œuvre des différents modèles de CRI sont inconnus. Une plus grande sensibilisation aux avantages des CRI qui tiennent compte du genre est également nécessaire, car il existe différents niveaux de compréhension des dimensions de genre des CRI aux niveaux macro et méso.

Le secteur privé a un grand potentiel pour influencer la CRI qui tient compte du genre, et les MPME dirigées par des femmes peuvent en bénéficier de manière significative. Cependant, il n'est pas nécessaire de tout construire de manière indépendante, car une assistance est prévue. Des solutions pour aider les CRI qui tiennent compte du genre sont en cours d'élaboration et de publication. Par exemple, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a élaboré une liste de contrôle pour les concepteurs et les responsables de la mise en œuvre des assurances afin de les aider à atteindre les femmes productrices à chaque étape du processus et de renforcer l'accès des femmes productrices rurales à la CRI.

Sources : InsuResilience Global Partnership 2019 « [Integrating Gender Considerations into Different Models of Climate Risk Insurance \(CRI\)](#) » ; FIDA 2019 « [Making agricultural and climate risk insurance gender inclusive: How to improve access to insurance for rural women](#) » ; United Nations University « [Seven things you need to know about climate risk insurance](#) ».

Le secteur privé continue d'être dominé par les hommes<sup>71</sup>, ce qui affecte la situation des femmes. Même dans les entreprises familiales où les femmes sont souvent chargées de faire face aux situations, ce sont les hommes qui ont tendance à assister aux formations. Le DRI a indiqué que, selon ses statistiques, 35 % des professionnels de la résilience sont des femmes et que, dans de nombreuses conférences du secteur, seuls 10 % environ des intervenants sont des femmes. Lors des conférences du DRI, ce chiffre s'élève à 35 %, grâce en partie aux efforts de son comité « *Women in Business Continuity* ». Ce manque de représentation contribue également à rendre les besoins des femmes invisibles. Il est difficile pour les femmes d'aborder ces questions. Le renforcement du leadership des femmes est considéré comme un aspect important et le fait d'adopter de bonnes pratiques est un moyen puissant de souligner l'importance du sujet.

La COVID-19 a montré qu'il est important pour les entreprises de protéger le maillon le plus faible de la

chaîne d'approvisionnement (les femmes étant très prises par les responsabilités familiales et les soins, il s'agit souvent de MPME dirigées par des femmes). Il convient également de noter que pour la survie du secteur privé, il est important de comprendre son point de vue, la question de la durabilité et de parler le même langage. Cela peut signifier que le bien-être de leurs employées, par exemple, pendant la COVID-19, doit être exprimé si l'on part du principe que des employés en bonne santé sont plus efficaces. Les nouveaux modèles commerciaux ayant un impact social et environnemental peuvent s'attaquer à la fois à la COVID-19 et aux inégalités entre les genres. La COVID-19 a également amené les entreprises à prendre leur responsabilité sociale plus au sérieux et à soutenir les petites entreprises. Il a été souligné que les catastrophes vont augmenter à l'avenir ; aujourd'hui nous sommes touchés par la pandémie et demain ce sera la crise climatique, les femmes doivent donc être prises en compte dans la gestion des catastrophes du secteur privé.

71. Veuillez consulter le chapitre « Pourquoi le genre a-t-il son importance dans la gestion des risques de catastrophes par le secteur privé ? » pour obtenir plus d'informations et de contexte.

Le rôle actif des femmes a été reconnu, car dans de nombreuses cultures, les femmes sont souvent des leaders au niveau local. Les forces et les faiblesses des deux genres doivent être reconnues dans la gestion des catastrophes ; les hommes sont parfois considérés comme moins capables de faire face et de répondre à l'aspect émotionnel de la réponse adressée aux populations touchées, un aspect qui est également important au niveau local ; par conséquent, les groupes de réponse doivent également inclure des femmes. Une autre personne interrogée a mentionné que les femmes sont des leaders officieux, mais que cette tendance se perd dans une situation de crise.

La manière dont les MPME dirigées par des femmes reçoivent le soutien nécessaire est essentielle. Pour ce faire, les femmes doivent être impliquées dans la programmation dès le début et se voir offrir des opportunités professionnelles leur permettant de réaliser leur potentiel en tant qu'agents de changement dans les secteurs privé et public, afin de formaliser leur rôle d'agents essentiels à la survie mondiale.

La nécessité d'inclure les femmes a été soulignée lors des discussions sur l'évaluation des besoins et la prise de décision dans les opérations du secteur privé. Cela dépend également du contexte des normes culturelles. Toutes les régions sont affectées par le genre mais de manière différente, et il est par conséquent nécessaire d'avoir une compréhension spécifique au contexte. Il a également été souligné que toutes les femmes n'ont pas les mêmes besoins, l'âge influençant également la manière dont elles sont affectées dans différentes situations de vie. La capacité des femmes à s'engager sur les marchés et à collecter des données a été jugée importante pour l'implication du secteur privé.

L'on constate une augmentation significative de l'aide du secteur privé. Par conséquent, les réponses du secteur privé doivent être coordonnées dans la structure humanitaire et également dans les questions de genre pour s'assurer qu'elles sont intégrées plutôt que des actions séparées. L'importance du niveau local dans la recherche de solutions a été soulignée. Les entreprises à dominante masculine qui travaillent dans le domaine humanitaire sont invitées à se rapprocher des organisations féminines pour trouver des solutions adaptées aux femmes.

### Les bonnes pratiques en action : la coopération entre le secteur privé et les acteurs humanitaires

Les Réseaux Membres (RM) de CBI font état de progrès encourageants dans la coopération avec le secteur privé et les acteurs humanitaires.

Le secteur privé dispose d'un siège dans l'Équipe humanitaire de pays des Philippines, représenté par la Fondation philippine pour la résilience aux catastrophes (PDRF en anglais pour « *Philippine Disaster Resilience Foundation* »), qui coopère avec OCHA et rend compte à la défense civile. Le plan de réponse humanitaire à la pandémie de COVID-19 des Philippines comporte une section sur le genre et une section sur le secteur privé.

Au Sri Lanka, des progrès sont également en cours, puisque le RM de CBI coopère étroitement avec le gouvernement sur de nombreux thèmes liés au genre, comme le plaidoyer pour l'inclusion des femmes dans les équipes de recherche et de sauvetage, ce qui est important si l'on considère que, culturellement, les femmes ont besoin d'être secourues par des femmes. Dans ce contexte, le RM de CBI plaide en faveur de la prise en compte des besoins des femmes dans les conditions d'hébergement.

En outre, en ce qui concerne le dialogue et la coordination des réponses sexospécifiques des entités du secteur privé dans la gestion des catastrophes ou la coopération avec d'autres acteurs dans ce domaine, les acteurs ont déclaré avoir participé à des événements de CBI et d'ARISE, mais ceux-ci n'ont pas abordé les questions de genre. Des expériences individuelles de travail avec le l'UNGC soutenant les principes des femmes ont également été mentionnées.

Le Global Reference Group on Gender (groupe de référence mondial sur le genre), co-présidé par OCHA et Oxfam, a été mentionné mais son approche du secteur privé était limitée. Les expériences de coopération avec le PNUD et ONU Femmes incluent le programme *Business for Gender Equality* et le programme *We Empower*, en coopération avec le Pacte mondial, mais son volet « catastrophe » est limité.

Le soutien de *Business Call to Action (BCtA)* aux femmes entrepreneures a également été mentionné, ainsi que le Sceau pour l'Égalité des Sexes du PNUD pour les entreprises (l'initiative phare du programme *Business for Gender Equality*), bien qu'il intervienne dans le contexte du développement plutôt que de l'humanitaire. La collaboration avec les entreprises de téléphonie pour recenser et partager les informations et les SMS et le partage du travail avec les entreprises du secteur privé local, et pas seulement avec les femmes, ont également été considérés comme des aspects importants de la coopération. Il a également été noté que ces collaborations fonctionnent sous l'égide de la coopération gouvernementale, et que le soutien devrait donc commencer par là.

Les expériences de coopération avec ONU Femmes ont été mentionnées à plusieurs reprises, y compris le travail avec des réponses directes (le Mexique et l'Équateur ont été mentionnés ici) et cette coopération a été considérée comme importante pour permettre de voir si les actions sont sensibles au genre. En 2018, ONU Femmes et l'OIT, avec le financement de l'Union européenne, ont lancé le programme triennal *Win-Win : Gender Equality Means Good Business* (2018-2020), qui a été prolongé jusqu'en 2021. Le programme est mis en œuvre dans six pays pilotes : Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Jamaïque et Uruguay. Le programme Génération Égalité rassemble de nombreux acteurs, dont le secteur privé. Le Forum Génération Égalité (d'ONU Femmes et de l'OIT) planifie actuellement le cinquième forum, axé sur le thème « *Build Back Better* » (BBB) et la relance du secteur privé, en partenariat avec la Banque européenne d'investissement. Le dernier forum s'est tenu en 2018 au Chili.

Un besoin de coordination mondiale a été mis en évidence pour intégrer les opportunités que le genre et la participation du secteur privé apportent aux opérations sectorielles (approche par groupes sectoriels ou clusters), comme dans les actions basées sur l'argent liquide dans la sécurité alimentaire, l'hygiène dans le cluster Eau, assainissement et hygiène (WASH) et la protection dans les refuges. Les opportunités offertes par la technologie devraient être liées à cela, car on constate des résultats prometteurs quant à l'accès des femmes aux réponses en espèces et aux marchés grâce à la technologie. La Commission des femmes réfugiées (« *Women's Refugee Commission* ») a été reconnue comme un acteur important dans la lutte contre le mariage précoce des filles, ainsi que le rôle du secteur privé pour soutenir et créer des environnements sûrs.

Il a également été mentionné qu'au lendemain d'une catastrophe, tous les acteurs sont très désireux de coopérer. L'aspect psychosocial est présent, car les gens ont besoin de trouver un moyen de sortir d'une catastrophe et tous les acteurs veulent aller dans la même direction (bien qu'il y existe des différences entre les risques naturels et les situations de conflit à cet égard). Cependant, les plans de relèvement sont principalement créés avec les gouvernements ou les agences des Nations Unies (le secteur privé est encore souvent exclu). Le travail mis en place avec le secteur privé consiste principalement en des dons. Le secteur privé peut être intéressé par une approche sexospécifique mais ne sait pas comment procéder, et les Nations Unies doivent créer cette connexion et apporter ces connaissances. Il a été noté que les Nations Unies se concentrent sur les petites entreprises, alors que les grandes entreprises peuvent mieux offrir des ressources et peuvent jouer un rôle unique dans l'examen de la professionnalisation.

Des efforts de coopération ont également été opérés au sein des bureaux également, comme au sein du DRI, qui a intégré le Comité international des femmes dans la gestion de la continuité des affaires (« *Women in Business Continuity Management International Committee* ») pour un apprentissage partagé. De même, le BCI possède le groupe *Women in Resilience*. Les ONG travaillent dans ce domaine avec le genre aux niveaux local et national, notamment la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le programme de transfert de fonds *GiveDirect* et le comité *Bangladesh Rural Advancement Committee*, qui dispose d'un modèle diplômant permettant aux femmes de sortir de la pauvreté.

Surtout, sur l'aspect coopération, il a été souligné que comme les initiatives existent dans des domaines distincts, le travail qui a été fait dans ces différents domaines doit être mis en relation et connecté, tout en s'assurant de ce qui a été acquis dans différents espaces (y compris dans la pandémie de COVID-19).



Reconstruire en mieux (« *Building Back Better* ») à la Dominique après la saison des ouragans dévastatrice en 2017. Photo : Zaimis Olmos / PNUD de la Dominique.

Pour les enseignements tirés et les bonnes pratiques, les points focaux sur le genre dans différentes agences (Programme alimentaire mondial, UNICEF, etc.) ont été mentionnés, ainsi que le genre dans le travail post-catastrophe (comme les évaluations des besoins post-catastrophes). Le soutien au microfinancement et le travail du PNUD sur les certificats commerciaux pour les entreprises qui reconnaissent et traitent les questions de femmes et de genre (BCtA avec le genre ; Sceau pour l'égalité des genres ; *Gender in Business*) ont été reconnus comme de bonnes pratiques. Une bonne pratique consiste également à impliquer les femmes de manière précoce et systématique, afin de garantir leur participation tout au long du cycle de vie du projet.

Des cas spécifiques ont été mentionnés à partir du travail du PNUD mené en Équateur après le tremblement de terre, dans lequel le processus de relance économique s'est concentré sur les femmes et sur le fait de ne pas faire nuire à quiconque.

Cependant, l'on a tiré comme enseignements que les actions ciblées sur les femmes ont entraîné des VBG. Autre bonne pratique, l'Équateur a impliqué la Chambre de commerce car il est bénéfique que le secteur privé raconte cette histoire aux autres personnes dans un format de pair à pair car ils parlent le même langage. Au Costa Rica, le programme *More women, more nature* se concentre sur les micro et petites entreprises et a été lancé le 15 octobre 2020. Une province chinoise nous a également indiqué la nécessité de bénéficier d'un programme de réponse économique pour les PME, car les PME dirigées par des femmes n'avaient pas accès au soutien du gouvernement. Un autre bon exemple a été constaté dans la région Amérique latine et Caraïbes, à travers le petit projet « En Marcha » (« Ann Alé » en créole haïtien).

### Ann Alé - En Marcha

En coopération avec Koica, ce projet du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) a débuté au Mexique et a ensuite été étendu. Il soutient les microentreprises dans le cadre de la reprise économique après une catastrophe, en se concentrant tout particulièrement sur les entreprises dirigées par des femmes. Le projet effectue une évaluation de base pour comprendre la situation de l'entreprise, puis propose une formation et une subvention d'adaptation ou des outils.

Ann Alé a été mis en œuvre en Haïti en 2010, alors que le pays se remettait du tremblement de terre de 2010. Le projet a bénéficié d'un partenariat communautaire solide et a donc été bien accueilli par les communautés vulnérables. Les micro et petites entreprises dirigées par des femmes ont été incluses dans les activités de travail contre rémunération, car il était très important pour elles de prendre part à un travail aussi précoce en cas de catastrophe. Certaines de ces entreprises étaient informelles, mais elles ont ensuite été formalisées. Outre l'économie, cela a également contribué à l'estime de soi des femmes et a relancé la vie des femmes, plutôt que de simplement relancer les entreprises.

Ce petit projet du Mexique et d'Haïti a débouché sur une bonne pratique éprouvée, qui a été systématisée et mise en œuvre en Équateur après le tremblement de terre de 2015. Cette bonne pratique a maintenant été transférée sur un support numérique pour la COVID-19.

La Banque mondiale élabore des meilleures pratiques sur la manière dont la législation est intégrée dans les Caraïbes, en Amérique centrale, en Europe, en Asie centrale et en Afrique, afin de fournir des réponses basées sur des preuves, qui sont nécessaires pour convaincre les organisations qui ne travaillent pas directement avec le genre.

Plusieurs personnes ont également mentionné qu'il serait utile que CBi crée des projets et des meilleures pratiques pour donner l'opportunité d'apprendre avant une catastrophe, car il n'existe pas d'idée claire de ce qui devrait être fait. Il est important que ce matériel et ces formations soient accessibles à tous.

En ce qui concerne les étapes futures, plus précisément les principaux objectifs et lacunes à venir pour un travail plus systématique sur le genre dans la gestion des catastrophes du secteur privé ; ce qui serait nécessaire pour mieux intégrer les aspects de genre dans le travail ; la programmation future ; et si le bureau était intéressé par une collaboration future avec CBi dans ce domaine, toutes les personnes interrogées étaient intéressées par une coopération avec CBi. La majorité d'entre elles ont mentionné que le travail sur le genre au sein de CBi était nécessaire et très pertinent et qu'elles étaient intéressées par les résultats. La direction stratégique du PNUD au sens large a également été mentionnée, ainsi que le besoin urgent de commencer à tirer les conclusions qui s'imposent à l'égard du travail du PNUD sur le genre, le développement économique et la gestion des catastrophes.

Il a été jugé important de faire progresser le rôle que le secteur privé peut jouer dans la gestion des catastrophes, car le secteur privé est considéré comme ayant d'énormes capacités à faire changer les questions sociales telles que les inégalités entre les genres. Le genre n'est peut-être pas toujours la priorité absolue du secteur privé, mais il est considéré comme essentiel de travailler sur la dimension de genre pour créer des opportunités (pour accroître la compréhension de l'importance du genre). La mise en évidence des questions de genre peut susciter des frictions et doit donc être abordée avec prudence.

Il est reconnu que l'inclusion du genre dans les pratiques commerciales constitue une bonne pratique. Certains écarts affectent également les hommes. Deux personnes ont mentionné que l'élaboration d'un dossier commercial sur le genre pourrait être une option, car il est essentiel de discuter des chiffres si vous vous adressez à la direction de l'entreprise. Les exemples sont également essentiels car ils montrent que c'est possible. Il s'agit d'une manière de penser différemment, et les arguments commerciaux et les droits de l'homme ne s'excluent pas mutuellement. Toutefois, il est nécessaire de parler le langage des affaires et de réfléchir à la manière de présenter l'information.

Les domaines spécifiques pour le développement futur du domaine ont mentionné les pratiques innovantes sur les entreprises des femmes, sur le climat et le risque, l'accès à l'assurance et aux produits financiers pour les femmes et leurs moyens de subsistance, l'innovation et la technologie et le rôle du secteur privé dans ce domaine, le renforcement des capacités, la formation ciblée sur les femmes entrepreneures sur la planification des entreprises en fonction du risque, la VBG, la recherche, les moyens de subsistance et l'accès aux filets de sécurité, les systèmes d'alerte précoce et les services hydrométriques, l'intégration et la prise en compte du changement systémique, par exemple, les bureaux de pays des Nations Unies qui doivent s'engager dans les pays des RM de CBi pour intégrer également le secteur privé dans le code de conduite, les formations connexes et le principe visant à ne pas nuire (« *do no harm* »).

Il est important pour l'avenir de s'appuyer sur le travail existant avec le secteur privé au niveau local et régional,

ainsi que de coopérer avec les Réseaux de CBi pour recueillir des informations et les rendre disponibles, car c'est à ce niveau que le savoir-faire pratique et l'impact se produisent. L'assistance aux femmes par le biais du secteur privé, l'engagement du secteur privé en tant qu'employeur de femmes, l'implication directe du secteur privé dans l'interaction avec les femmes par le biais de cliniques de santé, de l'éducation et d'autres services ont tous été considérés comme des avantages importants. L'engagement direct avec les femmes a été reconnu comme un vecteur essentiel de succès, car il s'agit d'un dialogue sur ce que le secteur privé peut offrir et ce qui est nécessaire.

Souvent, les choses ne sont pas vues du point de vue des femmes, mais l'objectif ne devrait pas être que les femmes s'adaptent à un monde qui se construit en négligeant leurs besoins, comme la sécurité. Les femmes peuvent préférer gérer de petites entreprises à partir de leur domicile, car cela les protège et améliore leur statut social. Les femmes sont stratégiques et elles peuvent permettre d'identifier des solutions pour que le secteur privé s'adresse aux femmes, sur la base des besoins et de l'appropriation.

D'autres actions spécifiques ont été mentionnées, notamment la coopération avec les collègues chargés des questions de genre, l'analyse du rôle de GenCap dans la coopération avec les objectifs du secteur privé, le soutien aux organisations de femmes et l'amélioration du statut des femmes et des filles dans les organisations.

Remarque : dans des circonstances différentes (temps et portée), d'autres entretiens auraient été bénéfiques, en particulier pour approfondir les initiatives au niveau national, car la plupart des besoins et des exemples spécifiques provenaient de ce niveau. Les différents acteurs prennent en compte le genre d'une manière ou d'une autre et le recensement du champ d'action global nécessiterait des recherches plus approfondies. Il est apparu clairement lors des entretiens que plus on se rapprochait du niveau du terrain, plus il y avait de commentaires et de points de vue spécifiques sur le genre, le secteur privé et la gestion des catastrophes combinés.

## Priorités identifiées par le Secrétariat de CBi

Des réunions ont également eu lieu avec les membres du Secrétariat de CBi et plusieurs besoins ont été identifiés, notamment l'application d'une optique de genre dans les zones affectées par des conflits et/ou fragiles, la mobilité humaine et les déplacements forcés, la résilience des MPME, la planification de la continuité des activités, la mesure de l'impact, l'innovation et la technologie et les stratégies de partenariat.

Une attention particulière a été accordée à la nécessité d'assurer une formation et un renforcement des capacités en matière de genre pour les réseaux du secteur privé, d'appliquer une perspective de genre aux guides et matrices que les réseaux élaborent, aux indicateurs, aux produits de connaissance et à la composition des comités, ce qui influence ensuite la prise de décision.

# Chapitre spécial : COVID-19, genre et secteur privé

## La Covid-19 et le genre

Un nombre record de 235 millions de personnes auront besoin d'une assistance et d'une protection humanitaires en 2021, soit une augmentation de près de 40 % par rapport à 2020, qui est « presque entièrement due à la COVID-19 », selon le responsable des secours d'urgence des Nations Unies, Mark Lowcock<sup>72</sup>. La pandémie présente les caractéristiques de nombreux impacts sexospécifiques souvent observés lors d'une catastrophe de cette ampleur, avec de sérieuses implications pour la situation générale des genres dans le monde. Le rapport d'ONU Femmes *From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19*, publié en août 2020, estime que la pandémie fera passer 47 millions de femmes et de filles supplémentaires sous le seuil de pauvreté. Selon le rapport, le taux de pauvreté des femmes devait diminuer de 2,7 % entre 2019 et 2021, mais en raison de la pandémie et de ses retombées, les projections indiquent désormais une augmentation de 9,1 %.

L'impact de la réponse à la COVID-19 est **profondément génré** et exacerbe les inégalités de genre existantes, **creusant le fossé de la pauvreté** entre les femmes et les hommes. Lors de son discours virtuel en août 2020, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a souligné que la pandémie a déjà inversé des décennies de progrès limités et fragiles en matière d'égalité des genres et de droits des femmes. La pandémie met à nu les vulnérabilités des systèmes sociaux, politiques et économiques qui, à leur tour, amplifient les impacts de la pandémie.

Achim Steiner, administrateur du PNUD, souligne<sup>73</sup> que les femmes sont les plus touchées par la crise liée à la COVID-19 car elles sont plus susceptibles de perdre leur source de revenus et moins susceptibles d'être couvertes par des mesures de protection sociale : « Les femmes sont employées dans certains des secteurs les plus touchés, comme l'hébergement, la restauration et le travail domestique, et elles ont été particulièrement vulnérables aux licenciements et à la perte de leurs moyens de subsistance ». L'écart numérique entre les genres aggrave davantage la situation des femmes.

Bien que les canaux numériques puissent être une bouée de sauvetage dans les zones rurales, en fournissant des informations sur l'accès aux soins de santé ainsi que des mises à jour agricoles, la fracture numérique entre les

**La pandémie de Covid-19 est une crise sanitaire, une crise des soins et une crise économique, et chacune de ces crises comporte une dimension de genre qui ne peut être négligée.**



Intervention d'urgence dans le cadre de la COVID-19 au Bangladesh. Photo : Fahad Kaizer / PNUD au Bangladesh.

genres est particulièrement marquée pour les femmes rurales, qui ne représentent qu'un quart des utilisateurs de solutions agricoles numériques<sup>74</sup> (cf. *Étude de cas sur le genre : données et technologies pour obtenir plus d'informations*). Selon l'OIT, on estime que 72 % des travailleurs domestiques dans le monde auront perdu leur emploi d'ici juin 2020<sup>75</sup>.

Le rapport *From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19* d'ONU Femmes estime en outre qu'il existe un risque accru de VGB, d'exploitation et d'abus en raison de la restriction des déplacements, des pertes financières et du stress, ainsi que de la privation de pouvoir économique. Les services essentiels à la santé, à la sécurité, à la protection et au rétablissement des femmes et des filles ne constituent plus les préoccupations principales dans de nombreux contextes.

72. OCHA Global Humanitarian Overview 2021.

73. Programme des Nations Unies pour le développement et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, [COVID-19 will widen poverty gap between women and men, new UN Women and UNDP data shows](#), 2 septembre 2020.

74. Nations Unies, [Secretary-General's message on the International Day of Rural Women – 'Building Rural Women's Resilience in the Wake of COVID-19'](#), 15 octobre 2020.

75. Organisation internationale du travail, [Impact of the COVID-19 crisis on loss of jobs and hours among domestic workers](#) (Genève, Suisse, 2020).

Les personnes qui sont déjà les plus vulnérables, y compris les femmes déplacées et les travailleurs migrants (cf. *Étude de cas sur le genre : données et technologies* pour obtenir plus d'informations), sont particulièrement touchées par ces vulnérabilités. En cette année du vingtième anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, les avancées réalisées dans le cadre du programme « Femmes, paix et sécurité » sont les plus menacées.

Chaque société et communauté dépend des femmes pour assurer la sécurité et la résilience pendant la crise, qu'il s'agisse de la fourniture de soins essentiels, de la garde des enfants et du travail domestique, ou du maintien d'autres secteurs essentiels tels que le commerce de détail et l'approvisionnement alimentaire. Les travailleuses de la santé et les travailleuses communautaires représentent plus de 70 % de la main-d'œuvre de première ligne en cas de pandémie<sup>76</sup> et fournissent activement des soins informels (et non rémunérés).

Pourtant, les femmes continuent d'être sous-estimées, d'être systématiquement exclues de la prise de décisions au sujet de la COVID-19, y compris sur les défis de sécurité liés à la pandémie, et leurs capacités personnelles d'action et de choix sont drastiquement limitées. Une enquête menée auprès de 30 pays disposant de groupes de travail et de comités sur la COVID-19 a montré qu'en moyenne, seuls 24 % des membres étaient des femmes, et dans les pays touchés par des conflits, la représentation des femmes dans les groupes de travail sur la COVID-19 est encore plus faible, avec 18 %.<sup>77</sup> Les recherches montrent<sup>78</sup> que pour trois hommes cités dans la couverture médiatique de l'épidémie de COVID-19, seule une femme est citée. Dans les contextes fragiles, les femmes sont encore plus mises à l'écart du maintien de la paix et des solutions politiques, et leur pouvoir de décision et leur accès à l'information sont encore diminués par la pandémie.<sup>79</sup>

### Le soutien interorganisations GenCap essentiel et son importance dans la crise liée à la COVID-19

#### Qu'est-ce que GenCap et pourquoi est-ce important ?

Le Projet d'Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes (« *Gender Standby Capacity Project* » ou GenCap) interorganisation repose sur un partenariat entre OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires) et le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC). Créé en 2007, le Projet vise à renforcer les capacités et le leadership afin de respecter les engagements en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes et des filles dans l'action humanitaire. La nature et l'approche interorganisations de GenCap, sa neutralité et son indépendance, ainsi que l'expertise proposée par les conseillers seniors en genre sont considérées comme la principale valeur ajoutée du projet, grâce à laquelle il a promu avec succès l'utilisation de DVSA (données ventilées par sexe et par âge), permis le développement de stratégies de genre pour les Équipes humanitaires de pays (HCT en anglais pour « *Humanitarian Country Teams* »), fourni un soutien concret en matière de genre aux clusters (groupes sectoriels) et aux agences, a assuré la visibilité de l'égalité des genres dans l'agenda de l'Équipe de pays humanitaire, a influencé la prise de décision et l'allocation des ressources, a fait progresser l'autonomisation économique des femmes, le leadership significatif des groupes de femmes et la priorisation de la lutte contre la VBG (violence basée sur le genre), et a fait le lien entre la réflexion stratégique au niveau de l'équipe de pays humanitaire et des considérations opérationnelles pratiques, entre autres réalisations.

Selon l'évaluation humanitaire interorganisations (IAHE en anglais pour « *Inter-Agency Humanitarian Evaluation* ») récemment publiée sur l'Égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles (GEEWG en anglais pour « *Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls* »), le projet GenCap a été un facteur clé de succès contribuant à l'intégration du GEEWG dans les réponses humanitaires à long terme du Comité permanent interorganisations (CPI). Au niveau national, les conseillers principaux de GenCap ont été d'une aide précieuse, tant au niveau stratégique qu'au niveau des groupes sectoriels, pour documenter la programmation du GEEWG. Il a également été noté que les conseillers principaux de GenCap sont très appréciés et que leur présence a eu un effet catalyseur important sur l'opérationnalisation du GEEWG dans une réponse. Dans les contextes de crise où les conseillers principaux de GenCap étaient présents, l'opérationnalisation du GEEWG a progressé et la programmation et la coordination de l'égalité des genres ont connu des améliorations substantielles.

Bien que GenCap ait été très apprécié dans l'évaluation, il s'agit également d'un soutien temporaire de secours. L'évaluation du GEEWG a souligné que lors de catastrophes soudaines, le déploiement des conseillers principaux de GenCap peut souvent se faire après que les activités initiales de réponse de première ligne ont été développées ; et lorsque les conseillers principaux de GenCap terminent leur mission, la qualité de la programmation du GEEWG diminue souvent.

76. Mathieu Boniol et autres, *Gender equity in the health workforce: Analysis of 104 countries*, Health Workforce Working Paper, No. 1, Organisation mondiale de la santé, 2019.

77. Conseil de sécurité des Nations Unies, *Women and peace and security Report of the Secretary-General 2020*, (S/2020/946).

78. Women in Global Health, *OPERATION 50/50: Women's Perspectives Save Lives*, 10 juillet 2020.

79. McKinsey & Company, *COVID-19 and gender equality: Countering the regressive effects*, 15 juillet 2020.

Par conséquent, l'existence du rôle interorganisations en matière de genre au niveau de l'Équipe de pays des Nations Unies doit être considérée comme une norme, en plus des déploiements de GenCap.

#### Contribution de GenCap à la réponse à la COVID-19

GenCap a vu une augmentation des demandes de déploiement sur le terrain en 2020, en partie à la suite de l'impact de la COVID-19 sur les indicateurs de genre. GenCap a été déployé dans 16 contextes différents en 2020. Dans le même temps, le nombre de mois de déploiement des experts seniors en matière de genre dans le cadre du projet GenCap a presque doublé par rapport à 2019. Les déploiements ont été effectués conformément aux priorités à l'échelle du système, en s'engageant auprès de 13 des 25 contextes nationaux de l'appel coordonné (plan de réponse humanitaire).

Les récents déploiements de GenCap tiennent compte de l'impact de la COVID-19 : un soutien ciblé a été fourni au Niger sur l'Analyse rapide de genre sur la pandémie de COVID-19 ; à la Syrie sur la Stratégie de prévention de la pandémie COVID-19 dans les camps et les établissements informels, et sur la préparation et la réponse au cadre de surveillance de l'OMS pour la Syrie COVID-19 ; au Yémen sur le processus et la candidature à la fenêtre d'intervention d'urgence face à la COVID-19 du Fonds humanitaire et pour la paix des femmes ; et le groupe de résultats 2 du Comité permanent inter-agences (CPI) sur la responsabilité et l'inclusion (conseils pratiques pour la communication des risques et l'engagement communautaire pour les migrants, les réfugiés et autres groupes vulnérables dans le contexte de la réponse à la COVID-19).

En plus de GenCap, il existe également un Projet de capacité permanente de protection (ProCap en anglais pour « *Protection Standby Capacity Project* »), qui vise à renforcer la capacité de protection mondiale et à améliorer la réponse du système humanitaire en matière de protection. Pour en savoir plus et pour demander l'aide de conseillers en matière de genre et/ou de protection de votre pays, veuillez consulter la page Internet de GenCap et de ProCap.

Source(s) : OCHA 2019 « [GenCap Annual Report 2019](#) » ; CPI 2020 « [Inter-Agency Humanitarian Evaluation on Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls](#) » ; Correspondance avec l'équipe de direction de ProCap GenCap.

## Les solutions et le rôle du secteur privé

Investir dans la réduction des inégalités entre les genres n'est pas seulement intelligent et abordable, c'est aussi un choix urgent que les gouvernements peuvent faire pour inverser l'impact de la pandémie sur la réduction de la pauvreté. Le rapport d'ONU Femmes *From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19* estime qu'il suffirait de 0,14 % du PIB mondial (2 000 milliards de dollars américains) pour sortir le monde de l'extrême pauvreté d'ici 2030, et de 48 milliards de dollars américains pour combler l'écart de pauvreté entre les hommes et les femmes. Toutefois, ce chiffre pourrait être beaucoup plus élevé, surtout si les gouvernements n'agissent pas, ou s'ils agissent trop tard.

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a exhorté<sup>80</sup> les gouvernements à placer les femmes et les filles (en particulier leur inclusion, leur représentation, leurs droits et leur protection) au centre de tous les efforts visant à lutter contre la crise liée à la COVID-19 et à s'en relever, soulignant qu'il est tout aussi important de mettre de l'argent à disposition des femmes travaillant dans les économies formelles et informelles : « Les transferts d'argent, les crédits et les prêts devraient être destinés aux femmes, afin d'atténuer l'impact immédiat des pertes d'emploi et des responsabilités accrues en matière de soins ».



Femmes travaillant chez MAS Intimates Private Limited au Sri Lanka. Photo : Unichela Panadura / Facility MAS Intimate.

**L'objectif principal de l'offre de services en matière de genre du PNUD pour la pandémie de COVID-19 pour le secteur privé (« *Gender Service Offer for the Private Sector* ») est de sauvegarder la résilience et la viabilité du secteur privé, en veillant à ce que les obstacles structurels affectant les femmes soient abordés pour empêcher l'exacerbation des inégalités de genres en raison de la crise de COVID-19, afin de préserver et de faire progresser les ODD.**

Il a également souligné que les millénaires de patriarcat ont créé un monde dominé par les hommes, avec une culture dominée par les hommes qui nuit à tout le monde (femmes, hommes, filles et garçons), et a ajouté que nous avons la possibilité de reconstruire, en créant des sociétés plus égales, plus inclusives et plus résilientes. Dans son message pour la Journée internationale des femmes rurales, le 15 octobre 2020, le Secrétaire général a souligné qu'il était impératif d'« investir dans les femmes rurales » pour leur permettre d'accéder aux soins de santé, à la protection sociale et à l'information agricole ; de combler la fracture numérique ; de répondre à la « pandémie fantôme de la violence à l'égard des femmes » ; de s'attaquer aux lois foncières et successoriales discriminatoires qui exposent les femmes rurales à la perte de leurs sources de revenus ; et de soutenir les soins non rémunérés et le travail domestique des femmes.

Le secteur privé peut répondre à bon nombre de ces besoins dans le cadre de sa gestion de la catastrophe due à la COVID-19. Par exemple, il peut s'attaquer à la fracture numérique entre les genres au sein de la communauté, ou s'assurer que ses employés disposent de l'équipement numérique nécessaire pour effectuer leur travail (cf. *Étude de cas sur le genre : données et technologies* pour obtenir plus d'informations).

Les entreprises doivent également protéger leurs travailleurs, leur marché et leurs chaînes d'approvisionnement en intégrant la perspective de genre,<sup>80</sup> en tenant compte des réalités des femmes, car leur travail de soins et leur travail à domicile sont souvent flous. Il est temps de trouver des solutions commerciales innovantes. L'absence de mise en œuvre de ces solutions ou l'ignorance de la sensibilité au genre influenceront le relèvement futur. Deux recommandations du rapport *From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19* d'ONU Femmes concernant l'effort partagé de la réponse et du rétablissement à la COVID-19 sont également particulièrement pertinentes pour le secteur privé.

La première encourage les parties prenantes à s'attaquer aux impacts économiques de la pandémie et à ses ravages sur l'emploi et les moyens de subsistance, en déclarant que « l'éradication des inégalités sur le marché du travail est plus urgente que jamais, notamment pour remédier à la ségrégation professionnelle, aux écarts de rémunération entre les genres et à l'accès insuffisant à des services de garde d'enfants abordables ». L'amélioration de la collecte de données sur le genre et le développement de la recherche sur les impacts sexospécifiques de la COVID-19, notamment sur les personnes les plus marginalisées, sont soulignés comme particulièrement essentiels. Des données plus ventilées sur les cas, les décès, les hospitalisations et les tests sont essentielles pour comprendre l'impact de la pandémie sur les différents groupes de femmes. Le secteur privé peut contribuer à cette ventilation de plusieurs manières et la disponibilité de ces données jouera un rôle important dans le développement futur du domaine du genre, du secteur privé et de la gestion des catastrophes.

La pandémie de COVID-19 est susceptible de se prolonger et il est donc important de prendre en compte le genre dans la réponse à la pandémie et le rétablissement après celle-ci, pour faire en sorte que le rétablissement s'adresse à la majorité des populations vulnérables. La mise en relation des différents acteurs de l'égalité des genres, tels que les bureaux nationaux pour l'égalité des genres, peut créer un environnement propice à une réflexion nouvelle, latérale et à des solutions à long terme. Les Nations Unies peuvent servir de passerelle entre le secteur public et le secteur privé, ce qui est plus nécessaire aujourd'hui que jamais.



Femmes et entreprises, Sri Lanka. Photo : PNUD au Sri Lanka.

80. United Nations News, [Generations of progress for women and girls could be lost to COVID pandemic, UN chief warns](#), 31 août 2020.

81. Programme des Nations Unies pour le développement, [UNDP COVID-19 BIZ4GE: Business for Gender Equality Programme for a gender responsive COVID-19 action](#), Brochure pour les partenaires du secteur privé.

# Les Nations Unies et le secteur privé abordent la question du genre dans la crise de la COVID-19

L'outil de suivi *Global Gender Response Tracker COVID-19* a été lancé le 28 septembre 2020<sup>82</sup> par le PNUD et ONU Femmes. Il suit les mesures politiques adoptées par les gouvernements du monde entier pour faire face à la crise de COVID-19, et met en évidence les réponses qui ont intégré un prisme de genre. Il comprend des mesures nationales qui s'attaquent directement à la sécurité économique et sociale des femmes, notamment au travail de soins non rémunéré, au marché du travail et à la violence à l'égard des femmes. L'outil de suivi *Gender Response Tracker* comprend plus de 2 500 mesures dans 206 pays et territoires et analyse spécifiquement les mesures gouvernementales intégrant un prisme de genre dans trois domaines : celles qui s'attaquent à la violence contre les femmes et les filles, celles qui soutiennent les soins non rémunérés et celles qui renforcent la sécurité économique des femmes. Les données du tracker montrent que la plupart des pays du monde ne font pas assez pour protéger les femmes et les filles des retombées économiques et sociales de la crise de la COVID-19.

Le programme *Business for Gender Equality* du PNUD inclut désormais les catastrophes liées à la pandémie de COVID-19.



Activités de réponse à la COVID-19 au Bangladesh.  
Photo : Fahad Kaizer / PNUD au Bangladesh.

## Le programme du PNUD pour l'égalité entre les genres *Business for Gender Equality* dans le cadre de la COVID-19

Le programme du PNUD *Business for Gender Equality* a créé une brochure pour les partenaires du secteur privé afin d'aborder la question du genre dans la préparation, la réponse et le rétablissement à la COVID-19. Il se concentre sur la protection des travailleurs, des lieux de travail et de la chaîne d'approvisionnement, en particulier dans le contexte des entreprises appartenant à des femmes et des MPME, ainsi que sur la fourniture et le conseil de solutions partagées pour la mise en œuvre d'une gestion de la COVID-19 sensible au genre.

Le programme reconnaît que les impacts de la réponse à la COVID-19 (par exemple, le confinement, la distanciation sociale et les fermetures des écoles) ne sont pas répartis de manière égale : les actions liées à la COVID-19 qui tiennent compte du genre dans le secteur privé reconnaissent que la crise de la COVID-19 a un impact socio-économique profond sur les personnes et l'activité économique en général, mais un effet prononcé sur les groupes hautement vulnérables, en particulier les femmes. Les réponses du secteur privé doivent en tenir compte.

82. L'outil COVID-19 *Global Gender Response Tracker* est disponible [ici](#).

La troisième édition du rapport intitulé *Global Humanitarian Response Plan COVID-19 Progress Report* (rapport d'activité du Plan mondial de réponse humanitaire pour la COVID-19) de septembre 2020<sup>83</sup> reconnaît que la COVID-19 a aggravé les vulnérabilités et les inégalités existantes, et que les signalements de VBG ont augmenté de façon spectaculaire. Il reconnaît également le rôle du secteur privé dans le cadre du plan. Bien que les services ciblant la VBG, y compris la prise en charge clinique du viol, soient des services essentiels pour sauver des vies dans des contextes d'urgence, le financement de la prévention et de la réponse à la VBG reste inexcusablement faible. Cette situation est particulièrement préoccupante dans les pays fragiles et touchés par des conflits, qui connaissent une crise humanitaire permanente et où l'impact direct et indirect de la pandémie a été encore amplifié.

Le rapport indique que, comme dans d'autres crises, les organisations locales dirigées par des femmes sont souvent les premières à réagir pendant une crise. Elles disposent de réseaux solides et de la confiance de la communauté, ce qui les aide à identifier les groupes les plus vulnérables ayant besoin d'aide. Elles apportent également leur expérience, ayant joué un rôle dans des situations d'urgence passées, ce qui rend leur leadership et leur participation essentiels à une réponse humanitaire efficace. Cependant, le rapport ne mentionne pas la coopération du secteur privé avec ces groupes.

En conclusion, le domaine de la gestion des catastrophes aborde la question du genre et inclut le secteur privé, mais il n'aborde pas la question de la coopération entre les deux, alors qu'il existe un lien évident mais inexploité entre les actions du secteur privé et la réponse aux besoins des femmes.

#### Le besoin croissant de coordination en matière de genre dans l'agenda de la réponse à la pandémie de COVID-19

En Afghanistan et au Yémen, la relance des groupes de travail sur le genre dans l'action humanitaire et des réseaux de genre a permis de donner la priorité à l'égalité des genres dans la réponse à la pandémie de COVID-19. Dans ces deux pays, davantage d'organisations de la société civile dirigées par des femmes participent aux structures de coordination de l'action humanitaire et de l'égalité des genres, avec le soutien d'ONU Femmes, de l'*International Rescue Committee* et d'OCCHA. Des analyses et des mises à jour régulières sur le genre sont élaborées et partagées avec les équipes humanitaires de pays afin de maintenir à l'ordre du jour les questions liées au genre et aux femmes, à la paix et à la sécurité.

En Irak, en Libye, au Myanmar et au Yémen, l'inclusion des femmes et des filles déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans les discussions de groupe et les consultations d'évaluation des besoins humanitaires a renforcé et documenté la réponse à la COVID-19 pour s'assurer qu'elle répond aux besoins distincts des femmes et des filles affectées par la crise.



Culture de gombo au Bénin, 2020. Photo : PNUD au Bénin.

<sup>83</sup>. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, *Global Humanitarian Response Plan COVID-19, Progress Report, Third Edition*, 2020

## La COVID-19 offre une fenêtre d'opportunité pour le genre, le secteur privé et la gestion des catastrophes

La COVID-19 s'est avérée être un défi économique important, mais parallèlement à son impact sur l'économie et le secteur privé, elle a également accru l'intérêt pour l'inclusion du secteur privé dans le domaine existant du genre et de la gestion des catastrophes. La pandémie de COVID-19 a suscité un afflux de publications sur la gestion des catastrophes liées au genre et au secteur privé - une question rarement abordée dans les publications ou les documents avant la crise. La pandémie a également mis en lumière les inégalités structurelles au sein des sociétés, l'impact disproportionné des effets de la pandémie sur les femmes et les filles et les changements nécessaires au niveau politique pour y remédier.

Malgré ses effets terrifiants sur la pauvreté et l'inégalité entre les genres, la COVID-19 offre également une occasion unique de développer une perspective de genre pour la gestion des catastrophes et la RRC dans le secteur privé. La crise affecte actuellement les trois domaines (secteur privé, genre et gestion des catastrophes), et cela représente une opportunité sans précédent de travailler ensemble pour identifier les structures et les liens genrés entre ces domaines afin de les développer. Cependant, comme c'est souvent le cas pour les opportunités de catastrophes, cette fenêtre va rapidement se refermer. L'absence de prise en compte du genre dans la réponse à la pandémie, le rétablissement et la reconstruction en mieux (BBB) pourrait avoir des effets dévastateurs sur la situation des femmes, qui sont lourdement touchées par la pandémie. L'implication des organisations de femmes au niveau national et communautaire devient essentielle pour comprendre la situation sur le terrain.

En plus de l'apprentissage de ce tout nouveau domaine, les pratiques BBB inspirées par la pandémie permettront aux femmes de s'impliquer dans la relance de l'économie verte et d'avoir ainsi un impact plus important sur les questions de changement climatique, les femmes étant considérablement désavantagées par les effets du changement climatique.



Covid-19 au Togo. Photo : Emile Kenkou / PNUD au Togo.

# ÉTUDES DE CAS

## Sur le genre le secteur privé et les catastrophes

« Nous apprenons par la pratique et en augmentant les chances de succès dans notre travail pour la communauté mondiale, les plus vulnérables et les plus marginalisés »<sup>84</sup>  
- Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies



84. Stratégie de données du Secrétaire général d'Action by Everyone, Everywhere.

# ÉTUDE DE CAS SUR LE GENRE : MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (MPME) AU VANUATU LORS DES DOUBLES CATASTROPHES

Connecting Business initiative (CBI) d'OCHA et du PNUD



Pays	Vanuatu
Région	Le Pacifique
Coordinateurs de projet	Mise en œuvre par le Vanuatu Business Resilience Council (VBRC), un Réseau Membre de CBI  Financé par le Women's Peace and Humanitarian Fund COVID-19 Emergency Response Window
Domaine de résultat clé	Participation des femmes propriétaires de petites entreprises à la reprise économique de leurs communautés
Délai de mise en œuvre du projet	Octobre 2020 à octobre 2021

# CONTEXTE

## Petits États insulaires en développement

Les petits États insulaires en développement (PEID) sont des îles situées dans la mer des Caraïbes et dans les océans Atlantique, Indien et Pacifique. Ils comptent parmi les plus beaux endroits de la planète, mais leur taille généralement réduite et leur caractère relativement isolé leur posent plusieurs problèmes. Dépendants des importations, ils sont extrêmement vulnérables au changement climatique et, en raison de la structure limitée de leurs moyens de subsistance, à une exposition aiguë aux chocs économiques échappant à leur contrôle.

## Doubles catastrophes

Le Rapport d'évaluation mondiale de 2019 des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe (GAR) aborde la nature systémique du risque, prédisant que ce siècle sera probablement dominé par l'émergence de risques dynamiques à grande échelle qui ont intrinsèquement des impacts économiques, sociaux et environnementaux, les trois domaines sur lesquels les ODD sont construits. Les causes profondes des risques les rendent interconnectés, et l'on s'attend à ce que l'occurrence de double catastrophe augmente à l'avenir.

Moins d'un an après la publication du GAR de 2019, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié la COVID-19 de pandémie. La pandémie de COVID-19 est une manifestation complexe du risque systémique, car elle comporte des éléments de surprise et de non-linéarité. La COVID-19 est une crise sanitaire, une crise des soins et une crise économique. Selon l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies, la pandémie de COVID-19 entraînera une contraction du secteur du tourisme dans les PEID de 20 à 30 % en 2020. Cette estimation est probablement minimisée pour les pays qui dépendent des touristes étrangers, car les données récentes sur le trafic aérien quotidien indiquent une chute de près de 80 % depuis janvier 2020.

Néanmoins, la pandémie n'empêche pas l'apparition de risques naturels. Le 5 avril 2020, le cyclone tropical Harold (un cyclone de catégorie 5) a frappé le Vanuatu, affectant les moyens de subsistance et les habitations de plus de 100 000 personnes dans les îles du nord (dans une île comptant moins de 300 000 habitants). Ces crises ont exposé la population du Vanuatu à des risques accrus, tant sur le plan économique que social.

Les doubles catastrophes sont difficiles à gérer, car elles ont des effets cumulatifs et interconnectés. Le tourisme représentant environ 40 % du PIB du Vanuatu et les frontières étant désormais fermées en raison de la pandémie de COVID-19, de nombreuses entreprises du Vanuatu ont également fermé, ou risquent de fermer, en raison de la perte de revenus. Les opportunités d'importation et d'exportation ont également disparu en raison de la réduction des réseaux de transport. En outre, de nombreux habitants du Vanuatu sont des agriculteurs de subsistance, ce qui se traduit par une économie monétaire interne très limitée. Cette microéconomie signifie que les entreprises qui dépendaient du tourisme, par exemple, ne sont pas en mesure de s'adapter facilement, car il existe très peu de nouvelles alternatives viables.

## Micro, petites et moyennes entreprises (MPME)

Les entreprises locales et les MPME sont au premier plan de la réponse sur le terrain et sont généralement les principaux fournisseurs d'emplois et de moyens de subsistance pour les populations locales au Vanuatu. Tirer parti des chaînes d'approvisionnement des grandes entreprises a également été identifié comme un moyen efficace de renforcer la résilience des MPME.



Photo : Karina Coates / OCHA.

### LA LUTTE D'UNE PME DIRIGÉE PAR DES FEMMES AU VANUATU

Tauranga Farm est une ferme semi-commerciale, dirigée par Alice Manuake, qui place les femmes au premier plan dans l'agriculture. Elle possède une parcelle de 25 hectares dans la région de Snakes Hill, dont la moitié est cultivée. L'exploitation jouit d'un bon niveau de mécanisation et dispose, par exemple, d'un tracteur. Elles produisent principalement des produits maraîchers, qu'elles vendent au marché municipal principal et à des détaillants tels que Traverso ou Au Bon Marché.

Depuis la COVID-19, l'exploitation de Tauranga Farm a vu la demande pour ses produits chuter d'environ 50 % et a donc réduit sa production en conséquence. Cette situation a été exacerbée par des problèmes d'approvisionnement, comme l'indisponibilité des semences majoritairement utilisées. Les membres de la communauté locale travaillent sur l'exploitation, et la baisse de la production signifie que la quantité de travail communautaire a diminué d'un tiers. Avec la baisse de la demande, elles ont diversifié leurs produits (par exemple, en produisant des paniers de légumes pour les vendre aux employés de bureau) et ont réduit le prix de certains produits. Les coûts d'approvisionnement, comme le carburant ou les semences, restent un coût élevé pour ces agricultrices.

Source : Rapport sur les perspectives économiques du Vanuatu (2019).

# LE PROJET PHOENIX - UNE ÎLE PEUT-ELLE SE RELEVER ET SE REMETTRE D'UN CYCLONE ?

## Évaluations

Au cours de l'analyse effectuée après la fermeture des frontières, le Vanuatu Business Resilience Council (VBRC) (membre de la Connecting Business initiative (CBI) d'OCHA et du PNUD) a remarqué que les MPME dirigées par des femmes étaient surreprésentées dans les secteurs les plus durement touchés, comme les industries artisanales (connues localement sous le nom de « mama industries »), qui étaient autrefois populaires auprès des touristes. Les industries dominées par les hommes, comme la pêche et les transports, ont été beaucoup moins touchées. La coopération existante avec les organisations internationales a aidé à comprendre les perspectives de genre. Fort de ces connaissances, le VBRC s'est concentré sur les femmes propriétaires de petites entreprises lorsqu'il a formulé ses actions et donné sa réponse au secteur privé dans un scénario de double catastrophe.

## Principaux objectifs

Le Projet Phoenix (Phoenix Project) vise à accélérer la reprise économique en apportant un soutien ciblé aux femmes propriétaires de petites entreprises qui, à leur tour, contribueront à la reprise économique de leurs communautés. Les femmes chefs d'entreprise participantes recevront les outils nécessaires pour surmonter la période actuelle de ralentissement économique, avant d'être aidées à rétablir leur activité dans la capitale, Port Vila.



Une enfant porte une aide alimentaire après le cyclone Pam au Vanuatu, en 2015.  
Photo : Victoria Cavanagh / WFP.

## Produits et résultats

Les produits (outputs) du projet comprendront l'organisation d'un ensemble de séances de coaching de vie, de formation aux compétences commerciales et de programmes de développement de réseaux, ainsi que l'octroi de subventions en espèces.

Les résultats recherchés visent à permettre aux femmes propriétaires de petites entreprises d'augmenter leur capacité à gérer plus efficacement leurs affaires, à avoir un impact positif sur l'économie locale et à améliorer les réseaux de soutien dirigés par des femmes. Ces résultats contribueront à leur tour à rendre les communautés plus stables et les familles plus autonomes et dynamiques.

## Caractéristiques

Le Projet Phoenix vise à aider les femmes non seulement à maintenir leurs entreprises, mais aussi à offrir un encadrement et un leadership aux femmes de leur communauté, en leur donnant de l'espoir et un sentiment de confiance en l'avenir. Les participantes seront sélectionnées sur la base des critères suivants :

1. Femme citoyenne du Vanuatu
2. Expérience dans la gestion de leur propre entreprise, laquelle est en déclin ou a fermé en raison de la situation liée à la COVID-19
3. Capacité avérée à employer du personnel
4. Avoir une idée d'entreprise viable qui leur permettra d'être soit une entreprise individuelle, soit un employeur
5. Niveau d'alphabétisation élémentaire
6. Être disponible pour consacrer en moyenne une journée entière par semaine à ce projet, sur une période d'environ 30 semaines d'accompagnement actif

Le projet est axé sur le développement de réseaux par les participantes, pour elles-mêmes et pour les femmes de leur communauté. Par exemple, la formation d'un réseau de femmes d'affaires se concentrera sur le développement d'un groupe de pairs composé de femmes issues du monde des affaires et des participantes elles-mêmes. En raison de la nature du rassemblement d'un groupe de femmes chefs d'entreprise de différents secteurs commerciaux/industriels, les partenariats avec les groupes industriels seront déterminés par les participantes et le secteur qu'elles représentent. Le développement des compétences de leadership communautaire des femmes conduira à la création de partenariats au sein du réseau qu'elles ont établi.

Afin de mieux se conformer au principe visant à « ne pas nuire », le projet coopère avec le Centre des femmes du Vanuatu, qui relève du ministère de la Condition féminine (*Department of Women's Affairs*). Le personnel qualifié du centre aidera les femmes à comprendre et à identifier les risques et à les gérer au mieux, et leur fournira des informations sur les ressources de soutien disponibles au Vanuatu.

Le projet a identifié des moyens d'assurer la durabilité des avantages du projet, notamment en ayant une vision à long terme, en mettant l'accent sur les partenariats, en documentant convenablement les résultats du projet et en diversifiant les sources de financement.

## Reconstruire en mieux (BBB) grâce à une fenêtre d'opportunité

Le Secrétaire général des Nations Unies souligne que pour aborder la question du genre, il est important de mettre de l'argent à disposition des femmes travaillant dans les économies formelles et informelles : « les transferts d'argent, les crédits et les prêts devraient être destinés aux femmes, afin d'atténuer l'impact immédiat des pertes d'emploi et des responsabilités accrues en matière de soins ».

Le Projet Phoenix vise à y parvenir en impliquant les femmes par le biais de l'évaluation, de la mise en œuvre et de partenariats avec des organisations de femmes qui peuvent donner des conseils sur le contexte et les besoins locaux. L'alliance du secteur privé, du gouvernement, des femmes et des organisations de femmes est essentielle pour de telles opérations. Le VBRC en est déjà au stade de la planification pour l'identification des experts et l'utilisation des matériaux pour de futurs plaidoyers.



Les membres de la communauté Mataso font leur retour à Mataso. Ils avaient été évacués de leur île vers la capitale Port Vila, au Vanuatu, avant le passage du cyclone Pam.  
Photo : Yaelle Link / OCHA.

Malgré son enthousiasme, le VBRC est également inquiet au sujet des autres questions de genre dans les catastrophes. La VBG a été considérée comme un problème dans un scénario stressant de double catastrophe. La violence domestique est un problème important dans la région et, selon le président du VBRC, elle connaît « une augmentation massive lors des catastrophes ». Il a été jugé important de cibler à la fois les hommes et les femmes dans la communication de pratiques constructives de gestion du stress.

La mise en place d'un programme de gestion du stress dans les entreprises a été considérée comme une partie essentielle du projet, ainsi que de la planification de la continuité des activités à l'avenir, car elle contribue à la création de foyers sûrs et aide les personnes et les entreprises à se rétablir plus rapidement.

L'autonomisation économique des femmes fait plus qu'augmenter leur résilience économique ; elle peut changer la vie des femmes grâce à une autonomisation générale et une meilleure estime de soi. Selon les principes de la fenêtre d'opportunité créée par les catastrophes dans un contexte où les femmes peuvent s'adapter à de nouveaux rôles dans une société, le Projet Phoenix pourrait jeter les bases d'un avenir plus égalitaire entre les genres, au bénéfice de l'île entière.



Les membres de la communauté Mataso font leur retour à Mataso. Ils avaient été évacués de leur île vers la capitale Port Vila, au Vanuatu, avant le passage du cyclone Pam. Photo : Yaelle Link / OCHA.

**Photo de couverture :** Relèvement du Vanuatu après un cyclone. Photo : Glen Craig, Vanuatu Business Resilience Committee.

**Remerciements :** Document du Projet Phoenix du VBRC ; interview de Glen Craig, Président du VBRC ; [United Nations Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction \(2019\)](#), Joseph-Brown, Lynette S. et Tuiloma-Sua, Dawn (2012) : [Integrating Gender in Disaster Management in Small Island Developing States: A Guide](#), PNUD à Cuba, à la Barbade et de l'OECO, PNUD du Centre du Pacifique : Initiative de gestion des risques liés aux Caraïbes.

**Coordinnées :** Karen Smith, coordinatrice de CBi, karen.smith@undp.org

Si vous souhaitez obtenir plus d'informations, veuillez consulter : <https://www.connectingbusiness.org/>

## ÉTUDE DE CAS SUR LE GENRE : DÉPLACEMENT DANS LES CONTEXTES FRAGILES



Pays

Philippines, Rwanda, Sri Lanka, Tanzanie, Ouganda

Région

Asie et Afrique

Domaine de résultat clé

Le secteur privé aborde la notion de genre dans les déplacements et les migrations forcées

## DÉPLACEMENT ET MIGRATION FORCÉE

En ce qui concerne la mobilité humaine et la migration forcée, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR en anglais pour « *UN Refugee Agency* ») estime que 75 % des réfugiés et des personnes déplacées sont des femmes et des enfants. L'inclusion des femmes dans la formulation des réponses doit donc être considérée comme la méthode la plus directe pour que ces réponses soient adaptées à l'objectif recherché, d'autant plus que les femmes sont aussi souvent les principales personnes en charge des enfants et celles qui connaissent le mieux leurs besoins.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) déclare qu'il est reconnu que le sexe, le genre, l'identité de genre et l'orientation sexuelle d'une personne façonnent chaque étape de l'expérience migratoire. Le genre influence les raisons de la migration, les personnes qui migrent et vers où, la manière dont les personnes migrent et les réseaux qu'elles utilisent, les opportunités et les ressources disponibles dans les destinations, et les relations avec le pays d'origine.



Femmes déplacées à l'intérieur du pays en Somalie. Photo : Tobin Jones / AU UN IST.

## TRAVAIL SUR LE GENRE DANS LE SECTEUR PRIVÉ AU SRI LANKA

L'A-PAD (Alliance Asie-Pacifique pour la gestion des catastrophes) Sri Lanka, un Réseau Membre de CBI, travaille sur les questions de protection et mène des actions de sensibilisation humanitaire auprès du secteur privé après les conflits. Ces activités sont guidées par un manuel spécialement créé pour les besoins locaux du secteur privé, basé sur les normes minimales de réponse aux catastrophes émises par le Sphere Project. Ces normes ont été traduites en langues locales. Grâce à ce travail, le secteur privé a été encouragé à former des partenariats avec le secteur humanitaire, notamment pour la protection des filles et leur droit à l'éducation. L'A-PAD Sri Lanka facilite cela en coopération avec les gouvernements nationaux et locaux.

Les risques, les vulnérabilités et les besoins sont aussi largement déterminés par le genre, et varient souvent de façon radicale selon les groupes. Les rôles, les attentes, les relations et la dynamique du pouvoir associés au fait d'être un homme, une femme, un garçon ou une fille, influencent considérablement tous les aspects du processus de migration et peuvent également être affectés de manière nouvelle par la migration.

Selon Care International, toutes les formes de violence à l'égard des femmes augmentent lors des catastrophes et des déplacements. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) signale que les femmes migrantes sont exposées à des risques majeurs, notamment l'exploitation sexuelle, la traite d'êtres humains et la violence. Les femmes migrantes sont confrontées à une double discrimination (en tant que femmes et en tant que migrantes, et les femmes et les filles migrantes sont plus susceptibles d'être confrontées à des problèmes de santé) tant pendant le transit qu'à leur arrivée à destination.

Le déplacement peut toutefois faire tomber les barrières culturelles, au bénéfice des femmes, car en vertu des circonstances différentes qui existent dans leur lieu de destination, les femmes peuvent, par exemple, adopter de nouveaux comportements entrepreneuriaux. Les nouvelles structures ont alors tendance à rester en place après les crises. Les crises doivent donc toujours être considérées comme des événements qui peuvent également permettre d'améliorer les inégalités existantes, car certains changements remettent en question les structures d'inégalité existantes. Ce document présente un regroupement d'études de cas sur le genre et le déplacement, dans lesquelles le secteur privé a joué un rôle.



Réfugiés de République centrafricaine à Timangolo, au Cameroun. Photo : C. Tijerina / UNHCR.

## PHILIPPINES : PROJETS DU SECTEUR PRIVÉ EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS LES ZONES TOUCHÉES PAR LES CONFLITS

En mai 2017, des militants affiliés à l'État islamique d'Irak et du Levant (ISIL), notamment les groupes djihadistes salafistes Maute et Abu Sayyaf, ont affronté les forces de sécurité du gouvernement philippin. Connue sous le nom de bataille de Marawi, ce conflit armé qui a duré cinq mois est désormais reconnu comme la plus longue bataille urbaine de l'histoire moderne des Philippines. Le siège a déplacé 78 466 familles et a affecté 86 772 écoliers. Les dommages causés aux propriétés et aux infrastructures sont estimés à 20 milliards de pesos (environ 414 millions de dollars américains). Parmi les personnes déplacées, plus de 3 000 familles de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) se trouvent dans la ville de Marawi, tandis que plus de 22 000 personnes continuent de résider dans des abris temporaires à l'extérieur de la ville, principalement dans les municipalités voisines de Lanao del Sur, la ville d'Iligan et Balo-i (Lanao del Norte).

Le conflit armé à Marawi et dans d'autres parties de Lanao del Sur a causé des dommages importants et perturbé les entreprises et autres sources d'emploi. Bien que déplacées, la plupart des familles de retour ont épuisé leurs ressources et s'efforcent de rétablir leurs moyens de subsistance essentiels. La perte conséquente des moyens de subsistance de ces personnes déplacées fait partie des principaux défis à la reprise économique locale et constitue l'un des principaux domaines de réponse parmi les diverses formes d'assistance fournies. Pour s'assurer que l'assistance fournie, quelle qu'elle soit, débouche sur des revenus durables et significatifs pour les bénéficiaires cibles, il est nécessaire d'adopter une approche structurée et systématique de la nature des moyens de subsistance introduits, ancrée sur les industries existantes ou viables dans la zone locale.

La Philippine Disaster Resilience Foundation (PDRF), un réseau privé membre de CBI, met en œuvre un projet intitulé « *Weaving Hope in Marawi* » (Tisser l'espérance à Marawi), destiné aux femmes, afin de faire converger les activités de l'industrie des produits tissés à la main (en particulier le textile) à Marawi. Le projet vise à identifier les points de convergence et les partenariats proposés qui aideraient les femmes déplacées à Marawi et en provenance de Marawi à acquérir des moyens de subsistance significatifs et durables en participant à des activités dans l'industrie des produits tissés à la main. Les activités comprennent la conduite d'une évaluation de la chaîne de valeur de l'industrie à Marawi, en se concentrant sur la dynamique de genre dans les chaînes de valeur, en identifiant les possibilités d'accroître la participation et la propriété des femmes, ainsi qu'en identifiant et en traitant les principaux obstacles à la participation des femmes.

Encourager l'innovation a également été une tendance croissante à Marawi. La tenue d'un événement d'idéation constitue une méthode populaire d'introduction de l'innovation. Un événement d'idéation s'étend généralement sur quelques jours et consiste à constituer ou à rassembler des équipes pour résoudre des problèmes définis grâce à des solutions technologiques ou basées sur des entreprises sociales. La PDRF a organisé un défi d'idéation en novembre 2019 à Marawi et dans la ville d'Iligan, dans le but de trouver des solutions créatives pour la récupération des moyens de subsistance et des entreprises, la technologie et l'éducation, la défense des droits des femmes ou la consolidation de la paix par le biais de solutions technologiques ou d'entreprises sociales. Dix groupes de jeunes, dont les solutions proposées ont été jugées les plus prometteuses, ont été sélectionnés parmi 30 candidatures. *Palapa sa Lumba*, une initiative qui soutient les femmes déplacées par le biais de la transformation du condiment local appelé « palapa », a reçu le premier prix.

La PDRF a également participé à un atelier de formation sur le genre dans l'action humanitaire, soutenu par le FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population). Après la formation, ils ont indiqué que les écarts entre les genres étaient plus faciles à identifier et qu'ils étaient en mesure d'intégrer systématiquement leur traitement dans leurs opérations. Ils ont reconnu qu'au niveau communautaire dans certaines zones de conflit (les zones à prédominance islamique), tous les dirigeants locaux étaient des hommes, de même que tous les membres des comités de décision. Malgré la résistance initiale au développement d'initiatives dirigées par des femmes, les actions ont été couronnées de succès. En plus des avantages directs du projet, les femmes participent désormais aux discussions communautaires. La PDRF a reconnu qu'il était important de renforcer les capacités des femmes, non seulement pour les impliquer mais aussi pour améliorer leur rôle dans la société.

Les projets sont mis en œuvre en partenariat avec le projet SURGE (« *Strengthening Urban Resilience for Growth and Equity* », en français « renforcer la résilience urbaine pour la croissance et l'équité ») de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le projet MRP (« *Marawi Response Project* », en français « projet de réponse à Marawi »), l'université d'État de Mindanao - Institut de technologie d'Iligan et la chambre de commerce et d'industrie de Bangon Marawi.

## INÉGALITÉ DE POSSESSION DE TÉLÉPHONES PORTABLES ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS EN AFRIQUE

Les inégalités entre hommes et femmes en matière de téléphonie mobile dans les contextes de réfugiés n'ont suscité que peu d'attention, en partie en raison du manque de données ventilées par sexe et par âge (DVSA). GSMA a effectué des recherches sur les inégalités entre hommes et femmes en matière de téléphonie mobile dans les camps de réfugiés afin de fournir des DVSA et d'aider les entreprises du secteur privé à combler l'écart numérique entre les hommes et les femmes afin d'améliorer les résultats humanitaires et de promouvoir de meilleures affaires. Les résultats sont remarquables :

- Dans le camp de réfugiés de Nyarugusu (Tanzanie), les obstacles sexospécifiques à l'accès au mobile étaient flagrants : 62 % des hommes déclaraient posséder un téléphone portable, contre seulement 36 % des femmes (soit un écart de 42 %).
- Dans le camp de réfugiés de Kiziba (Rwanda), les femmes sont 5 % moins susceptibles d'avoir utilisé un téléphone portable au cours des trois derniers mois et 15 % moins susceptibles d'en posséder un que les hommes.
- Dans le camp de réfugiés de Bidi Bidi (Ouganda), la différence est encore plus marquée : les femmes ont 23 % moins de chances que les hommes d'avoir utilisé un téléphone portable au cours des trois derniers mois et 47 % moins de chances de posséder un téléphone portable.

En outre, dans le camp de réfugiés de Bidi Bidi, les femmes (y compris celles qui n'utilisent pas de téléphone portable) sont 35 % moins susceptibles d'utiliser l'argent mobile que les hommes. Dans le camp de Kiziba, ce pourcentage est légèrement inférieur, à 15 %. L'écart demeure si l'on considère uniquement les utilisateurs de téléphones portables. Il s'agit d'un facteur d'exclusion important lors de la conception de réponses humanitaires basées sur la technologie. Cependant, il ne suffit pas de fournir un téléphone. Parmi les femmes qui ne possèdent pas de téléphone portable, 33 % dans le camp de Kiziba et 26 % à Bidi Bidi ont déclaré que l'une des principales raisons pour lesquelles elles ne possédaient pas de téléphone portable était qu'elles ne savaient pas comment s'en servir.

Dans ces deux camps de réfugiés, les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de rencontrer des difficultés à lire ou à écrire, ce qui complique l'utilisation du téléphone. Dans le camp de Kiziba, 34 % des femmes avaient au moins quelques difficultés à lire et à écrire, contre 15 % des hommes ; à Bidi Bidi, 74 % des femmes avaient des difficultés, contre 48 % des hommes. La fourniture d'un téléphone portable peut également être préjudiciable. Les femmes ont signalé que les maris empêchent parfois leurs épouses d'utiliser les téléphones portables et peuvent être une cause potentielle de violence basée sur le genre.

Les acteurs humanitaires et le secteur privé ont tous deux un rôle important à jouer pour combler le fossé entre les hommes et les femmes en matière de téléphonie mobile dans les camps de réfugiés. Les actions des parties prenantes seront plus efficaces si elles sont coordonnées et fondées sur une compréhension des obstacles spécifiques au contexte qui affectent les femmes réfugiées.

**Photo de couverture :** Famille de personnes déplacées à l'intérieur du site de Kafia (près de Baga Sola), Tchad, 2015. Photo : Mayanne Munan / OCHA au Tchad.

**Remerciements :** Entretien avec la PDRF ; Document du projet de la PDRF « Weaving Hope in Marawi » ; Document du projet de la PDRF « Youth Entrepreneurs' Forum et Tech and Social Enterprise Ideation Challenge » ; Entretien avec l'A-PAD ; GSMA (2019), [Bridging the mobile gender gap for refugees](#) ; GSMA (2019), [Mobile for Humanitarian Innovation Podcast - Episode 1: Gender and Inclusivity](#) ; Statistiques de l'OIM ; UNHCR (2018), [Global Trends: Forced displacement in 2017](#) ; Care International (2017), [Suffering in silence: The 10 most under-reported humanitarian crises of 2016](#).

**Coordonnées :** Karen Smith, coordinatrice de CBi, karen.smith@undp.org

Si vous souhaitez obtenir plus d'informations, veuillez consulter : <https://www.connectingbusiness.org/>

## ÉTUDE DE CAS SUR LE GENRE : DONNÉES ET TECHNOLOGIES



Pays	Mondial
Coordinateurs de projet	GSMA, ONU Femmes, UNICEF
Domaine de résultat clé	Solutions du secteur privé pour combler la fracture numérique entre les hommes et les femmes et améliorer la gestion des catastrophes

# LA FRACTURE NUMÉRIQUE ENTRE LES GENRES

## Données ventilées par sexe, âge et invalidité

Puisque les catastrophes affectent différemment les femmes, les filles, les garçons et les hommes, il est important de disposer de données ventilées par sexe, âge et invalidité (DVSAI) dans les situations de catastrophe, afin de savoir qui est touché. L'utilisation des DVSAI et l'analyse de genre sont parmi les moyens les plus efficaces de promouvoir l'égalité des genres dans les efforts humanitaires ; cependant, seulement 40 pour cent des évaluations coordonnées des besoins ont fourni des DVSAI pour tout secteur et 20 pour cent ont fourni des DVSAI pour un seul secteur.

### CBI : LE SRI LANKA EN ACTION

L'A-PAD (Alliance Asie-Pacifique pour la gestion des catastrophes) Sri Lanka, le Réseau de CBi, travaille avec les gouvernements locaux et nationaux pour fournir des données ventilées, en coopération avec le département du recensement et des statistiques. Le recensement doit être réalisé avant que les catastrophes ne se produisent afin de pouvoir mettre à disposition les fournitures nécessaires là où elles sont le plus nécessaires. L'A-PAD Sri Lanka s'est associée au Centre de gestion des catastrophes pour créer des kits d'hygiène pour les femmes, les hommes et les enfants.

## La fracture numérique entre les genres

Aujourd'hui, la transformation numérique offre de nouvelles possibilités d'autonomisation économique des femmes et peut contribuer à une plus grande égalité entre les genres. La technologie mobile, dont la portée s'est accrue, est devenue un outil de plus en plus puissant pour fournir des informations, des services et des opportunités qui facilitent la vie de millions de personnes qui n'y avaient pas accès auparavant. Le mobile est le principal moyen d'accéder à Internet pour la plupart des habitants des pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI). Alors que l'accès à Internet crée une passerelle débouchant sur de nouvelles opportunités économiques, des services gouvernementaux et des informations mondiales, il existe un risque énorme que le taux d'accès des femmes ne suive pas le rythme des nouvelles technologies. Le fossé numérique entre les genres doit être comblé, en particulier dans le contexte humanitaire, car le coût de ce fossé est tout simplement trop élevé pour les femmes en particulier et pour les opérations en général.

Le *Mobile Gender Gap Report* (rapport sur les inégalités entre hommes et femmes dans la téléphonie mobile) de 2020 indique que les femmes vivant dans des PRFI ont 8 % de chances de moins que les hommes de posséder un téléphone portable, et 20 % de chances de moins d'utiliser l'Internet mobile ou de posséder un smartphone. En outre, 165 millions de femmes de moins que d'hommes ne possèdent toujours pas de téléphones portables dans les PRFI, et 300 millions de femmes de moins utilisent l'Internet mobile. Si ce « fossé entre les hommes et les femmes en matière de téléphonie mobile » est bien documenté, une nouvelle analyse économétrique réalisée par GSMA Intelligence et GSMA Connected Women révèle que les femmes sont susceptibles de se confronter à ce fossé numérique, même lorsque d'autres facteurs socio-économiques et démographiques pertinents sont pris en compte.

Les inégalités entre les genres sont toujours plus importantes en Asie du Sud, où les femmes sont 51 % moins susceptibles d'utiliser pleinement les outils numériques que les hommes, et reste assez constant dans d'autres régions, comme l'Afrique subsaharienne, qui présente le deuxième écart le plus important entre les genres, atteignant 37 %. Dans certains pays, les inégalités entre hommes et femmes en matière de possession de téléphones mobiles s'élèvent à 24 % au Mozambique et 2 % en Tanzanie dans les zones urbaines, mais à 16 % dans les zones rurales, ce qui montre qu'il existe d'importantes différences liées au contexte.

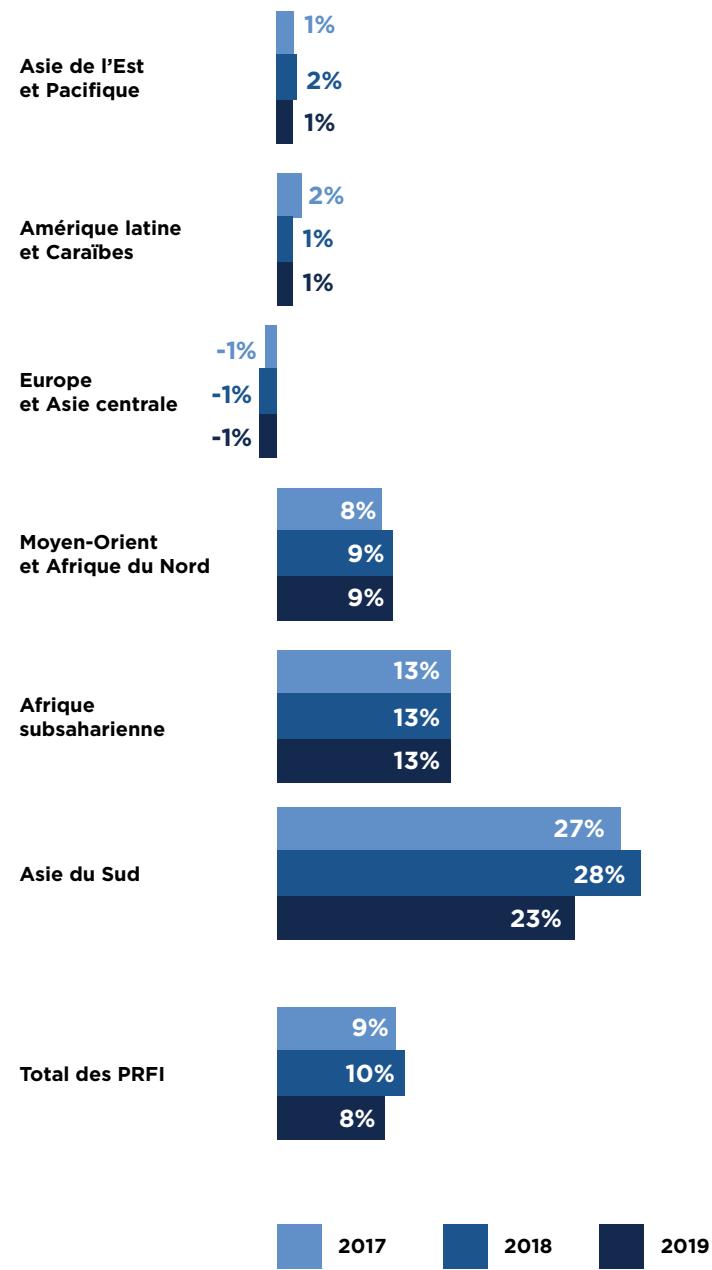
En conséquence, les femmes ne peuvent pas accéder aux services essentiels de santé, d'éducation et de financement, notamment en cas de catastrophes. Souvent, les femmes et les filles peuvent passer à côté d'une aide et d'un soutien précieux en cas de crise. Dans les camps et les installations de réfugiés, les téléphones portables peuvent jouer de nombreux rôles pour favoriser les moyens de subsistance et le bien-être des femmes. Les femmes s'en servent pour gérer des entreprises et créer des moyens de subsistance. Ils sont également un moyen de recevoir des informations importantes concernant le camp et de s'informer des développements politiques dans leur pays. Lorsque les téléphones portables sont entre les seules mains des hommes du foyer, cela influence qui a accès à l'information et au pouvoir. Lorsque les femmes ont accès aux téléphones portables, cela leur donne du pouvoir et leur permet d'agir sur les décisions économiques relatives à l'eau, aux installations sanitaires et autres fournitures. L'utilisation d'un téléphone portable requiert un certain niveau d'alphabétisation et même des aptitudes techniques, de sorte que les compétences de base sont devenues un aspect important à aborder.

## La fracture numérique entre les genres pendant la pandémie de COVID-19

La fracture numérique entre les genres a un impact important sur les femmes pendant la pandémie de COVID-19, particulièrement exacerbé par les confinements et les opportunités réduites. Le rapport *From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19* d'ONU Femmes, publié en août 2020, montre que l'impact de la réponse à la pandémie de COVID-19 est profondément genré et intensifie les inégalités de genre existantes, creusant le fossé de la pauvreté entre les femmes et les hommes. La fracture numérique entre les genres contribue à la perte d'emploi des femmes pendant la pandémie.

Bien que les femmes aient moins accès que les hommes à la technologie mobile, elles sont généralement les principales responsables des soins aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes malades du foyer, et gèrent souvent des micro-entreprises informelles depuis leur domicile. Une connexion mobile peut aider les femmes pendant la crise mondiale actuelle de plusieurs façons, notamment en les aidant à gérer une entreprise, car pendant la pandémie, le monde numérique sert de marché virtuel pour soutenir les micro-entreprises ou trouver des produits essentiels. La technologie est également importante, car elle facilite l'utilisation de l'argent mobile pour payer les factures et les services essentiels, prendre soin des proches et des groupes vulnérables, être connecté et protégé de la violence basée sur le genre, et s'occuper d'autres questions pertinentes dans un scénario de catastrophe, comme la santé, la sécurité alimentaire et l'hygiène.

## Écarts régionaux entre les femmes et les hommes en matière de possession de téléphones mobiles entre 2017 et 2019





Des femmes de la communauté de Somuma, en République démocratique du Congo, donnant leur avis dans le cadre de l'engagement communautaire face à la prévention d'Ebola. Photo : Martine Perret / ONU.

## Participation du secteur privé : les enjeux et les solutions

Selon GSMA, l'aspect financier reste le principal obstacle à l'acquisition d'un téléphone portable pour les hommes et les femmes. Parmi les utilisateurs de téléphones portables qui connaissent l'Internet mobile, le manque d'alphabétisation et de compétences numériques reste l'un des principaux obstacles à son utilisation. Les préoccupations en matière de sécurité constituent également un obstacle majeur à l'accès des femmes à l'Internet mobile, en particulier en Amérique latine. Il s'agit également d'un facteur important en Afrique du Sud, où 22 % des femmes ont déclaré que les problèmes de sécurité étaient les principaux obstacles à l'accès à Internet, contre seulement 5 % des hommes. Bien que la pertinence ait perdu de son importance en tant qu'obstacle, elle reste un facteur essentiel dans plusieurs pays. L'approbation de la famille a également été citée comme l'une des principales raisons en Afrique et en Asie chez les femmes, en augmentation dans les deux régions depuis 2018.

Le secteur privé peut intervenir de plusieurs manières pour remédier à la fracture numérique entre les genres dans la gestion des catastrophes :

- S'associer aux organisations humanitaires afin de s'assurer que les produits sont adaptés à des contextes d'urgence, humanitaires ou de réfugiés spécifiques et qu'ils répondent aux besoins de groupes de femmes particuliers.
- Mettre sur le marché des téléphones portables plus simples et moins chers.
- Envisager de proposer aux femmes des systèmes de financement innovants.
- Organiser des formations et renforcer les capacités des femmes pour leur permettre d'utiliser les technologies adaptées à leur situation. Permettre aux intervenants d'agir en tant qu'experts de l'alphabétisation numérique et soutenir l'apprentissage des femmes bénéficiaires et des réfugiés.

- Dispenser des formations aux femmes sur la pertinence de la technologie mobile et sur la façon dont elle leur est utile dans les contextes humanitaires, ainsi que sur la préparation, la réponse et le rétablissement après une catastrophe, en particulier du point de vue de leurs petites entreprises, de leur rétablissement et de leurs opportunités.
- Établir des profils d'utilisateurs : dans un seul camp de réfugiés, le fait de relever les défis auxquels les femmes sont confrontées pourrait permettre de connecter plus de 10 000 femmes supplémentaires.
  - Améliorer la qualité et la disponibilité des DVSAI pour fixer des objectifs, créer des stratégies et suivre les progrès. Cela permettra d'effectuer des analyses pour déterminer le pourcentage de clientes et savoir si l'utilisation par les femmes s'intensifie, et de mettre en place des stratégies et des initiatives pour soutenir cette évolution si ce n'est pas le cas.
  - Comprendre les besoins des femmes et les obstacles à la possession et à l'utilisation de téléphones portables sur leurs marchés respectifs, et concevoir des réponses ciblées pour éliminer ces obstacles.
  - Examiner l'impact des normes sociales sur les femmes dans la conception et la mise en œuvre de politiques, de produits et de services.
  - Consulter et impliquer les utilisatrices dans la conception et la mise en œuvre des produits, des services et des politiques, y compris les tests et les essais pilotes avec des femmes, et adapter de manière proactive les approches de marketing et de distribution aux femmes.
- Développer des campagnes de marketing visant spécifiquement les femmes, en cherchant à éliminer les obstacles qu'elles rencontrent et en soulignant les avantages pertinents, ou les familles, en les sensibilisant aux avantages de l'accès des femmes à la technologie.
- Les entreprises du secteur privé travaillant avec des systèmes d'alerte précoce (SAP) devraient également collecter des informations, effectuer des analyses de genre et s'attaquer à la fracture numérique entre les genres, afin d'améliorer l'impact final des SAP à quatre piliers, sachant que les femmes reçoivent, interprètent et réagissent aux messages différemment des hommes.

## COMMENT S'Y PRENDRE ?

### BONNE PRATIQUE - UTILISER LA TECHNOLOGIE POUR INFORMER LES PERSONNES AU SUJET DE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

La troisième édition du *Global Humanitarian Response Plan COVID-19 Progress Report* (rapport d'activité du Plan mondial de réponse humanitaire pour la COVID-19) note qu'à Cox's Bazar au Bangladesh, l'UNICEF a soutenu le développement d'une application mobile pour les adolescents afin de les tenir informés des services de lutte contre la VBG disponibles pendant les restrictions liées à la COVID-19. Depuis son développement, plus de 4 000 adolescentes ont accédé à cette application.

### BONNE PRATIQUE - ÉTABLIR UN PROGRAMME VISANT À COMBLER LE FOSSÉ NUMÉRIQUE ENTRE LES GENRES

Le programme *Connected Women* (comprenez « femmes connectées » en français) de GSMA collabore avec les opérateurs de téléphonie mobile et leurs partenaires pour éliminer les obstacles qui empêchent les femmes d'accéder à l'Internet mobile et aux services d'argent mobile et de les utiliser, dans le but de réduire les inégalités entre hommes et femmes dans ces domaines et de débloquer simultanément d'importantes opportunités commerciales pour l'industrie de la téléphonie mobile et des avantages socio-économiques pour les femmes.

### BONNE PRATIQUE - UTILISER LA TECHNOLOGIE QUI TIENT COMPTE DU GENRE DANS VOTRE RÉPONSE À LA COVID-19

Dans les camps de réfugiés de Za'atari et d'Azraq en Jordanie, un couvre-feu est en vigueur de 18 heures à 10 heures. Même pendant la journée, des règlements sont en place : les personnes doivent rester à l'intérieur, sauf si elles ont besoin d'acheter de la nourriture ou de consulter un médecin. ONU Femmes en Jordanie a pu s'assurer de manière transparente et à distance que l'argent liquide continue de parvenir aux femmes réfugiées syriennes participant à ses programmes de travail contre rémunération dans les centres d'autonomisation baptisés « Oasis » des camps.

Un système innovant de transfert d'argent par blockchain fait progresser en toute sécurité l'autonomisation économique des femmes, car il peut être géré à distance. Les femmes peuvent accéder à leurs salaires grâce à une technologie de reconnaissance de l'iris qui identifie et relie chaque femme à son compte via la technologie blockchain d'ONU Femmes disponible dans les supermarchés locaux gérés par le Programme alimentaire mondial. Le travail se fait rare car de nombreux lieux de travail restent fermés pendant le confinement, mais les bénéficiaires d'ONU Femmes continuent de recevoir leurs salaires. Les femmes peuvent choisir d'économiser leur argent, de recevoir des remboursements en espèces, ou d'acheter de la nourriture et des fournitures essentielles dans les supermarchés, qui restent ouverts. Le système de reconnaissance de l'iris « IrisGuard » ne nécessite aucun contact physique et les bénéficiaires ne doivent toucher aucun bouton, ce qui en fait une méthode sûre et hygiénique. Seule la personne dont le scan de l'iris est lié au compte peut retirer de l'argent du système, ce qui garantit la sécurité et l'identité du titulaire du compte.

**Photo de couverture :** L'enregistrement des naissances dans les régions reculées du Sénégal est coûteux et prend du temps, mais une nouvelle application de téléphonie mobile permet aux chefs de village comme Yaya Kandé d'envoyer par SMS les informations relatives aux nouveau-nés aux officiers d'état civil, garantissant ainsi leurs pleins droits de citoyenneté. Photo : IRIN

**Remerciements :** Connected Women de GSMA (2020), [The Mobile Gender Gap Report 2020: Reaching 50 Million Women with Mobile: A Practical Guide](#) ; ONU Femmes (2020), [Using technology to assist vulnerable Syrian refugees during COVID-19 lockdown](#) ; Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (2020), [Global Humanitarian Response Plan COVID-19 Progress Report. Third Edition](#) ; OCDE (2018), [Bridging the Digital Gender Divide](#) ; Entretien avec l'A-PAD.

**Coordonnées :** Karen Smith, Coordinatrice de CBi, karen.smith@undp.org  
Pour obtenir plus d'informations : <https://www.connectingbusiness.org>

# Conclusions, besoins et recommandations

« Compte tenu de l'importance et de l'urgence de la question dans la situation actuelle de pandémie de COVID-19, il est temps d'agir ».

L'objectif de ce recensement et de cette analyse était de fournir une vue d'ensemble de l'interaction entre le genre, le secteur privé et la gestion des catastrophes, ainsi que d'offrir une vue consolidée des différents domaines d'intérêt à travers les chapitres spécifiques, afin de faciliter l'intégration du genre dans les discussions sur la gestion des catastrophes par le secteur privé. Cela a été fait par le biais d'un recensement et d'une analyse des documents, d'une enquête par sondage et d'entretiens réalisés avec différentes parties prenantes, ainsi qu'en proposant des exemples de cas plus ou moins importants qui approfondissent la compréhension et l'importance du thème. L'Annexe 1 présente près de 200 documents qui guident le travail.

Il est toutefois reconnu qu'un recensement et une analyse menés sur une période de deux mois ne peuvent offrir qu'une vue d'ensemble. Cela a constitué un défi dans le cadre du processus, car les besoins et l'intérêt pour les sujets sont élevés. De nombreux partenaires et spécialistes du domaine ont formulé des recommandations, qui ont été incluses dans ce document dans la mesure où cela était possible dans le cadre de son champ d'application. Certaines sont énumérées comme des besoins et des recommandations pour les étapes futures.

## Les conclusions générales sont donc les suivantes :

1. La notion de genre influence la gestion des catastrophes par le secteur privé de manière significative et crée des situations qui profitent à tout le monde car son intégration favorise la prospérité des affaires, fait progresser les droits de l'homme et améliore les résultats de la gestion des catastrophes.
2. Le sujet est nouveau et nécessite un développement et une coordination plus poussés entre les différents acteurs.
3. Compte tenu de l'importance et de l'urgence de la question du genre dans la situation actuelle de la pandémie de COVID-19, il est temps d'agir.

**D'autres besoins qui ont été identifiés comprennent** (sans s'y limiter) :

### Une coopération renforcée :

- Des liens clairs entre le genre, le secteur privé et la gestion des catastrophes doivent être renforcés à tous les niveaux, y compris le partage d'informations entre les acteurs et les groupes de travail (en se concentrant sur le secteur des affaires).
- La collaboration du secteur des entreprises avec les bureaux nationaux pour l'égalité des genres et les réseaux de femmes doit être renforcée afin de mieux comprendre les besoins et les capacités des femmes.
- Les gouvernements doivent être davantage soutenus par les initiatives du secteur privé en faveur de l'égalité des genres dans le cadre de la gestion des catastrophes menée par les pouvoirs publics.
- Le secteur privé doit s'efforcer de faire de plus en plus partie de la structure humanitaire, de l'approche par groupes, de la coordination, de l'équipe humanitaire de pays et du plan de réponse humanitaire.

### Données spécifiques au genre :

- Le secteur privé doit collecter, analyser et mettre à disposition des DVSAI lors de catastrophes par le biais de ses opérations. L'analyse peut inclure (sans s'y limiter) des éléments tels que la participation des femmes bénéficiaires, l'autonomisation économique, le rôle du genre dans la structure des moyens de subsistance, les responsabilités liées au genre et la VSS.
- L'analyse de genre doit être incluse de manière exhaustive dans les évaluations des besoins du secteur économique/privé et les évaluations des besoins post-catastrophes, améliorant ainsi le ciblage et les résultats de la gestion des catastrophes. Ceci est également spécifique au contexte, à l'âge et au handicap.

## 74 Conclusions, besoins et recommandations

### Utilisation par le secteur privé de ses atouts spécifiques :

- Des connaissances en marketing mises à profit pour faire des plaidoyers et communiquer sur l'importance du genre et améliorer les comportements dans la gestion des catastrophes par le biais de messages et de ciblage.
- Une attention accrue portée aux questions et besoins liés au genre dans la gestion des catastrophes (à renforcer par le matériel d'assistance mentionné ci-dessous) et dans des domaines d'expertise spécifiques, tels que les assurances climatiques, la fracture numérique entre les genres et la charge du travail de soins qui pèse sur les femmes.
- Les femmes et les MPME dirigées par des femmes doivent être ciblées dans les actions de gestion des catastrophes et doivent être aidées pour prendre conscience des possibilités que génèrent les catastrophes. Cela inclut une augmentation de l'accès à la formation pour les femmes et les MPME dirigées par des femmes.
- Mettre en évidence le rôle que les femmes peuvent jouer dans le domaine de l'égalité des genres dans la gestion des catastrophes dans le secteur privé, à faire progresser par le biais des actions liées à la COVID-19 et à l'approche dite « BBB ».

### Le matériel d'assistance à développer comprend :

- Un dossier commercial sur le genre dans la gestion des catastrophes utilisé pour la sensibilisation et le plaidoyer.
- Un module de renforcement des capacités et de formation (savoir-faire et comment faire) sur le genre, le secteur privé et la gestion des catastrophes, accessible à tous.
- Un ensemble de bonnes pratiques et de preuves sur le genre, le secteur privé et la gestion des catastrophes. À cette fin, un modèle d'étude de cas élaboré avec des partenaires clés permettrait de s'assurer qu'il correspond aux besoins du secteur des entreprises et d'autres acteurs, avec une identification facile des résultats et des changements mesurables générés.
- Un manuel et une boîte à outils sur la manière d'intégrer le genre dans la gestion des catastrophes par le secteur privé, ainsi qu'un guide sur les produits spécifiques au genre que le secteur privé peut fournir dans la gestion des catastrophes.
- Intégration de la dimension de genre dans les guides et les matrices des réseaux du secteur privé.

Il est recommandé au Secrétariat de CBI de faire avancer ce sujet en intégrant le genre comme une considération transversale à ses domaines de travail, ainsi qu'en menant des actions ciblées. Celles-ci comprennent, en coopération avec d'autres acteurs clés, le renforcement du dialogue et de la coordination entre le secteur privé et d'autres acteurs humanitaires sur la question du genre, ainsi que l'assistance apportée au secteur privé et aux réseaux du secteur privé au niveau national lorsqu'ils approfondissent la question de manière localisée.

Les actions spécifiques à envisager sont les suivantes :

- Développer du matériel de connaissance et des ressources pratiques sur le genre pour les opérations des Réseaux Membres (RM) de CBI.
- Offrir un renforcement des capacités par le biais de formations et d'un soutien technique direct à des réseaux membres sélectionnés.
- Développer une analyse de rentabilité sur le genre dans la gestion des catastrophes.

### Les principales considérations pour le secteur privé sont les suivantes :

1. S'assurer de la collecte de données ventilées et de l'analyse sexospécifique dans le cadre de l'analyse du marché des entreprises, notamment en assurant la liaison avec les organisations féminines locales pour comprendre tous les besoins.
2. Tirer parti de l'analyse sexospécifique pour cibler au mieux l'aide humanitaire et adopter les pratiques favorisant l'autonomisation des femmes, des travailleuses, des entreprises appartenant à des femmes et du secteur informel<sup>85</sup>; et toujours mener ces actions conformément aux principes humanitaires<sup>86</sup>, notamment le principe visant à « ne pas nuire ».<sup>87</sup>
3. Participer à des initiatives de renforcement des capacités en matière de genre, ainsi qu'à l'application des outils correspondants et de l'analyse de rentabilité (cette dernière sera bientôt fournie par le Secrétariat de CBI).<sup>88</sup>
4. Prendre contact avec le Secrétariat de CBI, dans le cas des RM de CBI, pour exprimer leur intérêt à développer des pilotes et à recevoir un soutien technique sur le genre dans la gestion des catastrophes par le secteur privé.
5. Dans la réponse et le rétablissement à la COVID-19, chercher à aborder la question du genre et considérer la pandémie comme une opportunité de changer les normes de genre qui peuvent être nuisibles pour les personnes et les entreprises.

Le rôle des gouvernements, des agences et bureaux des Nations Unies et de la société civile est également important, car leur compréhension du rôle du secteur privé et du genre est essentielle pour développer le domaine et les opportunités qui y sont liées. Tous les acteurs sont encouragés à utiliser les informations de ce document et des futurs documents de CBI sur le genre pour commencer ou renforcer la compréhension et l'intégration du genre dans le domaine et les opportunités qui y sont liées, et pour faire partie du dialogue et des solutions.

85. Veuillez vous reporter à l'Annexe 1 pour de plus amples informations sur les guides.

86. Les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance sont fondamentaux pour l'action humanitaire. En savoir plus [ici](#).

87. « Ne pas nuire » (« do no harm » en anglais) est le principe qui exige des acteurs humanitaires qu'ils s'efforcent de ne pas causer de dommages et de souffrances supplémentaires du fait de leurs actions.

88. Des supports pratiques sont en cours d'élaboration par CBI. Pour tous les acteurs du secteur privé impliqués ou désireux de s'impliquer dans le domaine du genre et du secteur privé dans la gestion des catastrophes, veuillez consulter le site Internet de CBI ou contacter le Secrétariat de CBI pour en savoir plus sur le matériel et les possibilités de collaboration disponibles.

# Liste des entretiens et autres références

## Liste des personnes interrogées

### Réseaux de CBI :

- Mike Spencer, Fidji Business Resilience Council (FBDRC), Fidji, 30 septembre 2020
- Pelin Kihtir, directeur de Business for Goals Platform, Turquie, 29 septembre 2020
- Glen Craig, président du Vanuatu Business Resilience Council (VBRC), 1er octobre 2020
- Trina Aspuria, Philippine Disaster Resilience Foundation (PDRF), 29 septembre 2020
- Candice Bismonte, Philippine Disaster Resilience Foundation (PDRF) Community Resilience Officer, 29 septembre 2020
- Toni Zuniga, Fondation Philippine Disaster Resilience (PDRF), 29 septembre 2020
- Firzan (« Hush ») Hashim, directeur pays de l'Asia-Pacific Alliance for Disaster Management (A-PAD), Sri Lanka, 25 septembre 2020
- Vajini Herat Gunaratne, Asia-Pacific Alliance for Disaster Management (A-PAD), Sri Lanka, 25 septembre 2020
- Luis Gomez, directeur du Centro Nacional de Apoyo para Contingencias Epidemiológicas y Desastres (CENACED), Mexique, 29 septembre 2020
- Joseph Fanja, Alliance pour la Gestion des Risques et la Continuité des Activités (AGERCA), Haïti, 25 septembre 2020

### PNUD

- Ronald Jackson, responsable de l'équipe chargée de la réduction des risques de catastrophe et de construction de la résilience, Bureau de crise, 9 septembre 2020
- Angelika Planitz, chef d'équipe, gouvernance des risques liés aux catastrophes et au climat, 9 septembre 2020
- Diana Gutierrez, responsable, programme mondial en faveur de l'égalité des genres, 8 septembre 2020
- Andrea Quesada Aguilar, consultante en genre, développement durable et environnement, groupe sectoriel sur le genre, 8 septembre 2020
- Carlo Ruiz Giraldo, conseiller en politiques pour la reprise économique, les solutions de rétablissement et la mobilité humaine, bureau de crise - Global Policy Network, 3 septembre 2020
- Rita Sciarra, cheffe d'équipe, croissance inclusive et réduction de la pauvreté, Centre régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 7 septembre 2020
- Cecilia Aipira, spécialiste de la réduction des risques de catastrophe, 9 septembre 2020
- Sanny Ramos Jegillos, coordinateur pratique des catastrophes, 9 septembre 2020
- Rita Missal, spécialiste du programme, 9 septembre 2020
- Armen Grigoryan, responsable d'équipe, 9 septembre 2020
- Patrick Gremillet, conseiller principal en matière de partenariat, Bureau de crise, 9 septembre 2020
- Sophie Baranes, coordinatrice CADRI, 9 septembre 2020
- Caitlin Boyce, Bureau de crise, 6 octobre 2020

#### **OCHA**

- Avril Pham, conseillère principale en matière de genre et cheffe de l'unité sur le genre, 8 septembre 2020
- Marina Skuric-Prodanovic, coordinatrice de System-Wide Approaches and Practices Section (SWAPS), 3 septembre 2020
- Sille Bern Jensen, spécialiste des questions de genre, équipe chargée des questions de genre, 8 septembre 2020
- Toni-Anne Vinell Stewart, spécialiste de l'égalité des sexes, équipe chargée du genre, 8 septembre 2020

#### **ONU Femmes**

- Päivi Kannisto, cheffe de l'unité paix et sécurité, 24 septembre 2020
- Rahel Steinbach, spécialiste du programme, RRC et résilience, 24 septembre 2020
- Funmi Balogun, directrice de l'action humanitaire, 24 septembre 2020
- Theresia Thylin, cheffe de la recherche et de l'innovation humanitaires, 24 septembre 2020
- Tatyana Jiteneva, consolidation durable de la paix, 24 septembre 2020
- Maria Holtsberg, conseillère régionale humanitaire et RRC, bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, 8 septembre 2020
- Tonni Brodber, représentante adjointe, Caribbean Multi-Country Office, 7 septembre 2020
- Kyana Bowen, chargée de programme - Humanitaire, changements climatiques et résilience face aux risques de catastrophe, Caribbean Multi-Country Office, 7 septembre 2020
- Cristina Otano, responsable des opérations (genre), Global Facility for disaster Risk Reduction (GFDRR), 30 septembre 2020
- Michelle Breslauer, directrice principale, gouvernance et paix, 25 septembre 2020
- Aude Coquatrix, directrice principale, durabilité sociale et égalité des genres, 25 septembre 2020

#### **Bureau d'assistance humanitaire de l'USAID**

- Emmanuel Nouga-Ngog, responsable de l'équipe par intérim, implication du secteur privé
- Melissa Joy, cheffe d'équipe pour le genre, l'âge et l'inclusion sociale
- Lara Sulzman, spécialiste de la protection humanitaire, équipe de protection, division de la protection et des compétences communautaires
- Kavita Sethuraman, équipe genre, âge et inclusion sociale

#### **Instituts**

- Chloe Demrovsky, présidente et cheffe de la direction de l'Institut international de reprise après sinistre (DRI), 10 septembre 2020

#### **Membre du comité exécutif de CBI**

- Rachel Huguet, Fondation Hilton, 15 septembre 2020

#### **CBI**

- Tiina Turunen, spécialiste du programme
- Tiina Mylly, contextes fragiles et zones affectées par les conflits
- Florian Rhiza Nery, spécialiste réseau

## Enquête

- Quinze organisations ont participé à l'enquête. Les questions de l'enquête sont disponibles [ici](#).

## Principaux webinaires qui influencent la recherche (traduction entre parenthèses)

- University College London: Why do we need a gender perspective in conflict and disaster studies? [Pourquoi avons-nous besoin d'inclure la dimension de genre dans les études sur les conflits et les catastrophes ?] 24 août 2020
- CPI : Protection from Sexual Exploitation and Abuse (PSEA) sensitization/awareness session [Protection contre l'exploitation sexuelle et l'abus (PSEA) session de sensibilisation/sensibilisation.] 11 septembre 2020
- PNUD : Webinar No. 89: Gender inequality and the COVID-19 crisis: A Human Development Perspective [Webinaire n° 89 : Inégalités entre les hommes et les femmes et crise de la COVID-19 : une perspective de développement humain.] 26 août 2020
- GSMA : Empowering Women and Girls: [Émancipation des femmes et des filles : comprendre et combler l'écart entre les sexes dans l'identification officielle.] 30 septembre 2020
- PNUD : From Recovery to Transformation: Launch of the COVID-19 Global Gender Response Tracker [De la reprise à la transformation : lancement du Tracker Global Gender Response sur la COVID-19.] 28 septembre 2020
- Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) : Strengthening commitments to prevent, respond, and protect against sexual and gender-based violence in humanitarian crises [Renforcer les engagements pour prévenir, répondre et protéger les femmes contre la violence sexuelle et sexiste dans les crises humanitaires.] Événement de haut niveau organisé par la Norvège, la Somalie et les Émirats arabes unis en coopération avec le FNUAP, l'UNOCHA, le Comité international de la Croix-Rouge et la Norwegian Church Aid. 28 septembre 2020
- CBI : CBI Member Network Webinar [Site Internet du Réseau Membre de CBI.] 28 septembre 2020
- AGNU : Catalysing Digital Financial Services for Women Across Africa: Supporting Recovery, Resilience, and Innovation During COVID-19. [Catalyser les services financiers numériques pour les femmes en Afrique : Soutenir la reprise, la résilience et l'innovation pendant la COVID-19.] 23 septembre 2020

## Autres références

- Les références des citations directes sont citées dans le corps du texte et dans les notes de bas de page. Une liste complète des références utilisées pour rédiger ce document se trouve dans le document de recensement (Annexe 1).

## Annexe 1

### Recensement complet des recherches, des outils, des ressources et des formations existants

L'Annexe 1 est un outil Excel qui permet d'identifier les documents utiles à des fins spécifiques. Vous pouvez demander l'outil sous format Excel en contactant CBI

#### Politiques, cadres, résolutions, conventions, déclarations, feuilles de route

Type de document	Organisation/Auteur	Nom de l'élément	Spécifique au secteur privé	Catastrophe	Disponible à l'adresse	Informations complémentaires
Agenda	Nations Unies et tous les acteurs	<b>Objectifs de développement durable</b>	Oui	Oui	<a href="https://sdgs.un.org/goals">https://sdgs.un.org/goals</a>	Objectif 5 sur le genre ; Réduction des risques de catastrophe dans le cadre de l'Objectif 13 ; Participation du secteur privé et transversale
Cadre	Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe et tous les acteurs	<b>Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015 - 2030</b>	Oui	Oui	<a href="https://www.preventionweb.net/files/43291_sendaiframeworkfordrren.pdf">https://www.preventionweb.net/files/43291_sendaiframeworkfordrren.pdf</a>	Inclut le genre et le secteur privé
Agenda	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires et tous les acteurs	<b>Agenda for Humanity</b>	Oui	Oui	<a href="http://agendaforhumanity.org/">http://agendaforhumanity.org/</a>	Ne laisser personne de côté est l'une des 5 priorités
Convention	Assemblée générale des Nations Unies	<b>Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)</b>	Oui	Oui	<a href="https://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/">https://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/</a>	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)
Déclaration	Quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes	<b>La Déclaration et le Programme d'action de Beijing</b>	Oui	Oui	<a href="https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/">https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/platform/</a>	
Résolution	Conseil de sécurité des Nations Unies	<b>Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité du Conseil de sécurité des Nations Unies.</b>	Non	Conflit	<a href="https://www.unwomen.org/en/docs/2000/10/un-security-council-resolution-1325">https://www.unwomen.org/en/docs/2000/10/un-security-council-resolution-1325</a>	
Résolution	Conseil de sécurité des Nations Unies	<b>Résolutions 1366 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la prévention des conflits</b>	Non	Conflit	<a href="https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/cpr-s-res-1366.php">https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/cpr-s-res-1366.php</a>	Inclut le genre
Politique	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	<b>Gender Equality: A Gender-Responsive Approach [Égalité entre les genres : une approche de la prise en compte des genres]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.unocha.org/sites/dms/Documents/OCHA%20Policy%20Instruction%20on%20Gender%20Equality%202016-2020.pdf">https://www.unocha.org/sites/dms/Documents/OCHA%20Policy%20Instruction%20on%20Gender%20Equality%202016-2020.pdf</a>	
Stratégie	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Plan stratégique 2018-2021 du PNUD en matière d'égalité des genres 2018-2021</b>	Non	Oui	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/undp-gender-equality-strategy-2018-2021.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/undp-gender-equality-strategy-2018-2021.html</a>	
Politique	Union européenne, Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes	<b>Gender: Different needs, Adapted Assistance [Genre : différents besoins, accompagnement adapté]</b>	Non	Oui	<a href="https://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/gender_thematic_policy_document_fr.pdf">https://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/gender_thematic_policy_document_fr.pdf</a>	

Appel à l'action	Union européenne, Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes	<b>Call to Action on Protection from Gender-Based Violence in Emergencies [Appel à l'action pour la protection contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence]</b>	Non	Oui	<a href="https://ec.europa.eu/echo/sites/echo-site/files/booklet_eu_leadership_c2a.pdf">https://ec.europa.eu/echo/sites/echo-site/files/booklet_eu_leadership_c2a.pdf</a>
Cadre	Projet d'Équipe volonte de spécialistes de l'égalité des sexes	<b>Cadre stratégique 2018-2021 GenCap et ProCap</b>	Non	Oui	<a href="https://reliefweb.int/report/world/gencap-and-procap-strategic-framework-2018-2021-adopted-june-2018">https://reliefweb.int/report/world/gencap-and-procap-strategic-framework-2018-2021-adopted-june-2018</a>
Synthèse	Nations Unies	<b>The Impact of COVID-19 on Women [L'impact de la COVID-19 sur les femmes]</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/policy_brief_on_covid_impact_on_women_9_apr_2020_updated.pdf">https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/policy_brief_on_covid_impact_on_women_9_apr_2020_updated.pdf</a>
Synthèse	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Policy Brief: Unpaid Care Work [Synthèse : travail de soins non rémunéré]</b>	Oui	Non	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/policy-brief-unpaid-care-work.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/policy-brief-unpaid-care-work.html</a>
Programme d'action	Nations Unies	<b>Agenda de Beijing pour une action mondiale en faveur de la réduction des risques de catastrophes sensible au genre</b>	Non	Oui	Dossier bibliothèque
Recommandations d'actions	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Programme des Nations Unies pour le développement, Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, Viet Nam	<b>Ha Noi Recommendations for Action on Gender and Disaster Risk Reduction [Recommandations d'action de Ha Noi sur le genre et la réduction des risques de catastrophe]</b>	Non	Oui	<a href="https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2016/07/ha-noi-recommendations-for-action-on-gender-and-drr">https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2016/07/ha-noi-recommendations-for-action-on-gender-and-drr</a>
Discussion	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Engaging Women in Post-Conflict Economic and Political Decision- Making: Lessons for Responding to COVID-19 [Participation des femmes à la prise de décisions économiques et politiques après le conflit : leçons pour faire face à la COVID-19]</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://www.sparkblue.org/wpsrecovery">https://www.sparkblue.org/wpsrecovery</a>
Document de travail	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Gender Inequality and the COVID-19 Crisis: A Human Development Perspective [Inégalités entre les genres et crise de la COVID-19 : une perspective de développement humain]</b>	Non	COVID-19	<a href="http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-and-covid-19-crisis-human-development-perspective">http://hdr.undp.org/en/content/gender-inequality-and-covid-19-crisis-human-development-perspective</a>

## Réseaux, groupes, alliances

Type de document	Organisation/Auteur	Nom de l'élément	Spécifique au secteur privé	Catastrophe	Disponible à l'adresse	Informations complémentaires
Groupe de coordination	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires ; Comité permanent interorganisations	<b>Inter-Agency Standing Committee Reference Group on Gender and Humanitarian Action</b> [Groupe de référence du Comité permanent interorganisations sur les questions de genre et d'action humanitaire]	Non	Oui	<a href="https://interagencystandingcommittee.org/iasc-reference-group-on-gender-and-humanitarian-action">https://interagencystandingcommittee.org/iasc-reference-group-on-gender-and-humanitarian-action</a>	
Réseau	Comité permanent interorganisations	<b>Protection against Sexual Exploitation and Abuse Network</b> [Réseau de protection contre l'exploitation sexuelle et les abus]	Non	Oui	<a href="https://pseataskforce.org/">https://pseataskforce.org/</a>	
Réseau	University College London	<b>Gender and Disaster Network</b> [Réseau sur le genre et les catastrophes]	Non	Oui	<a href="http://www.gdnonline.org/">http://www.gdnonline.org/</a>	
Groupe	Disaster Recovery Institute International	<b>Women in Business Continuity Management</b> [Les femmes dans la gestion de la continuité des activités]	Oui	Oui	<a href="https://foundation.drii.org/what-we-do/women-in-business-continuity-management/">https://foundation.drii.org/what-we-do/women-in-business-continuity-management/</a>	Cette communauté offre aux professionnelles de la continuité des affaires, de la gestion de crise et de la reprise après sinistre des possibilités d'apprentissage et de mise en réseau, ainsi qu'un soutien aux femmes.
Groupe	Business Continuity Institute	<b>Women in Resilience</b> [Les femmes en résilience]	Oui	Oui	<a href="https://www.thebci.org/group/women-in-resilience.html">https://www.thebci.org/group/women-in-resilience.html</a>	Formation pour les femmes dans les domaines de la continuité des affaires, de la gestion de crise, de la gestion des urgences, de la sécurité, de la reprise après sinistre, du risque et de la résilience organisationnelle (payant mais admet les boursières)
Communication/Plateforme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Gender Network</b> [Réseau sur le genre]	Non	Non	<a href="https://www.yammer.com/undp.org/#/threads/inGroup?type=in_group&amp;feedId=7629171">https://www.yammer.com/undp.org/#/threads/inGroup?type=in_group&amp;feedId=7629171</a>	Une plateforme de partage des connaissances pour les personnes qui œuvrent à l'égalité des genres. Accessible uniquement au PNUD
Communication/Plateforme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Gender and Recovery Community of Practice</b> [Communauté de pratique sur le genre et le relèvement]	Non	Non	<a href="https://www.yammer.com/undp.org/#/threads/inGroup?type=in_group&amp;feedId=10045238">https://www.yammer.com/undp.org/#/threads/inGroup?type=in_group&amp;feedId=10045238</a>	Accessible uniquement au PNUD
Communication/Plateforme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Gender Equality and Women's Empowerment</b> [Égalité des genres et autonomisation des femmes]	Non	Non	<a href="https://www.yammer.com/undp.org/#/threads/inGroup?type=in_group&amp;feedId=6029852">https://www.yammer.com/undp.org/#/threads/inGroup?type=in_group&amp;feedId=6029852</a>	
Initiative	Nations Unies	<b>Women's Entrepreneurship Accelerator</b>	Oui	Non	<a href="https://www.we-accelerate.com/">https://www.we-accelerate.com/</a>	Une initiative multipartite conçue pour inspirer, éduquer et responsabiliser les femmes entrepreneurs du monde entier.
Alliance	Capacity for Disaster Reduction Initiative	<b>Capacity for Disaster Reduction Initiative</b> [Initiative sur la capacité de réduction des catastrophes]	Non	Oui	<a href="https://www.cadri.net/">https://www.cadri.net/</a>	Un partenariat mondial de 20 organisations œuvrant à la réalisation des objectifs de développement durable en fournissant aux pays des services de renforcement des capacités pour les aider à réduire les risques liés au climat et aux catastrophes.

## Programmes

Type de document	Organisation/Auteur	Nom de l'élément	Spécifique au secteur privé	Catastrophe	Disponible à l'adresse	Informations complémentaires
Programme	Projet d'Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes	<b>Projet de capacité permanente de protection et Projet d'Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes interorganisations</b>	Non	Oui	<a href="https://www.humanitarianresponse.info/en/_coordination/gencap">https://www.humanitarianresponse.info/en/_coordination/gencap</a>	
Programme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Business for Gender Equality</b>	Oui	Non	<a href="https://www.genderequalityseal.org/">https://www.genderequalityseal.org/</a>	Le sceau pour l'égalité des genres s'inscrit dans le programme Business for Gender
Programme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Genera Igualdad</b>	Oui	Non	<a href="http://americalatinagenera.org/newsite/index.php/es/iniciativas-destacadas/empresas-por-la-igualdad">http://americalatinagenera.org/newsite/index.php/es/iniciativas-destacadas/empresas-por-la-igualdad</a>	
Programme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Business Call to Action</b>	Oui	Non	<a href="https://www.businesscalltoaction.org/business-call-action">https://www.businesscalltoaction.org/business-call-action</a>	Business Call to Action - beaucoup de documents qui ne sont pas directement liés au genre bien que le genre soit encouragé (indice qui mesure les entreprises)
Programme	Women for Women International	<b>Women for Women International</b>	Oui	Non	<a href="https://www.womenforwomen.org/">https://www.womenforwomen.org/</a>	Cible les obstacles sociaux, économiques et culturels auxquels font face les femmes
Programme	University College London, Institute for Risk and disaster Reduction	<b>Gender-Responsive Resilience and Intersectionality in Policy and Practice [La résilience et l'intersectionnalité des politiques et des pratiques en fonction du genre]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.ucl.ac.uk/risk-disaster-reduction/research-projects/2019/nov/griipp-gender-responsive-resilience-intersectionality-policy-and-practice">https://www.ucl.ac.uk/risk-disaster-reduction/research-projects/2019/nov/griipp-gender-responsive-resilience-intersectionality-policy-and-practice</a>	
Programme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Sustainable Development Goals Value Chains [Chaînes de valeurs des ODD]</b>	Oui	Oui	<a href="http://www.odscadenasvalor.org/">http://www.odscadenasvalor.org/</a>	Axé sur l'égalité des genres. Les programmes « Ann Ale » (français) et « En Marcha » (espagnol) ont été adaptés et numérisés afin d'apporter une réponse spécifique aux PME pour les aider à sortir de la pandémie de COVID-19 (répliqué).
Mise en place d'un programme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Ann Ale : Project for Economic Recovery and Improved Livelihoods During the Post-Crisis Period [Ann Ale : projet pour la relance économique et l'amélioration des moyens de subsistance pendant la période post-crise]</b>	Oui	Oui	Dossier bibliothèque	Les programmes « Ann Ale » (français) et « En Marcha » (espagnol) ont été adaptés et numérisés afin d'apporter une réponse spécifique aux PME pour les aider à se remettre de la pandémie de COVID-19. Mis en œuvre au Mexique et en Haïti. (répliqué)
Évaluation du programme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Formative Evaluation of Pilot Ann Ale: Summary of Preliminary Findings and Recommendations [Évaluation formative du projet pilote Ann Ale : résumé des conclusions et recommandations préliminaires]</b>	Oui	Oui	Dossier bibliothèque	2015

Rapport du programme	Projet d'Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes	<b>Scalability Study of the UNDP Korea Trust Fund Project "Empowerment of vulnerable women through livelihoods and micro-enterprise creation in earthquake [Étude d'extensibilité du projet du Fonds d'affectation spéciale du PNUD en Corée « Autonomisation des femmes vulnérables par la création de moyens de subsistance et de micro-entreprises en cas de tremblement de terre »]</b>	Oui	Oui	Dossier bibliothèque	2014
Évaluation du programme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Formative Evaluation of the Ann Ale Pilot Project [« Évaluation formative du projet pilote Ann Ale »]</b>	Oui	Oui	Dossier bibliothèque	
Programme	Banque mondiale ; Organisation météorologique mondiale ; Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe	<b>Climate Risk and Early Warning Systems Caribbean [Risques climatiques et systèmes d'alerte rapide dans les Caraïbes]</b>	Oui	Oui	<a href="https://www.gfdrr.org/en/crews-caribbean">https://www.gfdrr.org/en/crews-caribbean</a>	Genre et groupes vulnérables dans les systèmes d'alerte précoce, secteur privé et genre
Programme	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Union européenne, secteur privé	<b>Industry Disruptor [Perturbateur de l'industrie]</b>	Oui	Non	<a href="https://thedoroschool.com/industry-disruptor/">https://thedoroschool.com/industry-disruptor/</a>	Un programme d'incubation et de mentorat unique en son genre qui offre aux entrepreneurs de tout sexe dirigeant des entreprises en Inde qui bénéficient aux femmes la possibilité de relever les principaux défis de la durabilité dans le secteur de la mode.
Projet	Centre régional du Programme des Nations Unies pour le développement à Bangkok	<b>Accelerating Disaster Risk Reduction and Enhancing Crisis Response through Digital Solutions [Accélérer la réduction des risques de catastrophes et améliorer la réponse aux crises grâce à des solutions numériques]</b>	Oui	Oui	Dossier bibliothèque	Renforcer la réduction des risques de catastrophe et la reprise après sinistre en améliorant la numérisation des données relatives aux catastrophes grâce à des partenariats et des solutions novatrices pour soutenir un développement tenant compte des risques afin que personne ne soit laissé pour compte
Projet	Conseil de résilience des entreprises du Vanuatu	<b>Projet Phoenix</b>	Oui	COVID-19	Dossier bibliothèque	Soutenir les entreprises détenues par des femmes face à la double catastrophe du COVID-19 et du cyclone Harold

## Recherche, études, évaluations et rapports

Type de document	Organisation/Auteur	Nom de l'élément	Spécifique au secteur privé	Catastrophe	Disponible à l'adresse	Informations complémentaires
Recherche	Programme des Nations Unies pour le développement ; Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Conflicting Identities: The Nexus between Masculinities, Femininities and Violent Extremism in Asia</b> [Identités conflictuelles : le lien entre les masculinités, les fémininités et l'extrémisme violent en Asie]	Non	Oui	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/the-nexus-between-masculinities-femininities-and-violent-extremism-in-asia.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/the-nexus-between-masculinities-femininities-and-violent-extremism-in-asia.html</a>	
Recherche	Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement	<b>Climate Change and Natural Disasters Affecting Women Peace and Security</b> [Changement climatique et catastrophes naturelles affectant la paix et la sécurité des femmes]	Non	Conflit	<a href="http://apwld.org/wp-content/uploads/2015/03/Climate-change-Natural-disasters-Conflict.pdf">http://apwld.org/wp-content/uploads/2015/03/Climate-change-Natural-disasters-Conflict.pdf</a>	
Recherche	Practical Action	<b>Gender- Transformative Early Warning Systems: Experiences from Nepal and Peru</b> [Systèmes d'alerte précoce sexotransformateurs : expériences du Népal et du Pérou]	Non	Oui	<a href="https://reliefweb.int/report/nepal/gender-transformative-early-warning-systems-experiences-nepal-and-peru">https://reliefweb.int/report/nepal/gender-transformative-early-warning-systems-experiences-nepal-and-peru</a>	
Recherche	London School of Economics	<b>The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981-2002</b> [La nature sexuée des catastrophes naturelles : l'impact des événements catastrophiques sur l'écart entre les sexes en matière d'espérance de vie, 1981-2002]	Non	Oui	<a href="http://eprints.lse.ac.uk/3040/1/Gendered_nature_of_natural_disasters_(LSERO).pdf">http://eprints.lse.ac.uk/3040/1/Gendered_nature_of_natural_disasters_(LSERO).pdf</a>	
Recherche	Mercy Corps	<b>Rethinking Resilience: Prioritizing Gender Integration to Enhance Household and Community Resilience to Food Insecurity in the Sahel</b> [Repenser la résilience : priorité à l'intégration du genre pour améliorer la résilience des ménages et des communautés face à l'insécurité alimentaire au Sahel]	Non	Oui	<a href="https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2019-12/Rethinking_Resilience_Gender_Integration.pdf">https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2019-12/Rethinking_Resilience_Gender_Integration.pdf</a>	Sahel
Étude	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité (2000)</b>	Non	Oui	<a href="https://www.peacewomen.org/sites/default/files/UNW-GLOBAL-STUDY-1325-2015%20(1).pdf">https://www.peacewomen.org/sites/default/files/UNW-GLOBAL-STUDY-1325-2015%20(1).pdf</a>	
Programme	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Sustainable Development Goals Value Chains</b> [Chaînes de valeurs des ODD]	Oui	Oui	<a href="http://www.odscadenasvalor.org/">http://www.odscadenasvalor.org/</a>	Axé sur le genre. Les programmes « Ann Ale » (français) et « En Marcha » (espagnol) ont été adaptés et numérisés afin d'apporter une réponse spécifique aux PME pour les aider à sortir de la pandémie de COVID-19 (répliqué).
Article de recherche	Christina Bache	<b>Maximizing the Role of Business in Fragile and Conflict-Affected Environments: Women's Contributions to Peace</b> [Maximiser le rôle des entreprises dans les environnements fragiles et touchés par les conflits : les contributions des femmes à la paix]	Oui	Conflit	Dossier bibliothèque	

Recherche	Sharon M. Danes ; Jinhee Lee ; Sayali Amarapurkar ; Kathryn Stafford ; George Haynes ; Katherine E. Brewton	<b>Determinants of Family Business Resilience after a Natural Disaster by Gender of Business Owner</b> [Déterminants de la résilience des entreprises familiales après une catastrophe naturelle selon le sexe du propriétaire de l'entreprise]	Oui	Oui	<a href="https://doi.org/10.1142/S1084946709001351">https://doi.org/10.1142/S1084946709001351</a>
Article de recherche	Theresia Thylin ; Maria Fernanda Novelo Duarte	<b>Theresia Thylin ; Marfa Fernanda Novelo Duarte</b>	Oui	Oui	<a href="http://www.doi.org/10.1080/13552074.2019.1627778">http://www.doi.org/10.1080/13552074.2019.1627778</a>
Étude	Disaster Recovery Institute International	<b>A Study of Women in Business Continuity Management</b> [Une étude des femmes dans la gestion de la continuité des affaires]	Oui	Oui	Dossier bibliothèque
Publication synthétique	Programme des Nations Unies pour le développement ; Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>From Insights to Action: Gender equality in the wake of COVID-19</b> [De la réflexion à l'action : l'égalité des sexes dans le sillage de la COVID-19]	Oui	COVID-19	<a href="https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&amp;vs=5142">https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&amp;vs=5142</a>
Évaluation	Comité permanent interorganisations	<b>The Inter-Agency Humanitarian Evaluation (IAHE) on Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls (GEEWG)</b> [L'évaluation humanitaire inter-agences (IAHE) sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles (GEEWG)]	Non	Oui	<a href="https://interagencystandingcommittee.org/inter-agency-humanitarian-evaluations/inter-agency-humanitarian-evaluation-iahe-gender-equality-and">https://interagencystandingcommittee.org/inter-agency-humanitarian-evaluations/inter-agency-humanitarian-evaluation-iahe-gender-equality-and</a>
Rapport	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	<b>The Philippines and COVID-19: Impact on the Private Sector</b> [Les Philippines et la COVID-19 : impact sur le secteur privé]	Oui	COVID-19	<a href="https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/08/the-philippines-and-covid-19-impact-on-the-private-sector">https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/08/the-philippines-and-covid-19-impact-on-the-private-sector</a>
Rapport	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	<b>Indonesia and COVID-19: Impact on the Private Sector</b> [L'Indonésie et la COVID-19 : impact sur le secteur privé]	Oui	COVID-19	<a href="https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/08/indonesia-and-covid-19-impact-on-the-private-sector">https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/08/indonesia-and-covid-19-impact-on-the-private-sector</a>
Rapport	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	<b>Viet Nam and COVID-19: Impact on the Private Sector</b> [Le Viet Nam et la COVID-19 : impact sur le secteur privé]	Oui	COVID-19	<a href="https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/08/viet-nam-and-covid-19-impact-on-the-private-sector">https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/08/viet-nam-and-covid-19-impact-on-the-private-sector</a>
Rapport	Institute for International Law of Peace and Armed Conflict [Institut pour le droit international de la paix et des conflits armés]	<b>World Risk Report 2019</b> [Rapport de 2019 sur le risque mondial]	Non	Oui	<a href="https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WorldRiskReport-2019_Online_english.pdf">https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WorldRiskReport-2019_Online_english.pdf</a>
Rapport	Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes	<b>Bilan mondial sur la réduction des risques de catastrophe</b>	Non	Oui	<a href="https://gar.unrrd.org/">https://gar.unrrd.org/</a>
Rapport	Forum économique mondial	<b>Global Gender Gap Report 2020</b> [Rapport de 2020 sur l'écart entre les sexes dans le monde]	Oui	Non	<a href="http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf">http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2020.pdf</a>

Rapport	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Innovation for Social Cohesion in Conflict-Affected Areas [Innovation pour la cohésion sociale dans les zones touchées par les conflits]</b>	Non	Conflit	Dossier bibliothèque	Axé sur l'égalité des genres
Rapport	Save the Children ; Plan International	<b>Because We Matter: Addressing COVID-19 and Violence against Girls in Asia-Pacific [Parce que nous comptons : combattre la COVID-19 et la violence contre les filles en Asie-Pacifique]</b>	Non	COVID-19	<a href="https://resourcecentre.savethechildren.net/library/because-we-matter-addressing-covid-19-and-violence-against-girls-asia-pacific">https://resourcecentre.savethechildren.net/library/because-we-matter-addressing-covid-19-and-violence-against-girls-asia-pacific</a>	
Rapport	GMSA	<b>The Mobile Gender Gap Report 2020 [Le rapport de 2020 sur l'écart entre les sexes dans le domaine de la téléphonie mobile]</b>	Oui	Non	<a href="https://www.gsma.com/r/gender-gap/">https://www.gsma.com/r/gender-gap/</a>	
Rapport	Banque mondiale	<b>The Economic and Social Impact of COVID-19 [L'impact économique et social de la COVID-19]</b>	Oui	COVID-19	<a href="http://documents1.worldbank.org/curated/en/444031591289647448/pdf/The-Economic-and-Social-Impact-of-COVID-19-Private-Sector.pdf">http://documents1.worldbank.org/curated/en/444031591289647448/pdf/The-Economic-and-Social-Impact-of-COVID-19-Private-Sector.pdf</a>	
Rapport	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Gender Flash Report on the Beyrouth Explosion [Rapport sur les genres lors de l'explosion à Beyrouth]</b>	Non	Oui	Dossier bibliothèque	
Rapport et études de cas	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Funding for Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls in Humanitarian Programming [Financement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles dans les programmes humanitaires]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/06/funding-for-gender-equality-and-the-empowerment-of-women-and-girls-in-humanitarian-programming">https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/06/funding-for-gender-equality-and-the-empowerment-of-women-and-girls-in-humanitarian-programming</a>	-
Rapport	CARE	<b>Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us from Solving the Hunger Crisis Policy Report [Laisées pour compte et laissées de côté : ignorer les femmes nous empêchera de résoudre la crise de la faim]</b>	Non	Oui	<a href="https://reliefweb.int/report/world/policy-report-left-out-and-left-behind-ignoring-women-will-prevent-us-solving-hunger">https://reliefweb.int/report/world/policy-report-left-out-and-left-behind-ignoring-women-will-prevent-us-solving-hunger</a>	
Rapport	Nations Unies	<b>Every Woman, Every Child</b>	Non	Non	<a href="https://www.everywomaneverychild.org/">https://www.everywomaneverychild.org/</a>	Publication à venir le 25 septembre
Évaluation	Gouvernement de Finlande, ministère des Affaires étrangères	<b>Evaluation of Natural Disasters and Climate Change from the Perspective of Poverty Reduction [Évaluation des catastrophes naturelles et du changement climatique du point de vue de la réduction de la pauvreté]</b>	Oui	Oui	<a href="https://www.preventionweb.net/publications/view/13826">https://www.preventionweb.net/publications/view/13826</a>	Avec le chapitre sur le genre
Analyse	Comité permanent interorganisations	<b>Gender Marker in CAPs and Pooled Funds, Analysis of Results and Lessons Learned [Marqueur de genre dans les CAP et les fonds communs, analyse des résultats et leçons apprises]</b>	Non	Oui	<a href="https://interagencystandingcommittee.org/gender-and-humanitarian-action-0/documents-public/2011-iasc-gender-marker-caps-and-pooled-funds">https://interagencystandingcommittee.org/gender-and-humanitarian-action-0/documents-public/2011-iasc-gender-marker-caps-and-pooled-funds</a>	
Revue	Gouvernement du Royaume-Uni, Département du développement international	<b>Women, Girls and Disasters - A review for DFID [Femmes, filles et catastrophes - Une étude pour le DFID]</b>	Non	Oui	<a href="https://gsdrc.org/document-library/women-girls-and-disasters-a-review-for-dfid/">https://gsdrc.org/document-library/women-girls-and-disasters-a-review-for-dfid/</a>	
Évaluation	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Justice for Women Amidst COVID-19 [Justice pour les femmes dans le contexte de la COVID-19]</b>	Non	COVID-19	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/justice-for-women-amidst-covid-19.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/justice-for-women-amidst-covid-19.html</a>	

Publication	Fonds des Nations Unies pour la population	<b>Las Mujeres son el Tejido - Salud Reproductiva para Comunidades en Crisis</b> [Les femmes sont le tissu - santé reproductive pour les communautés en crise]	Non	Oui	<a href="https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/women_fabric_spain.pdf">https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/women_fabric_spain.pdf</a>
Publication	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>The Effect of Gender Equality Programming on Humanitarian Outcomes</b> [L'effet de la programmation de l'égalité des genres sur les résultats humanitaires]	Non	Oui	<a href="https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/7/the-effect-of-gender-equality-programming-on-humanitarian-outcomes">https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/7/the-effect-of-gender-equality-programming-on-humanitarian-outcomes</a>
Publication	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme	<b>Gender and Early Warning Systems - An Introduction</b> [Genre et systèmes d'alerte précoce - présentation]	Non	Oui	<a href="https://www.osce.org/files/documents/1/a/40269.pdf">https://www.osce.org/files/documents/1/a/40269.pdf</a>
Article - document de réflexion	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et Fonds d'équipement des Nations Unies	<b>COVID-19 does discriminate - The Unproportionable Burden of Pandemics on Women and Women with Disabilities</b> [La COVID-19 est discriminatoire - Le fardeau disproportionné des pandémies sur les femmes et les femmes handicapées]	Oui	COVID-19	<a href="https://sway.office.com/2OoRBvIDZuHpfLmB?ref=Link">https://sway.office.com/2OoRBvIDZuHpfLmB?ref=Link</a>
Article	International Recovery Platform	<b>Why Gender Issues in Recovery Are Important?</b> [Pourquoi la dimension de genre est-elle importante dans le processus de rétablissement ?]	Non	Oui	Dossier bibliothèque
Article	Banque Interaméricaine de développement	<b>Hurricane Mitch: Women's needs and contributions</b> [Ouragan Mitch : besoins et contributions des femmes]	Non	Oui	<a href="https://publications.iadb.org/en/publication/11597/hurricane-mitch-womens-needs-and-contributions">https://publications.iadb.org/en/publication/11597/hurricane-mitch-womens-needs-and-contributions</a>
Évaluation	Organisation météorologique mondiale	<b>Caribbean 2017 Hurricane Season: An Evidence-Based Assessment of the Early Warning System</b> [Saison des ouragans 2017 dans les Caraïbes : une évaluation du système d'alerte précoce fondée sur des données probantes]	Non	Oui	<a href="https://librarywmo.int/index.php?lvl=notice_display&amp;id=20700#.X2IBj8vis2w">https://librarywmo.int/index.php?lvl=notice_display&amp;id=20700#.X2IBj8vis2w</a>
Rapport	Mercy Corps	<b>What We Know About Energy, Gender and GBV in Emergencies</b> [Ce que nous savons sur l'énergie, le genre et la VGB dans les urgences]	Non	Oui	<a href="https://www.mercycorps.org/research-resources/what-we-know-about-energy-gender-and-gbv-emergencies">https://www.mercycorps.org/research-resources/what-we-know-about-energy-gender-and-gbv-emergencies</a>
Caractéristique d'impact	Banque mondiale ; Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe	<b>Bridging the Gender Divide in Early Warnings Access across the Caribbean</b> [Combler le fossé entre les genres dans l'accès aux alertes précoce dans les Caraïbes]	Non	Oui	<a href="https://spark.adobe.com/page/ibJHMkPYKGUcl/">https://spark.adobe.com/page/ibJHMkPYKGUcl/</a>
Analysé	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Can Conflict Analysis Processes Support Gendered Visions of Peacebuilding?</b> [Les processus d'analyse des conflits peuvent-ils soutenir des visions genrées de la consolidation de la paix ?] <b>Reflections from the Peace and Stability Development Analysis in Fiji</b> [Réflexions de l'analyse de la paix et du développement de la stabilité aux Fidji]	Non	Conflit	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender_and_cpr/can_conflict_analysis_processes_support_gendered_visions_of_peacebuild.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender_and_cpr/can_conflict_analysis_processes_support_gendered_visions_of_peacebuild.html</a> Ce document met en évidence les questions clés, les leçons et les opportunités concernant l'intégration des questions et des préoccupations de genre dans les processus d'analyse de conflit, tels que l'analyse du développement de la paix et de la stabilité à Fidji.

Rapport sur les résultats - sondage	Programme des Nations Unies pour le développement, Business for Goals en Turquie	<b>The Impact of COVID-19 on Enterprises in Turkey: Syrian owned enterprises</b> [L'impact de la COVID-19 sur les entreprises en Turquie : entreprises à capitaux syriens]	Oui	COVID-19	<a href="https://www.business4goals.org/wp-content/uploads/2020/07/Infographic_Syrian_owned_Enterprises.pdf">https://www.business4goals.org/wp-content/uploads/2020/07/Infographic_Syrian_owned_Enterprises.pdf</a>	Pas de genre
Rapport sur les résultats - sondage	Programme des Nations Unies pour le développement, Business for Goals en Turquie	<b>Impact of COVID-19 on Enterprises in Turkey</b> [Impact de la COVID-19 sur les entreprises en Turquie]	Oui	COVID-19	<a href="https://www.business4goals.org/wp-content/uploads/2020/06/B4G_MavisAnket_Infografikler_ENG_Final.pdf">https://www.business4goals.org/wp-content/uploads/2020/06/B4G_MavisAnket_Infografikler_ENG_Final.pdf</a>	Genre inclus
Rapport politique	CARE	<b>Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis</b> [Laissées pour compte et laissées de côté : ignorer les femmes nous empêchera de résoudre la crise de la faim]	Non	COVID-19	<a href="https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/08/Left-Out-and-Left-Behind.pdf">https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/08/Left-Out-and-Left-Behind.pdf</a>	

### Boîtes à outils, résumés et notes d'orientation

Type de document	Organisation/Auteur	Nom de l'élément	Spécifique au secteur privé	Catastrophe	Disponible à l'adresse	Informations complémentaires
Boîte à outils	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	<b>Boîte à outils sur le genre (dans la gestion des catastrophes)</b>	Non	Oui	<a href="https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Gender%20Equality%20Toolkit%20Dec%202012.pdf">https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/OCHA%20Gender%20Equality%20Toolkit%20Dec%202012.pdf</a>	Mise en œuvre de la politique de genre de l'OCHA
Boîte à outils	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>UNDP Gender and Recovery Toolkit</b> [Boîte à outils du PNUD sur le genre et le relèvement]	Oui	Oui	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/undp-gender-and-recovery-toolkit.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/undp-gender-and-recovery-toolkit.html</a>	Relèvement
Boîte à outils	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Integrated Approach to Disaster Recovery: A toolkit on Cross-cutting Issues - Lessons from the Tsunami Recovery Unit</b> [Approche intégrée du relèvement après une catastrophe : une boîte à outils sur les questions transversales - leçons tirées de l'unité de relèvement après un tsunami]	Non	Oui	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender_and_cpr/integrated_approach_to_disaster_recovery_toolkit_on_cross-cutting_issues.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender_and_cpr/integrated_approach_to_disaster_recovery_toolkit_on_cross-cutting_issues.html</a>	Relèvement
Dossier de renforcement des capacités	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Mainstreaming Gender in Mitigation and Technology</b> [Intégration de la dimension de genre dans l'atténuation et la technologie]	Non	Oui	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/mainstreaming-gender-in-mitigation-and-technology.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/mainstreaming-gender-in-mitigation-and-technology.html</a>	
Étude de cas	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Price of Peace: Financing for Gender Equality in Post-Conflict Reconstruction</b> [Le prix de la paix : financement de l'égalité des genres dans la reconstruction post-conflit]	Oui	Oui	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/price-of-peace-financing-for-gender-equality-in-post-conflict-reconstruction.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/price-of-peace-financing-for-gender-equality-in-post-conflict-reconstruction.html</a>	Les études de cas commandées par le PNUD au Kosovo, en Sierra Leone, au Sud-Soudan et au Timor-Leste examinent si et comment les ressources ont été allouées et utilisées dans les initiatives de reconstruction post-conflit pour promouvoir l'égalité des genres et répondre aux besoins des femmes.
Outil	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Economic Dividends for Gender Equality (EDGE) Certification process for UNDP</b> [Processus de certification des dividendes économiques pour l'égalité des genres (EDGE) pour le PNUD]	Oui	Non	<a href="https://intranet.undp.org/Lists/Home%20Page/Announcements/DispForm.aspx?ID=597">https://intranet.undp.org/Lists/Home%20Page/Announcements/DispForm.aspx?ID=597</a>	Accessible uniquement au PNUD. La certification EDGE évaluera l'état de l'égalité des genres sur le lieu de travail du PNUD. Il s'agit de la principale évaluation mondiale et de la certification d'entreprise pour l'égalité des genres sur le lieu de travail.

Résumé	Programme des Nations Unies pour le développement ; Alliance mondiale sur le genre et le climat	<b>Gender Adaptation and Disaster Risk Reduction [Adaptation au genre et réduction des risques de catastrophes]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-adaptation-and-drr.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-adaptation-and-drr.html</a>
Résumé	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Gender-Based Violence and COVID-19 [Violence basée sur le genre et COVID-19]</b>	Non	COVID-19	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-based-violence-and-covid-19.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-based-violence-and-covid-19.html</a>
PowerPoint	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Addressing Gender Inequality through Climate Change Action and DRR - Project Focus areas [Combattre l'inégalité des genres par l'action contre le changement climatique et la RRC - Domaines d'intervention du projet]</b>	Non	Oui	Dossier bibliothèque
Fiche d'action	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Women as a Force for Accelerated and Inclusive Economic Recovery Post-COVID-19 in Asia and the Pacific [Les femmes en tant que force pour une reprise économique accélérée et inclusive après la COVID-19 en Asie et dans le Pacifique]</b>	Non	COVID-19	Dossier bibliothèque
Boîte à outils	Union européenne, Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes	<b>Gender-Age Marker [Marqueur de genre et d'âge]</b>	Non	Oui	<a href="https://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/gender_age_marker_toolkit.pdf">https://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/gender_age_marker_toolkit.pdf</a>
Boîte à outils	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	<b>Protection, Gender and Inclusion in Emergencies: Toolkit [Protection, genre et inclusion dans les situations d'urgence : boîte à outils]</b>	Non	Oui	<a href="https://media.ifrc.org/ifrc/document/protection-gender-inclusion-emergencies-toolkit/">https://media.ifrc.org/ifrc/document/protection-gender-inclusion-emergencies-toolkit/</a>
Boîte à outils	Mercy Corps	<b>Measuring Gender Dynamics in Resilience: Tools for Integrating Gender into Resilience- Focused Programs [Mesurer les dynamiques de genre dans la résilience : outils pour l'intégration du genre dans les programmes axés sur la résilience]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.mercycorps.org/research-resources/gender-dynamics-resilience-programs">https://www.mercycorps.org/research-resources/gender-dynamics-resilience-programs</a>
Résumé	Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe en Asie-Pacifique	<b>Leave No One Behind in COVID-19 Prevention, Response and Recovery [Ne laisser personne de côté dans la prévention, la réponse et le rétablissement à la COVID-19]</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://librarywmo.int/index.php?lvl=notice_display&amp;id=20700#.X2IBi8vis2w">https://librarywmo.int/index.php?lvl=notice_display&amp;id=20700#.X2IBi8vis2w</a>
Résumé	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Femmes, Paix et Sécurité</b>	Non	Conflit	<a href="https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2013/12/un_women_briefthematicpsuswebrev3.pdf?la=en">https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2013/12/un_women_briefthematicpsuswebrev3.pdf?la=en</a>
Résumé	Principes d'autonomisation des femmes	<b>COVID-19 and Gender Equality: A Call to Action for the Private Sector [COVID-19 et égalité des genres : un appel à l'action pour le secteur privé]</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://www.genderequalityseal.org/wp-content/uploads/2020/05/WE-EMPOWER_wepscovid19updated9aprilfinal-20200409233006.pdf">https://www.genderequalityseal.org/wp-content/uploads/2020/05/WE-EMPOWER_wepscovid19updated9aprilfinal-20200409233006.pdf</a>
Résumé	Programme des Nations Unies pour le développement, Business for Gender Equality	<b>PNUD COVID-19 BIZ4GE</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://www.genderequalityseal.org/wp-content/uploads/2020/05/BOOKLET_EXT_Gender-Offer_Private-Sector_COVID-19_UNDP_14052020.pdf">https://www.genderequalityseal.org/wp-content/uploads/2020/05/BOOKLET_EXT_Gender-Offer_Private-Sector_COVID-19_UNDP_14052020.pdf</a>

Ce dossier fournit une boîte à outils pour les entreprises et l'économie en général les raisons et la manière d'intégrer les considérations de genre.

Résumé	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Women Tackling COVID-19: Livelihood and Prevention through Mask Production</b> [Les femmes s'attaquent au COVID-19 : moyens de subsistance et prévention par la production de masques]	Oui	COVID-19	Dossier bibliothèque
Résumé	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Women's Resilience to Disasters Program</b> [Programme de résilience des femmes aux catastrophes naturelles]	Non	Oui	Dossier bibliothèque
Note d'orientation pour action	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	<b>Supporting SMEs to Ensure the Economic COVID-19 Recovery is Gender-Responsive and Inclusive</b> [Soutenir les PME pour que la reprise économique tienne compte de la dimension de genre et soit inclusive]	Oui	COVID-19	<a href="https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/guidance-note-for-action-supporting-smes-to-ensure-the-economic-covid-19-recovery">https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/guidance-note-for-action-supporting-smes-to-ensure-the-economic-covid-19-recovery</a>
Note d'orientation pour action	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	<b>Gender-Sensitive Private Sector Response to COVID-19 for Accelerated and Inclusive Economic Recovery</b> [Réponse du secteur privé sensible au genre face à la COVID-19 pour une reprise économique accélérée et inclusive]	Oui	COVID-19	<a href="https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/guidance-for-action-gender-sensitive-private-sector-response-to-covid-19">https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/guidance-for-action-gender-sensitive-private-sector-response-to-covid-19</a>
Note d'orientation pour action	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	<b>Women as a Force for Accelerated and Inclusive Economic Recovery Post-COVID-19 in Asia- Pacific</b> [Les femmes comme force pour une reprise économique accélérée et inclusive après le COVID-19 en Asie-Pacifique]	Oui	Non	<a href="https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/03/we-post-covid-19-in-asia-pacific">https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/03/we-post-covid-19-in-asia-pacific</a>
Note d'orientation pour une action	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique	<b>Addressing the Emerging Impacts of the COVID-19 Pandemic on Migrant Women in Asia and the Pacific for a Gender-Responsive Recovery</b> [Faire face aux impacts émergents de la pandémie de COVID-19 sur les femmes migrantes en Asie et dans le Pacifique pour un relèvement qui tient compte du genre]	Oui	COVID-19	<a href="https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/guidance-for-action-addressing-the-emerging-impacts-of-the-covid-19-pandemicgender-responsive-recovery">https://asiapacific.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/guidance-for-action-addressing-the-emerging-impacts-of-the-covid-19-pandemicgender-responsive-recovery</a>
Résumé	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>COVID-19 and Ending Violence Against Women and Girls</b> [Covid-19 et lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles]	Non	COVID-19	<a href="https://www.genderequalityseal.org/wp-content/uploads/2020/05/UNW_COVID-19-and-GBV-ending-violence.pdf">https://www.genderequalityseal.org/wp-content/uploads/2020/05/UNW_COVID-19-and-GBV-ending-violence.pdf</a>
Note d'orientation	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Women, Peace and Human Security: A Guidance Note on Parliamentary Engagement During and Post-COVID-19</b> [Les femmes, la paix et la sécurité humaine : une note d'orientation sur l'engagement parlementaire pendant et après la COVID-19]	Non	COVID-19	Dossier bibliothèque
Note d'orientation	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Prevent and Respond to Gender- Based Violence</b> [Prévenir et réagir à la violence basée sur le genre]	Non	Oui	Dossier bibliothèque
Note d'orientation	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Promote Transformative Livelihoods and Economic Recovery to Advance Gender Equality</b> [Promouvoir des moyens de subsistance transformateurs et le redressement économique pour faire progresser l'égalité des genres]	Oui	Oui	Dossier bibliothèque

Note d'orientation	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Ensure Gender Equality Is at the Core of Disaster Risk Reduction and Recovery</b> [Veiller à ce que l'égalité des genres soit au cœur de la réduction des risques de catastrophe et du relèvement]	Non	Oui	Dossier bibliothèque
Note d'orientation	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Advancing Gender Equality and Women's Empowerment in Crisis and Recovery Settings</b> [Promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes dans les situations de crise et de relèvement]	Non	Oui	Dossier bibliothèque
Messages clés	Comité permanent interorganisations	<b>Inter-Agency Standing Committee Key Protection Advocacy Messages COVID-19</b> [Comité permanent interorganisations - Messages clés de plaidoyer pour la protection face à la COVID-19]	Non	COVID-19	Dossier bibliothèque
Normes minimales	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	<b>Minimum Standards for Protection, Gender and Inclusion in Emergencies</b> [Normes minimales de protection, de genre et d'inclusion dans les situations d'urgence]	Non	Oui	<a href="https://media.ifrc.org/ifrc/document/minimum-standards-protection-gender-inclusion-emergencies/">https://media.ifrc.org/ifrc/document/minimum-standards-protection-gender-inclusion-emergencies/</a>
Résumé	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	<b>Prevention and response to Sexual and Gender-Based Violence in COVID-19</b> [Prévention et réponse à la violence sexuelle et sexiste dans la pandémie de COVID-19]	Non	Oui	<a href="https://media.ifrc.org/ifrc/document/prevention-response-sexual-gender-based-violence-covid-19/">https://media.ifrc.org/ifrc/document/prevention-response-sexual-gender-based-violence-covid-19/</a>
Boîte à outils	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	<b>Protection, Gender and Inclusion in Emergencies: Toolkit</b> [Protection, genre et inclusion dans les situations d'urgence : boîte à outils]	Non	Oui	<a href="https://media.ifrc.org/ifrc/document/protection-gender-inclusion-emergencies-toolkit/">https://media.ifrc.org/ifrc/document/protection-gender-inclusion-emergencies-toolkit/</a>
Engagement	Gouvernement de la Finlande, Ministère des Affaires étrangères ; Gouvernement de l'Espagne, Ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération	<b>Commitment 2025 on Women's Inclusion in Peace Processes</b> [Engagement 2025 sur l'inclusion des femmes dans les processus de paix]	Non	Conflit	<a href="https://finlandabroad.fi/documents/384951/0/240919+Commitment+2025+ES-FIN+(2).pdf/3035c462-c67c-11a7-b936-88144165a688?t=1569834339954">https://finlandabroad.fi/documents/384951/0/240919+Commitment+2025+ES-FIN+(2).pdf/3035c462-c67c-11a7-b936-88144165a688?t=1569834339954</a>
Note d'impact	Pacte mondial des Nations Unies :	<b>Commitment 2025 on Women's Inclusion in Peace Processes</b> [Engagement 2025 sur l'inclusion des femmes dans les processus de paix]	Oui	COVID-19	<a href="https://www.unglobalcompact.org/take-action/20th-anniversary-campaign/uniting-business-to-tackle-covid-19/genderequality">https://www.unglobalcompact.org/take-action/20th-anniversary-campaign/uniting-business-to-tackle-covid-19/genderequality</a>
Outil d'auto-évaluation	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Protection, Gender and Inclusion in Emergencies: Toolkit</b> [Protection, genre et inclusion dans les situations d'urgence : boîte à outils]	Oui	Non	<a href="https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/9/un-women-private-sector-accountability-framework">https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2015/9/un-women-private-sector-accountability-framework</a>
Résumé	Les entreprises luttent contre la pauvreté	<b>Measuring Gender Dynamics in Resilience: Tools for Integrating Gender into Resilience- Focused Programs</b> [Mesurer les dynamiques de genre dans la résilience : outils intégrer le genre dans les programmes axés sur la résilience]	Oui	COVID-19	<a href="https://www.genderequalityseal.org/wp-content/uploads/2020/05/Biz-Fights-Poverty_COVID-19.pdf">https://www.genderequalityseal.org/wp-content/uploads/2020/05/Biz-Fights-Poverty_COVID-19.pdf</a>
Consultation	Nations Unies	<b>Leave No One Behind in COVID-19 Prevention, Response and Recovery</b> [Ne laisser personne de côté dans la prévention, la réponse et le rétablissement à la COVID-19]	Oui	Oui	<a href="https://www.preventionweb.net/publications/view/40425">https://www.preventionweb.net/publications/view/40425</a>

## Formation

Type de document	Organisation/Auteur	Nom de l'élément	Spécifique au secteur privé	Catastrophe	Disponible à l'adresse	Informations complémentaires
Formation	Comité permanent interorganisations ; Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Gender in Humanitarian Action Training [Formation sur le genre dans l'action humanitaire]	Non	Oui	<a href="https://www.humanitarianresponse.info/en/coordination/gencap/document/giha-training">https://www.humanitarianresponse.info/en/coordination/gencap/document/giha-training</a>	La formation la plus connue pour le genre et les catastrophes
Formation	Comité permanent interorganisations ; Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Climate Change and Natural Disasters Affecting Women Peace and Security</b> [Changement climatique et catastrophes naturelles affectant la paix et la sécurité des femmes]	Non	Conflit	<a href="https://interagencystandingcommittee.org/gender-and-humanitarian-action-0/news/online-courses/different-needs-equal-opportunities-increasing">https://interagencystandingcommittee.org/gender-and-humanitarian-action-0/news/online-courses/different-needs-equal-opportunities-increasing</a>	Un cours avec des lignes directrices sur la programmation humanitaire sensible au genre par le biais de l'approche ADAPT & ACT et de l'approche groupée.
Formation	Comité permanent interorganisations ; Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Gender- Transformative Early Warning Systems: Experiences from Nepal and Peru</b> [Systèmes d'alerte précoce sexotransformateurs : expériences du Népal et du Pérou]	Non	Oui	<a href="https://trainingcentre.unwomen.org/portal/product/i-know-gender-1-2-3-gender-concepts-to-get-started-international-frameworks-for-gender-equality-and-promoting-gender-equality-throughout-the-un-system/">https://trainingcentre.unwomen.org/portal/product/i-know-gender-1-2-3-gender-concepts-to-get-started-international-frameworks-for-gender-equality-and-promoting-gender-equality-throughout-the-un-system/</a>	Inclut le chapitre 10 sur l'égalité hommes-femmes en cas d'urgence
Formation	Comité permanent interorganisations ; Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981-2002</b> [L'impact des événements catastrophiques sur l'écart entre les sexes en matière d'espérance de vie, 1981-2002]	Non	Oui	<a href="https://trainingcentre.unwomen.org/portal/product/gender-responsive-budgeting/">https://trainingcentre.unwomen.org/portal/product/gender-responsive-budgeting/</a>	Guide d'introduction à l'application d'une approche d'égalité des sexes à toutes les étapes du cycle de programmation humanitaire (coût : 60 USD)
Formation	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes Centre de formation	<b>Implementation of the UN Security Council Resolutions on the Women, Peace, and Security Agenda</b> [Mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'agenda « femmes, paix et sécurité »]	Non	Conflit	<a href="https://trainingcentre.unwomen.org/portal/product/implementation-of-the-un-security-council-resolutions-on-the-women-peace-and-security-agenda">https://trainingcentre.unwomen.org/portal/product/implementation-of-the-un-security-council-resolutions-on-the-women-peace-and-security-agenda</a>	
Formation	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Genre et désarmement</b>	Non	Conflit	<a href="https://trainingcentre.unwomen.org/portal/product/gender-and-disarmament/">https://trainingcentre.unwomen.org/portal/product/gender-and-disarmament/</a>	
Formation	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes Centre de formation	<b>Understanding Violence against Women and Girls</b> [Comprendre la violence à l'égard des femmes et des filles]	Oui	Oui	<a href="https://trainingcentre.unwomen.org/portal/product/understanding-violence-against-women-and-girls/">https://trainingcentre.unwomen.org/portal/product/understanding-violence-against-women-and-girls/</a>	Axé sur l'égalité des genres. Les programmes « Ann Ale » (français) et « En Marcha » (espagnol) ont été adaptés et numérisés afin d'apporter une réponse spécifique aux PME pour les aider à sortir de la pandémie de COVID-19 (répliqué).
Formation	Union européenne, Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes	<b>Mainstreaming Gender and Age in Humanitarian Action</b> [Intégration du genre et de l'âge dans l'action humanitaire]	Non	Oui	<a href="https://else.dgecho-partners-helpdesk.eu/learn">https://else.dgecho-partners-helpdesk.eu/learn</a>	Anglais et espagnol
Catalogue de formation	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	<b>Protection, Gender and Inclusion Training Catalogue</b> [Catalogue de formation en matière de protection, de genre et d'inclusion]	Non	Oui	<a href="https://media.ifrc.org/ifrc/document/protection-gender-inclusion-training-catalogue/">https://media.ifrc.org/ifrc/document/protection-gender-inclusion-training-catalogue/</a>	

Formation	Disaster Recovery Institute International et Business Continuity Institute	<b>Business Continuity Plans and Resilience [Plans de continuité d'activité et résilience]</b>	Non	COVID-19	Cf. DRII et BCI (dans la liste des réseaux)	Ces cours permettent d'obtenir une certification, mais sont payants. Les groupes de femmes intégrés peuvent offrir des bourses d'études.
Programmes d'éducation	University College London, Institute for Risk and disaster Reduction	<b>Institute for Risk and Disaster Reduction: Centre for gender in Disasters [Institut pour la réduction des risques et des désastres : centre pour le genre dans les catastrophes]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.ucl.ac.uk/risk-disaster-reduction/research/centre-gender-and-disaster">https://www.ucl.ac.uk/risk-disaster-reduction/research/centre-gender-and-disaster</a>	Il est prévu d'intégrer prochainement le secteur privé dans le cadre du nouveau financement du programme
Résumé	Asian Disaster Preparedness Center (Centre asiatique de préparation aux catastrophes)	<b>Gender Perspectives in Disaster Preparedness and Humanitarian Response for Local Actors [Perspectives de genre dans la préparation aux catastrophes et la réponse humanitaire pour les acteurs locaux]</b>	Non	Oui	<a href="https://courses.adpc.net/courses/course-v1:ADPC+APP-ADPC-01+2018/about">https://courses.adpc.net/courses/course-v1:ADPC+APP-ADPC-01+2018/about</a>	

## Webinaires

Type de document	Organisation/Auteur	Nom de l'élément	Spécifique au secteur privé	Catastrophe	Disponible à l'adresse	Informations complémentaires
Webinaire	Programme des Nations Unies pour le développement, équipe chargée des questions de genre au sein du centre régional de Bangkok et équipe FairBiz.	<b>Private-Sector Inclusive Responses to COVID-19 [Réponses inclusives à la COVID-19 dans le secteur privé]</b>	Oui	COVID-19		21 mai. Le webinaire réunira des intervenants du secteur privé et discutera de la manière dont les entreprises peuvent intégrer la dimension de genre dans leurs réponses à la COVID-19 et soutenir les employées.
Webinaire	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Socio-Economic Implications of COVID-19: Gender Perspective [Implications socio-économiques de la COVID-19 : perspective de genre]</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://web.microsoftstream.com/video/ab84f510-8192-494b-833c-bdb48866ed5a?list=studio">https://web.microsoftstream.com/video/ab84f510-8192-494b-833c-bdb48866ed5a?list=studio</a>	Accessible uniquement au PNUD
Webinaire	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Emerging Gender Data for COVID Response and Recovery [Données émergentes sur le genre pour la réponse et le rétablissement face à la COVID]</b>	Non	COVID-19	<a href="https://web.microsoftstream.com/video/fe3d3d7e-ea1d-454d-9e58-4102a830302d?channelId=c6326cdd-433e-4191-9b7f-c1b3e6e5697e">https://web.microsoftstream.com/video/fe3d3d7e-ea1d-454d-9e58-4102a830302d?channelId=c6326cdd-433e-4191-9b7f-c1b3e6e5697e</a>	Accessible uniquement au PNUD
Webinaire	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>The Impact of COVID-19 on Gender Inequalities: UNDP's COVID-19 Gender [L'impact de la COVID-19 sur les inégalités de genre : le programme COVID-19 du PNUD sur le genre]</b>	Non	COVID-19	<a href="https://web.microsoftstream.com/video/3d95ab58-f60e-453a-9685-d350b292971a">https://web.microsoftstream.com/video/3d95ab58-f60e-453a-9685-d350b292971a</a>	Accessible uniquement au PNUD. Raquel Lagunas, responsable de l'équipe chargée de l'égalité des sexes au PNUD
Webinaire	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Leveraging Private-Sector Capabilities for a Gender-Responsive COVID-19 Action [Tirer parti des capacités du secteur privé pour une action face à la COVID-19 qui tient compte de la dimension de genre]</b>	Non	COVID-19	<a href="https://web.microsoftstream.com/video/18a0663e-71e1-48b2-ba78-42cc4395e32">https://web.microsoftstream.com/video/18a0663e-71e1-48b2-ba78-42cc4395e32</a>	Accessible uniquement au PNUD. Diana Gutierrez, gestionnaire du programme mondial « Business for Gender Equality », Bureau for Policy and Programme Support (BPPS), PNUD.
Webinaire	Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe en Asie-Pacifique	<b>Leave No One Behind in COVID-19 Prevention, Response and Recovery [Ne laisser personne de côté dans la prévention, la réponse et le rétablissement face à la COVID-19]</b>	Non	Oui		

Webinaire	Programme des Nations Unies pour le développement, Business Call to Action	<b>Solutions and Support for Women-Led Businesses to Navigate the COVID-19 Crisis [Solutions et soutien aux entreprises dirigées par des femmes pour surmonter la crise de la COVID-19]</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://www.businesscalltoaction.org/webinars/solutions-and-support-women-led-businesses-navigate-covid-19-crisis">https://www.businesscalltoaction.org/webinars/solutions-and-support-women-led-businesses-navigate-covid-19-crisis</a>	
Webinaire	Programme des Nations Unies pour le développement, Business Call to Action	<b>Solutions and Support for Women-Led Businesses to Navigate the COVID-19 Crisis [Solutions et soutien aux entreprises dirigées par des femmes pour surmonter la crise de la COVID-19]</b>	Oui	Non	<a href="https://www.businesscalltoaction.org/webinars/challenges-women-supply-chains">https://www.businesscalltoaction.org/webinars/challenges-women-supply-chains</a>	
Webinaire	Programme des Nations Unies pour le développement, Business Call to Action	<b>Gender Equality and Business [Égalités des genres et commerce]</b>	Oui	Non	<a href="https://www.businesscalltoaction.org/webinars/gender-equality-and-business">https://www.businesscalltoaction.org/webinars/gender-equality-and-business</a>	
Webinaire	Programme des Nations Unies pour le développement, Business Call to Action	<b>Desafíos y soluciones para la continuidad de las empresas en Colombia [Défis et solutions pour la continuité des activités en Colombie]</b>	Oui	Oui	<a href="https://www.businesscalltoaction.org/webinars/desaf%C3%ADos-y-soluciones-para-la-continuidad-de-las-empresas-en-colombia">https://www.businesscalltoaction.org/webinars/desaf%C3%ADos-y-soluciones-para-la-continuidad-de-las-empresas-en-colombia</a>	
Webinaire	Programme des Nations Unies pour le développement, Protection contre l'exploitation sexuelle et les abus	<b>Awareness/ Sensitization Sessions for Frontline Responders to the Beirut Blast [Sessions de sensibilisation pour les intervenants de première ligne lors de l'explosion de Beyrouth]</b>	Non	COVID-19	<a href="https://trainingcentre.unwomen.org/course/index.php?categoryid=1">https://trainingcentre.unwomen.org/course/index.php?categoryid=1</a>	Principes fondamentaux de l'exploitation et des abus sexuels (EAS), politique de tolérance zéro à l'égard de l'EAS, prévention et réponse et comment mener une « sauvegarde contextualisée » en réponse à l'explosion de Beyrouth.
Conférences académiques	University College London, Institute for Risk and disaster Reduction	<b>Why Do We Need a Gender Perspective in Disasters? [Pourquoi avons-nous besoin d'une perspective genrée dans les catastrophes ?]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.youtube.com/watch?v=BFCkhcfn2SQ">https://www.youtube.com/watch?v=BFCkhcfn2SQ</a>	Institute for Risk and Disaster Reduction. Centre for Gender in Disasters. Dr. Punam Yadav et Prof. Maureen Fordham. Le secteur privé peut faire partie d'un nouveau projet.

## Ressources

Type de document	Organisation/Auteur	Nom de l'élément	Spécifique au secteur privé	Catastrophe	Disponible à l'adresse	Informations complémentaires
Centre de connaissance	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Women's Resilience to Disasters [Résilience des femmes face aux catastrophes]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.preventionweb.net/wrd/">https://www.preventionweb.net/wrd/</a>	
Bibliothèque	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Crisis Response Portal [Portail d'intervention de crise]</b>	Non	Oui	<a href="https://intranet.undp.org/sites/crr/response/SitePages/Gender.aspx">https://intranet.undp.org/sites/crr/response/SitePages/Gender.aspx</a>	Accessible uniquement au PNUD. Notes d'orientation spécifiques au genre : 1) Prévenir et répondre à la violence sexiste dans les situations de crise et de relèvement ; 2) Promouvoir des moyens de subsistance et un relèvement économique transformateurs pour faire progresser l'égalité des sexes dans les situations de crise et de relèvement ; 3) Promouvoir la participation et le leadership des femmes et des organisations de femmes dans les situations de crise et de relèvement ;

					4) Garantir l'accès des femmes à la justice, à la sécurité et aux droits de l'homme dans les situations de crise et de relèvement ; 5) Renforcer l'action des femmes dans les processus de paix et les institutions politiques dans les situations de crise et de relèvement ; 6) Veiller à ce que l'égalité des sexes soit au cœur de la réduction des risques de catastrophe et du relèvement ; 7) Transformer le gouvernement pour qu'il assure l'égalité des chances pour tous dans les situations de crise et de relèvement.
Recensement	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Liste des ressources liées à la COVID-19 liées au genre par entité des Nations Unies (22 mai 2020)</b>	Non	COVID-19	<a href="https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/how%20we%20work/unsystemcoordination/gender-related-covid-19-resources-by-un-entity-en.pdf?la=en&amp;vs=1433">https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/how%20we%20work/unsystemcoordination/gender-related-covid-19-resources-by-un-entity-en.pdf?la=en&amp;vs=1433</a>
Liste de contrôle	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Comment intégrer le genre dans les évaluations socio-économiques</b>	Non	Oui	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/how-to-integrate-gender-into-socio-economic-assessments.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/how-to-integrate-gender-into-socio-economic-assessments.html</a>
Procédures opérationnelles standard	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	<b>Procédures opérationnelles standard de l'OCHA sur l'inconduite sexuelle</b>	Non	COVID-19	Dossier bibliothèque
Expériences	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>"Who holds the microphone?" Crisis-Affected Women's Voices on Gender- Transformative Changes in Humanitarian</b> [« Qui tient le micro ? » Les voix des femmes affectées par la crise sur les changements sexotransformateurs dans l'humanitaire.]	Non	Oui	<a href="https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/08/research-paper-crisis-affected-womens-voices-on-gender-transformative-changes">https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/08/research-paper-crisis-affected-womens-voices-on-gender-transformative-changes</a>
Bibliothèque	Disaster Recovery Institute International	<b>Women in Business Continuity Management Library</b> [Bibliothèque sur les femmes dans la gestion de la continuité des affaires]	Non	Oui	<a href="https://drii.org/crm/presentationlibrary">https://drii.org/crm/presentationlibrary</a>
Bibliothèque	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	<b>Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge Bibliothèque de documents sur le genre</b>	Non	Oui	<a href="https://media.ifrc.org/ifrc/document/protection-gender-inclusion-emergencies-toolkit/">https://media.ifrc.org/ifrc/document/protection-gender-inclusion-emergencies-toolkit/</a>
Ressource	Mercy Corps	<b>Bibliothèque sur les recherches et les ressources</b>	Non	Conflit	<a href="https://europe.mercycorps.org/en-gb/research-resources?fid=82#grid">https://europe.mercycorps.org/en-gb/research-resources?fid=82#grid</a>
Ressource	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>COVID-19 Global Gender-Response Tracker</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/covid-19-gender-dashboard.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/covid-19-gender-dashboard.html</a>
Ressource	Programme des Nations Unies pour le développement au Mexique	<b>Superar la desigualdad, Reducir el Riesgo - Gestión del Riesgo de Desastres con Equidad de Género</b> [Vaincre l'inégalité, réduire les risques - Gestion des risques de catastrophes avec équité entre les sexes]	Oui	Non	<a href="https://www.preventionweb.net/publications/view/2980">https://www.preventionweb.net/publications/view/2980</a>

## Manuels, guides et livrets

Type de document	Organisation/Auteur	Nom de l'élément	Spécifique au secteur privé	Catastrophe	Disponible à l'adresse	Informations complémentaires
Livrets	Comité permanent interorganisations	<b>Different needs - equal opportunities</b> [Différents besoins - égalité des chances]	Non	Oui	<a href="https://interagencystandingcommittee.org/system/files/legacy_files/women_girls_boys_men_different_needs_equal_opportunities_iasc_gender_handbook_for_humanitarian_action_english_language_.pdf">https://interagencystandingcommittee.org/system/files/legacy_files/women_girls_boys_men_different_needs_equal_opportunities_iasc_gender_handbook_for_humanitarian_action_english_language_.pdf</a>	Livret sur le genre pour l'action humanitaire largement connu
Manuel	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Gender Approaches in Conflict and Post-Conflict Situations</b> [Approches de genre dans les situations de conflit et de post-conflit]	Non	Conflit	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-approaches-in-conflict-and-post-conflict-situations.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender-approaches-in-conflict-and-post-conflict-situations.html</a>	
Guide	Programme des Nations Unies pour le développement ; Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Gender and disaster risk reduction in Europe and Central Asia</b> [Genre et réduction des risques de catastrophes en Europe et en Asie centrale]	Non	Oui	<a href="https://www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/library/gender-equality/gender-and-disaster-risk-reduction-workshop-guide-for-facilitators.html">https://www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/library/gender-equality/gender-and-disaster-risk-reduction-workshop-guide-for-facilitators.html</a>	Guide d'atelier pour les animateurs. Le module d'atelier, basé sur l'expérience et les circonstances spécifiques de la région, a été utilisé pour mener une série de sessions de formation dans la région Europe et Asie centrale
Livrets	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Parliamentary Handbook on the Women, Peace and Security Agenda</b> [Livret parlementaire sur l'agenda Femmes, paix et sécurité]	Non	Conflit	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/crisis-prevention-and-recovery/parliament-as-partners-supporting-women-peace-and-security-agenda.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/crisis-prevention-and-recovery/parliament-as-partners-supporting-women-peace-and-security-agenda.html</a>	
Guide	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>The Gender Equality Seal Certification Programme for Public and Private Enterprises: Putting Principles into Practice</b> [Le programme de certification du Sceau pour l'égalité des sexes pour les entreprises publiques et privées : mettre les principes en pratique]	Oui	Non	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/the-gender-equality-seal-certification-programme-for-public-and-.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/the-gender-equality-seal-certification-programme-for-public-and-.html</a>	
Guide	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes Amérique latine et Caraïbes	<b>Étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité (2000)</b>	Non	Oui	<a href="http://dipecholac.net/noticias/regional/guia-regional-y-kit-de-herramientas.html?fbclid=IwAR3xR6BmXuc5FvPCqoFaJwoqQkYJG-v-JuEKx2xEpjCxDfNZiteBKOVsQw">http://dipecholac.net/noticias/regional/guia-regional-y-kit-de-herramientas.html?fbclid=IwAR3xR6BmXuc5FvPCqoFaJwoqQkYJG-v-JuEKx2xEpjCxDfNZiteBKOVsQw</a>	
Guide	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Sustainable Development Goals Value Chains</b> [Chaines de valeurs des ODD]	Non	Oui	<a href="https://www.unwomen.org/-/media/Headquarters/Media/Publications/2014/04/EGenderResponsiveEarlyWarning.pdf">https://www.unwomen.org/-/media/Headquarters/Media/Publications/2014/04/EGenderResponsiveEarlyWarning.pdf</a>	
Guide	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Sustainable Development Goals Value Chains</b> [Chaines de valeurs des ODD]	Non	Oui	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/crisis-prevention-and-recovery/integrating-gender-in-disaster-management-in-small-island-develo.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/crisis-prevention-and-recovery/integrating-gender-in-disaster-management-in-small-island-develo.html</a>	Initiative de gestion des risques dans les Caraïbes
Guide	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	<b>Guide pratique des approches sensibles au genre pour la gestion des catastrophes</b>	Non	Oui	<a href="https://www.ifrc.org/PageFiles/96532/A%20Guide%20for%20Gender-sensitive%20approach%20to%20DM.pdf">https://www.ifrc.org/PageFiles/96532/A%20Guide%20for%20Gender-sensitive%20approach%20to%20DM.pdf</a>	
Manuel	Programme des Nations Unies pour le développement, Union internationale pour la conservation de la nature, Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes	<b>Making Disaster Risk Reduction Gender-Sensitive Policy and Practical Guidelines</b> [Rendre la réduction des risques de catastrophes sensible au genre - Politique et directives pratiques]	Non	Oui	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender_and_cpr/making_disaster_riskreductiongender-sensitivepolicyandpracticalg.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/gender_and_cpr/making_disaster_riskreductiongender-sensitivepolicyandpracticalg.html</a>	

Guide	Comité permanent interorganisations	<b>The gender handbook for humanitarian action [Le manuel sur le genre pour l'action humanitaire]</b>	Non	Oui	<a href="https://interagencystandingcommittee.org/system/files/2018-0/iasc_gender_handbook_for_humanitarian_action_eng_0.pdf">https://interagencystandingcommittee.org/system/files/2018-0/iasc_gender_handbook_for_humanitarian_action_eng_0.pdf</a>
Manuel	University of the West Indies, Améliorer la connaissance et l'application de la gestion globale des catastrophes.	<b>Gender Mainstreaming Training Manuals and Strategies [Manuels de formation et stratégies d'intégration de la dimension de genre]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.uwi.edu/ekacd/">https://www.uwi.edu/ekacd/</a> Caraïbes
Livrets	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Gender Handbook for practitioners [Manuel sur le genre à l'intention des praticiens]</b>	Non	Non	Dossier bibliothèque
Note d'orientation	Banque mondiale	<b>Gender Informed Monitoring and Evaluation in Disaster Risk Management [Suivi et évaluation de la gestion des risques de catastrophes en tenant compte de la dimension de genre]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.ucl.ac.uk/risk-disaster-reduction/research/centre-gender-and-disaster">https://www.ucl.ac.uk/risk-disaster-reduction/research/centre-gender-and-disaster</a>
Guide	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Gender Inclusion and Women's Empowerment at the Centre of Resilience [L'inclusion du genre et l'autonomisation des femmes au centre de la résilience]</b>	Non	Oui	<a href="https://courses.adpc.net/courses/course-v1:ADPC+APP-ADPC-01+2018/about">https://courses.adpc.net/courses/course-v1:ADPC+APP-ADPC-01+2018/about</a> Opérationnalisation du plan régional asiatique pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe

### Infographies, illustrations, actualités et vidéos

Type de document	Organisation/Auteur	Nom de l'élément	Spécifique au secteur privé	Catastrophe	Disponible à l'adresse	Informations complémentaires
Actualités et conseils	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>COVID-19 and Its Economic Toll on Women: The Story Behind the Numbers [La COVID-19 et son impact économique sur les femmes : l'histoire derrière les chiffres]</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/9/feature-covid-19-economic-impacts-on-women">https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/9/feature-covid-19-economic-impacts-on-women</a>	
Actualités	Philippine Disaster Resilience Foundation	<b>Training on Gender in Humanitarian Action and Gender- Based Violence in Emergencies [Formation sur le genre dans l'action humanitaire et la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence]</b>	Oui	Oui	<a href="https://covid19.pdrf.org/resource_center/training-on-gender-in-humanitarian-action-and-gender-based-violence-in-emergencies/">https://covid19.pdrf.org/resource_center/training-on-gender-in-humanitarian-action-and-gender-based-violence-in-emergencies/</a>	
Article	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Costa Rica lanza programa financiero para mujeres que protegen los recursos naturales [Le Costa Rica lance un programme financier pour les femmes qui protège les ressources naturelles]</b>	Oui	Non	<a href="https://www.cr.undp.org/content/costarica/es/home/presscenter/pressreleases/2019/costa-rica-lanza-programa-financiero-para-mujeres-que-protegen-l.html">https://www.cr.undp.org/content/costarica/es/home/presscenter/pressreleases/2019/costa-rica-lanza-programa-financiero-para-mujeres-que-protegen-l.html</a>	
Article	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>COVID-19 Will Widen Poverty Gap between Women and Men, New UN Women and UNDP Data Shows [La COVID-19 va creuser le fossé de la pauvreté entre les femmes et les hommes, selon de nouvelles données d'ONU Femmes et du PNUD]</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://www.undp.org/content/undp/en/home/news-centre/news/2020/_COVID-19_will_widen_poverty_gap_between_women_and_men_.html">https://www.undp.org/content/undp/en/home/news-centre/news/2020/_COVID-19_will_widen_poverty_gap_between_women_and_men_.html</a>	
Article	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Gender Equality Matters in COVID-19 Response [L'égalité des sexes est importante dans la réponse à la COVID-19]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response?gclid=EA1aIQobChM16aLimoPF6wIVENGyChlgAwhbEAAYASAAEgKZY_D_BwE">https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response?gclid=EA1aIQobChM16aLimoPF6wIVENGyChlgAwhbEAAYASAAEgKZY_D_BwE</a>	

Infographie	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Closing the Gender Gap in Humanitarian Action [Combler le fossé entre les genres dans l'action humanitaire]</b>	Non	Oui	<a href="https://interactive.unwomen.org/multimedia/infographic/humanitarianaction/en/index.html">https://interactive.unwomen.org/multimedia/infographic/humanitarianaction/en/index.html</a>	Disponible en anglais, français, espagnol, chinois
Illustration	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Unpaid Care Work, Your Daily Load And Why It Matters [Le travail de soin non rémunéré, votre charge quotidienne et pourquoi c'est important]</b>	Oui	Non	<a href="https://interactive.unwomen.org/multimedia/explainer/unpaidcare/en/index.html">https://interactive.unwomen.org/multimedia/explainer/unpaidcare/en/index.html</a>	Qu'il s'agisse de tâches ménagères ou de soins dispensés aux proches, les individus consacrent collectivement 16 milliards d'heures par jour à des activités de soins non rémunérées. Ce travail incombe en grande partie aux femmes et augmente en période de crise.
Vidéo	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>El camino de Don Miguel y Dona Martha [L'histoire de Don Miguel et Dona Martha]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.youtube.com/watch?v=xNRhCymPTpg">https://www.youtube.com/watch?v=xNRhCymPTpg</a>	En espagnol. Une illustration de l'importance du genre dans la réduction des risques de catastrophes.
Article	United Nations News	<b>Generations of Progress for Women and Girls Could be Lost to COVID Pandemic [Des générations de progrès en faveur des femmes et des filles pourraient être perdues à cause de la pandémie de COVID]</b>	Oui	Conflit	<a href="https://news.un.org/en/story/2020/08/1071372">https://news.un.org/en/story/2020/08/1071372</a>	
Article	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	<b>Using Technology to Assist Vulnerable Syrian Refugees During COVID-19 Lockdown [Utilisation de la technologie pour aider les réfugiés syriens vulnérables pendant le confinement lié à la COVID-19]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/feature-technology-to-assist-refugees-during-covid-19-lockdown">https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/feature-technology-to-assist-refugees-during-covid-19-lockdown</a>	Jordanie
Article	Carmen Niethammer	<b>Women, Peace and Security - Challenges and Opportunities In Light of the Corona Pandemic [Femmes, paix et sécurité - Défis et opportunités à la lumière de la pandémie de Coronavirus]</b>	Oui	Conflit	<a href="https://www.forbes.com/sites/carmenniethammer/2020/04/04/women-peace-and-securitychallenges-and-opportunities-in-light-of-the-corona-pandemic/#365b168f62eb">https://www.forbes.com/sites/carmenniethammer/2020/04/04/women-peace-and-securitychallenges-and-opportunities-in-light-of-the-corona-pandemic/#365b168f62eb</a>	
Actualités	GSMA	<b>Does Just Being a Woman Reduce the Likelihood of Using Mobile? [Le simple fait d'être une femme réduit-il la probabilité d'utiliser un téléphone portable ?]</b>	Oui	Non	<a href="https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/blog/does-just-being-a-woman-reduce-the-likelihood-of-using-mobile/?ID=a6g1r0000010tPMAAY&amp;JobID=539699&amp;utm_source=sfmc&amp;utm_medium=email&amp;utm_campaign=CW_Q3">https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/blog/does-just-being-a-woman-reduce-the-likelihood-of-using-mobile/?ID=a6g1r0000010tPMAAY&amp;JobID=539699&amp;utm_source=sfmc&amp;utm_medium=email&amp;utm_campaign=CW_Q3</a>	Influence sur le système d'alerte précoce
Actualités	Alisha Haridasani Gupta	<b>Why Did Hundreds of Thousands of Women Drop Out of the Workforce? [Pourquoi des centaines de milliers de femmes ont-elles quitté le marché du travail ?]</b>	Oui	COVID-19	<a href="https://www.nytimes.com/2020/10/03/us/jobs-women-dropping-out-workforce-wage-gap-gender.html?referringSource=articleShare">https://www.nytimes.com/2020/10/03/us/jobs-women-dropping-out-workforce-wage-gap-gender.html?referringSource=articleShare</a>	
Actualités	Programme des Nations Unies pour le développement	<b>Gender and Recovery [Genre et relèvement]</b>	Non	Oui	<a href="https://www.bing.com/videos/search?q=Gender+and+recovery+UNDP+Osservatore+youtube&amp;view=detail&amp;mid=05975694FAEE4E5DA6CD05975694FAEE4E5DA6CD&amp;FORM=VIRE">https://www.bing.com/videos/search?q=Gender+and+recovery+UNDP+Osservatore+youtube&amp;view=detail&amp;mid=05975694FAEE4E5DA6CD05975694FAEE4E5DA6CD&amp;FORM=VIRE</a>	



Partenaires mondiaux

